



47
6139

NOUVELLES du MEXIQUE

NUMÉROS 63-64

OCTOBRE 1970 - MARS 1971

NOUVELLES DU MEXIQUE

Revue trimestrielle fondée en 1955 par Jaime Torres Bodet

Nos 63-64

Octobre 1970 à Mars 1971

SOMMAIRE

Couverture : « El Castillo » à Chichén Itzá, Etat de Yucatán (photo Arturo García Formenti)

- L'expansion démographique du Mexique (pages 1 à 4) *Raúl Benítez Zenteno*
Le Plan Puebla, un essai de développement agricole (pages 5 à 10) *Juan Francisco González Iñigo*
Profil du général Lázaro Cárdenas, un des créateurs du Mexique moderne (21 mai 1895 - 19 octobre 1970) (pages 11 à 14) *Carlos Arriola*
Danses du Yucatán (pages 15 à 18) *Renán Irigoyen*

DOCUMENTS

Transmission officielle des pouvoirs à M. Luis Echeverría Alvarez, Président des Etats-Unis Mexicains.
(pages 19 à 25)

Le nouveau Gouvernement Mexicain.
(page 26)

L'opinion des anciens Présidents de la République — La Presse mexicaine et le Message présidentiel — Au Conseil des Ministres à Paris — Dans la Presse française — A l'Office de Radio-diffusion-Télévision Française.
(pages 27-28)

Premières mesures de gouvernement du Président Echeverría
(pages 29-30)

III^e Assemblée extraordinaire de l'Organisation des Etats Américains.
Convention tendant à prévenir les actes de terrorisme.
(pages 30-31)

La dénucléarisation de l'Amérique Latine :
A l'Organisation des Nations Unies, à New York — A l'Organisme pour la Proscription des Armes nucléaires en Amérique Latine, à Mexico — A la Conférence du Comité de Désarmement, à Genève.
(pages 32-33)

actualités

(pages 34 à 43)

Le Président de la République Française à la Maison de l'Amérique Latine — Le Président du Conseil National du Tourisme du Mexique au V^e Congrès International du Tourisme — Premier Symposium Mondial des Zones Arides — A la Banque Inter-Américaine de Développement — Emission de bons de la Banque Interaméricaine de Développement sur le marché français des valeurs — Le Président de la Banque Interaméricaine de Développement en Europe — IV^e Congrès franco-latino-américain d'économie.

AU MEXIQUE

(pages 44 à 59)

Le Parti Révolutionnaire Institutionnel élit ses nouveaux dirigeants — Le Budget général des dépenses du Mexique pour l'exercice 1971 — La loi relative aux ressources — Assemblée générale de la Banque du Mexique — Le nouvel Hôtel de la Monnaie à Mexico — « Guanos y Fertilizantes de México, S.A. » ouvre de nouvelles usines — « Fertilizantes Fosfatos Mexicanos, S.A. » va créer une usine de fluorure d'aluminium — Pour l'extension du réseau routier — Exportation de tomates vers la France — Le X^e anniversaire de la fondation de l'Institut National de Protection à l'Enfance — Inauguration du Centre administratif des Chemins de fer nationaux du Mexique — Jubilé professionnel du Dr Ignacio Chávez — « Histoire de la Médecine, époque contemporaine » par le Dr Chávez — Prix nationaux des Sciences, des Lettres et Arts pour 1970 — Inauguration du Centre Nucléaire de Salazar — Nécrologie : Alfonso Caso — Le général Alberto Salinas Carranza — « El Pueblo del Sol » d'Alfonso Caso — Une « Place Général-Charles-de-Gaulle » à Mexico — Délégation parlementaire française au Mexique.

PRÉSENCE DU MEXIQUE EN FRANCE

(pages 60 à 64)

Réunion du Comité Central du Rayonnement Français consacré au Mexique — Une Exposition-Vente mexicaine aux grands magasins du « Bon Marché » à Paris — Un récital Henryk Szeryng à l'Ambassade du Mexique à Paris — La pianiste Angélica Morales von Sauer à la Salle Gaveau — A Strasbourg : exposition du peintre mexicain José Juárez — Exposition Contreras à la Maison de l'Amérique Latine — Juan Mingorance au Musée culturel international de Saint-Cloud — Bourses de l'Université Nationale Autonome de Mexico pour étudiants français.

Dos de couverture : Portail et fronton de la « Casa Montejo » à Mérida, Etat de Yucatán

Maquette : Albert P. Prieur



AMBASSADE DU MEXIQUE EN FRANCE

SERVICES CULTURELS

9, RUE DE LONGCHAMP

PARIS (XVI^e)



Ecole primaire à Campeche

L'EXPANSION DÉMOGRAPHIQUE DU MEXIQUE

1895 - 1970

par Raúl BENITEZ ZENTENO
du Centre d'Études Économiques
et Démographiques de "El Colegio de México"

L'HISTOIRE du recensement régulier du Mexique contemporain commence en 1895 avec une population dénombrée de 12 600 000 habitants. A partir de 1920, à la suite de la Révolution Mexicaine, on se trouve en présence d'importants changements dans le développement du pays et dans l'évolution de sa population. Les nouvelles conditions établies permirent la structuration d'un système social, économique et politique dans lequel il fut possible d'assimiler plus rapidement et aisément les progrès mondiaux dans divers domaines, de telle sorte que, à partir des années 30, on put constater des améliorations spectaculaires, surtout en matière d'essor économique. Ces progressions furent rendues possibles grâce à l'organisation des institutions gouvernementales, aux réformes de structure de la production, par suite de la réforme agraire, à l'augmentation du capital social de base, au développement industriel, à des modifications dans le système financier et autres, qui, dans l'ensemble, impliquent toute une série de transformations structurelles d'importance.

A cette dynamique répondaient des changements dans le rythme de croissance démographique, puisque le taux moyen de croissance annuelle qui était de 1,7 % de 1930 à 1940, passait à 2,7 % de 1940 à 1950, à 3,1 % de 1950 à 1960 et à 3,4 % de 1960 à 1970.

A partir de 1940, les taux de croissance de la population sont très élevés, par rapport à ceux observés précédemment. Le plus fort taux moyen de croissance annuelle, avant 1930 (1,27 %), correspond à la période 1895-1900. De 1910 à 1921, la population décrivit à un rythme moyen de 0,51 % par an, par suite de la Révolution, de la grippe espagnole et de l'émigration internationale.

Avant 1895, les taux moyens de croissance annuelle, puisés aux sources disponibles (compte tenu des données acceptables), au cours du XIX^e siècle, vont de 0,36 % de 1803 à 1820, à 1,8 % de 1882 à 1895. Ce dernier taux est plus élevé que ceux observés de 1895 à 1910 et de 1921

à 1930, et égal à celui de 1930 à 1940 ; toutefois, il n'y a pas lieu de s'étendre davantage sur ces époques, étant donné la nature des renseignements.

Les changements observés dans le rythme de croissance de la population résultent des tendances de la fécondité et de la mortalité, que nous allons exposer brièvement ci-après.

Les estimations faites pour 1900 accusent un taux de 47 à 51 naissances pour 1 000 habitants, légèrement supérieur à celui de 1965, qui était de 44,3 et est tombé à 42,6 en 1968. Cependant, il ne faut pas interpréter cela comme une régression de la fécondité, car celle-ci n'a pas changé en ce qui concerne les femmes en âge de procréer.

Néanmoins, des transformations d'une certaine importance se sont produites dans les niveaux de fécondité par groupes d'âge des femmes : les jeunes ont vu diminuer le leur, alors que celles de plus de 35 ans l'ont vu augmenter considérablement. Le résultat en a été le maintien des niveaux généraux de fécondité aux environs de 198 naissances par tranche de 1 000 femmes de 15 à 49 ans, à tout le moins de 1930 à 1970, ce qui correspond à un taux brut de natalité d'environ 45 pour mille.

La mortalité est en notable régression. Le taux brut de mortalité est passé de 35 pour 1 000 habitants en 1895-1910, à 23,3 en 1925-1929 et à 9,4 en 1965. Cette diminution est semblable à celle d'autres pays d'Amérique Latine.

Cette décroissance a été rendue possible grâce aux différents programmes de santé publique et au développement économique et social lui-même (meilleure alimentation,

ouvrages d'infrastructure plus nombreux, etc.). Ce qui a fait doubler l'espoir de vie à la naissance entre 1930 et 1970.

Les précédentes assertions se trouvent corroborées si l'on compare la population recensée en 1970 avec la projection de la population de 1930 à 1970, en supposant un niveau constant de fécondité durant toute la période et un niveau de mortalité égal à celui observé, les chiffres étant pratiquement les mêmes.

De cette manière, le facteur démographique direct et unique ayant déterminé l'augmentation du taux de croissance de la population a été la régression de la mortalité.

La décroissance de la mortalité a eu une forte influence sur l'accroissement de la population et sur l'augmentation du rythme de croissance démographique. Si la mortalité était demeurée constante à partir de 1930, l'on n'aurait enregistré en 1970 qu'environ 33 700 000 habitants, soit un chiffre moindre que celui déjà observé en 1960.

Le relèvement marqué du rythme de croissance a eu d'importantes conséquences démographiques. Tout d'abord, il a provoqué un net rajeunissement de la population, puisque la proportion des moins de 15 ans est passée de 40,9 % en 1930 à 45,8 % en 1960. Cela implique à son tour certains changements dans d'autres facteurs : plus forte proportion d'éléments de la population économiquement active, augmentation plus accélérée des demandes d'inscription pour l'enseignement et plus importante offre de main-d'œuvre.

La cause directe du rajeunissement est sans aucun doute la régression plus accélérée de la mortalité infantile et de celle des jeunes, par rapport à celle des adultes et des vieillards.

PRINCIPALES DONNÉES DE L'EXPANSION DÉMOGRAPHIQUE ENTRE 1895 A 1970									
	Naissances pour 1 000 habitants	Décès pour 1 000 habitants	Décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 habitants	Espoir de vie à la naissance	Naissances par 1 000 femmes de 15 à 49 ans	Taux brut de reproduction	Distribution relative de la population par groupes d'âge (%) 5		
							moins de 15 ans	de 15 à 64 ans	65 ans et au-dessus
1895-1910	50,5 ⁽¹⁾	35,5 ⁽¹⁾		29,5					
1895-1910	47,6 ⁽²⁾	32,6 ⁽²⁾							
1895-1910	47,3 ⁽³⁾	33,8 ⁽³⁾							
1897			376,7						
1921-1924		25,1 ⁽⁴⁾							
1922			223,1						
1925-1929		25,5 ⁽⁴⁾							
1930	50,8 ⁽⁵⁾		131,6	36,9	198	3,11	40,9	56,2	2,9
1935-1939		23,3 ⁽⁴⁾							
1940	48,1 ⁽⁵⁾		125,7	41,5	196	3,06	42,6	54,5	2,9
1945-1949		17,8 ⁽⁴⁾							
1950	46,3 ⁽⁵⁾		96,2	49,7	192	3,08	43,1	53,6	3,3
1955-1959		12,2 ⁽⁴⁾							
1960	44,9 ⁽⁵⁾		74,2	58,9	200	3,16	45,8	50,9	3,3
1965-1967		9,4 ⁽⁴⁾							
1965	44,3 ⁽⁵⁾		60,7						
1968	42,6				199	3,12			
1970				64,0					

(1) Gustavo Cabrera, *Indicadores demográficos de México a principios de siglo*, El Colegio de México (ronéotypé) 1966. Évaluations d'après la théorie des populations stables à la structure d'âge de la population et aux taux de croissance.
(2) Gustavo Cabrera, *op. cit.*, au moyen d'une projection de population.
(3) Andrew Colver, *Birth Rates in Latin America: New Estimates of Historical Trends and Fluctuations*, Berkeley, University of California, 1965.
(4) Chiffres officiels.
(5) Estimations.

PROJECTIONS POUR LA PÉRIODE 1930-1970 SELON DEUX HYPOTHÈSES ET PAR COMPARAISON AUX DONNÉES OBSERVÉES					
Année	Taux brut de natalité ‰	Taux brut de reproduction	Espoir de vie à la naissance années	Taux brut de mortalité ‰	Population
PROJECTION I — Fécondité observée et mortalité constante					
1930	50,8	3,11	36,9	(1930-1934) 25,6	17 063 300
1940	47,5	3,06	36,9		20 302 300
1950	48,3	3,13	36,9		23 996 800
1960	48,4	3,16	36,9		28 525 700
1970	47,6	3,12	36,9		33 733 600
PROJECTION II — Fécondité constante et mortalité observée					
1930	50,8	3,11	36,9	(1930-1934) 25,6	17 063 300
1940	47,4	3,11	41,5	(1940-1944) 22,0	20 441 500
1950	46,4	3,11	49,7	(1950-1954) 15,1	26 531 000
1960	43,5	3,11	58,9	(1960-1964) 10,4	35 818 000
1970	42,0	3,11	64,0 ^(a)	(1965-1969) 9,4 ^(a)	50 290 700
Chiffres observés et corrigés					
1930	50,8	3,11	36,9	(1930-1934) 25,6	17 063 300 ^(b)
1940	48,1	3,06	41,5	(1940-1944) 22,0	20 243 600 ^(b)
1950	46,3	3,08	49,7	(1950-1954) 15,1	26 463 400 ^(b)
1960	44,9	3,16	58,9	(1960-1964) 10,4	36 003 000 ^(b)
1970	44,3 ^(c)	3,12 ^(d)	64,0 ^(a)	(1965-1969) 9,4 ^(a)	50 420 500 ^(b)
<p>a) Estimation. b) Chiffres corrigés. c) Taux de natalité de 1965. d) Taux de reproduction de 1966-1968.</p>					

« Enfants », toile de Diego Rivera



Une deuxième conséquence de l'expansion démographique réside dans l'accélération du rythme de croissance des centres urbains. Dans les localités de 2 500 habitants et plus, le taux moyen de croissance annuelle est passé de 2,2 % de 1930 à 1940, à 4,8 % de 1940 à 1950, à 4,9 % de 1950 à 1960 et à 5,4 % de 1960 à 1970. C'est là un changement considérable, qui reflète en grande partie les transformations que le développement économique a amenées avec lui.

Si l'on ne considère que la population rurale dans des localités de moins de 2 500 habitants, son rythme de croissance a été, sans variations importantes, de 1,5 % par an depuis 1930. Sa proportion par rapport à la population totale est passée de 66,5 % en 1930 à 49,3 % en 1960, et elle est évaluée à 42,4 % pour 1970.

L'urbanisation a été ininterrompue à partir de 1900, plus ou moins lente jusqu'en 1940 et rapide jusqu'en 1970. Ce qui précède coïncide donc avec la régression sensible de la mortalité à partir de 1940. De son côté, la lenteur de la croissance urbaine jusqu'en 1940 répond aux programmes gouvernementaux liés à la réforme agraire, et, à partir de cette date, le rythme rapide d'urbanisation est associé à la croissance industrielle et à l'expansion des services.

Il est clair que le rythme de croissance urbaine s'explique en partie par la migration, qui est arrivée à représenter environ 50 % de la population dans les centres urbains les plus importants. La migration, généralement des zones rurales vers les villes, vient de l'insuffisance de moyens d'existence dans les campagnes ainsi que d'une modernisation nécessaire, qui conduit à la recherche de meilleures chances.

Cela a entraîné des modifications dans la structure de l'emploi, par suite de la diminution du pourcentage de la population se consacrant aux travaux agricoles et de l'augmentation des activités industrielles et tertiaires.

La migration selon les sexes (plus forte proportion de femmes se déplaçant vers les centres urbains) et le plus jeune âge des femmes migrantes par rapport aux hommes constituent, pour leur part, un facteur important en vue de la participation de la femme aux activités économiques. De 1950 à 1960, par exemple, cette participation est passée de 12,2 % à 16,1 %.

Quant à la progression future, il faut souligner que, jusqu'à présent, le rythme de croissance démographique a augmenté par suite de la régression accélérée de la mortalité et du maintien de la fécondité à des niveaux élevés. De sorte que, si la mortalité continue à diminuer, bien qu'à un rythme très inférieur à celui déjà observé, les futures modifications de la population dépendront presque exclusivement des transformations des niveaux de fécondité.

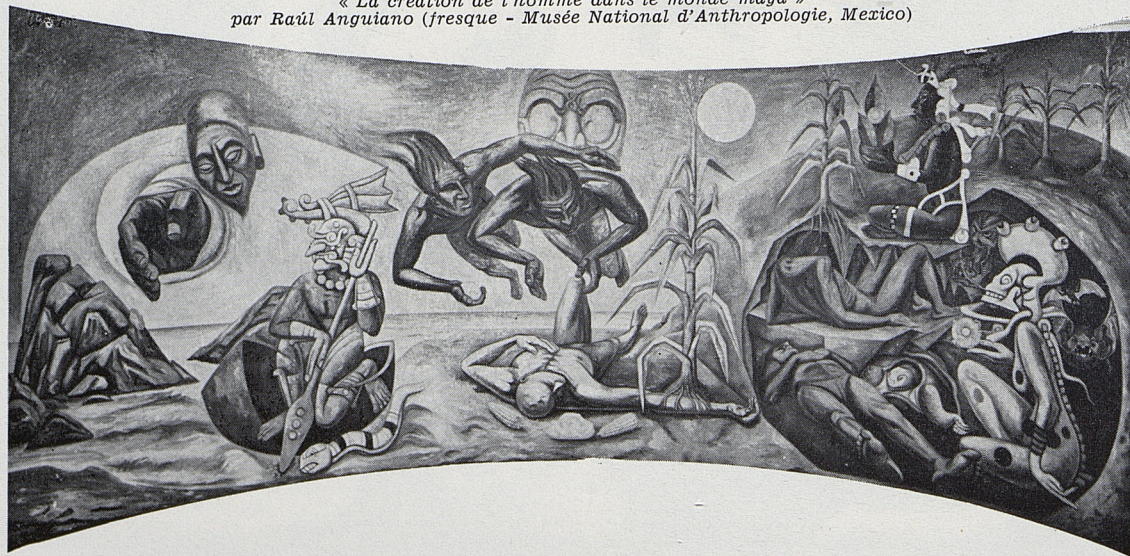
Si l'on tient compte de l'action d'ensemble de divers facteurs, tels que la participation de plus en plus grande des femmes au marché du travail, du recul de l'âge du mariage, du maintien d'une migration rurale urbaine à prédominance féminine, de la lente progression des niveaux d'enseignement, de l'intensification des moyens de communication de masses et de l'élargissement du marché de consommation, on peut en déduire que, précisément maintenant, vont se trouver réunies les conditions propices à la régression de la fécondité, et que, en fait, une telle diminution est déjà amorcée dans les générations de femmes actuellement jeunes. Si ces générations maintiennent un niveau de fécondité plus bas que celui des générations les ayant précédées, rien ne s'opposera à une régression de la fécondité totale.

Bien qu'il soit plus probable qu'il faille s'attendre à des diminutions dans le taux de fécondité, on ne dispose pas, cependant, d'éléments suffisants permettant de connaître avec une certaine précision le rythme de cette régression. Il est possible que — de même que pour la mortalité — cette régression soit très rapide et qu'ainsi le rythme actuel de croissance diminue très nettement.

Il est possible, également, que, même avec d'importantes diminutions de la fécondité de la population urbaine, la croissance naturelle de la population rurale se maintienne et augmente même, à la suite du maintien ou d'une légère régression de ses niveaux de fécondité et de décroissances encore plus nettes de sa mortalité. Dans ce cas, la diminution du rythme de croissance de la population totale serait lente.

On estime donc probable que la population du Mexique atteigne entre 69 et 73 millions d'habitants vers 1980 et près de 135 millions en l'an 2000.

« La création de l'homme dans le monde maya »
par Raúl Anguiano (fresque - Musée National d'Anthropologie, Mexico)



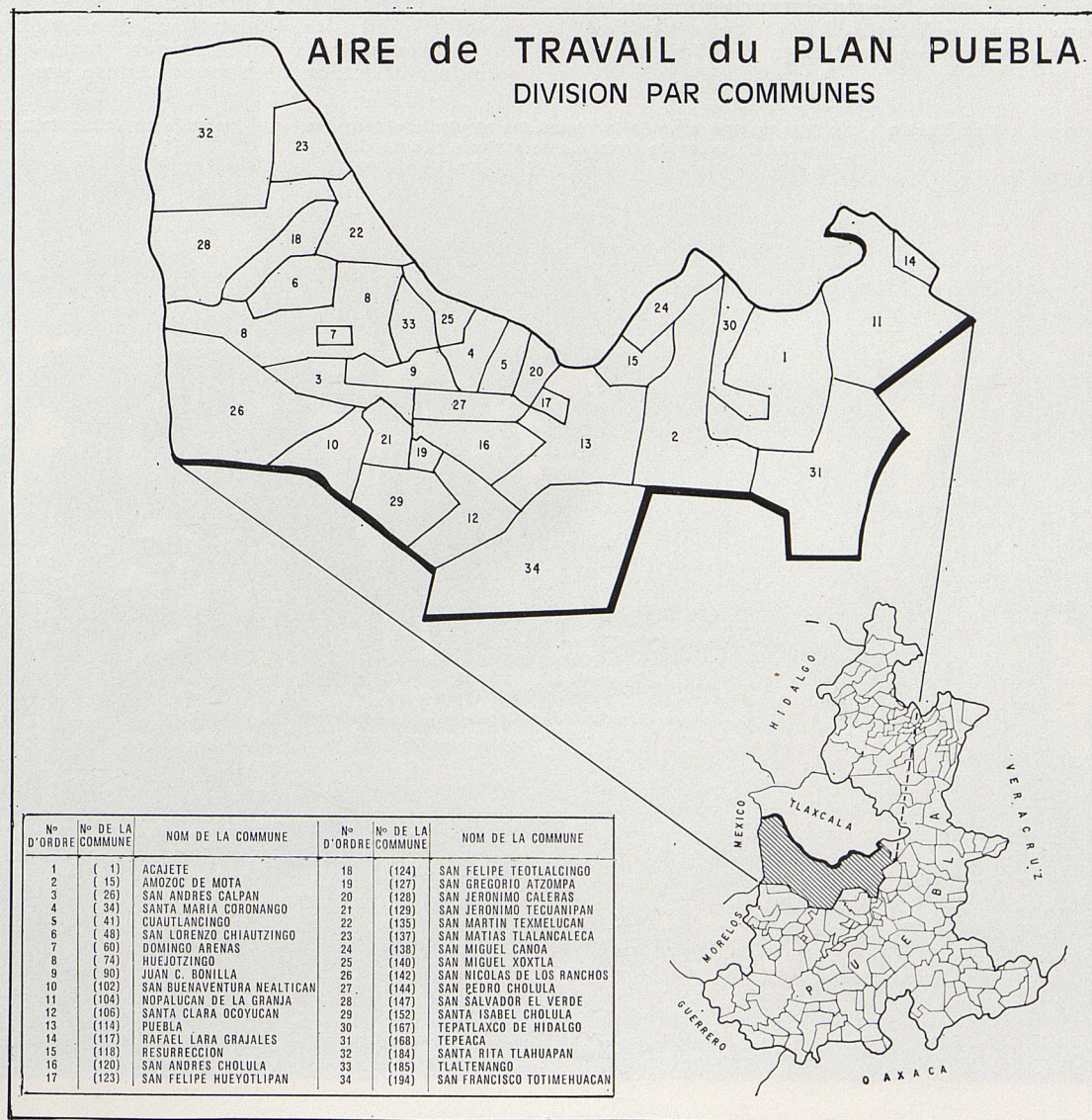
PLAN PUEBLA

Un essai de développement agricole

par Juan Francisco GONZÁLEZ IÑIGO
Ingénieur agronome

L'ingénieur González Iñigo a été l'un des principaux collaborateurs du Dr Norman Ernest Burlaugh, envoyé de la Fondation Rockefeller au Mexique, où il fut l'un des promoteurs de la « révolution verte » (1) et qui vient de recevoir le Prix Nobel de la Paix pour 1970.

(1) Cf. *Nouvelles du Mexique*, nos 58-59 (juillet à décembre 1969), pp. 42, 43 et 44.



Au Mexique, l'indice de progression du produit agricole (4,4 % par an) est le troisième dans le monde et, néanmoins, il semble que l'unanimité se soit faite pour affirmer que le problème de la terre est le N° 1 du pays.

A quoi ce paradoxe tient-il donc ?

En premier lieu, le sous-emploi rural est saisissant, de même que le pourcentage encore élevé de la population économiquement active dépendant des cultures vivrières. On estime que 65 % de la population rurale ne possède pas de terre et a peu de chances d'être employée à la campagne.

D'autre part, bien que la science et la technologie agricole offrent l'avantage de doubler et même de quadrupler les rendements, les petits paysans ayant des terres n'y sont pas parvenus pour la plupart. Il en est des exemples : d'un côté, 50 % des producteurs ne représentent que 4 % du produit agricole national ; de l'autre, 0,5 % des domaines en produisent les 32 %. Et ce n'est pas par suite de disparité de la capacité, sinon du fait des moyens. Les domaines familiaux et plurifamiliaux, grands ou moyens (16,3 %), emploient 91 % de la valeur totale de l'outillage et 97,3 % de la superficie irriguée, tandis que les biens-fonds de sous-consommation et les petites parcelles familiales (83,7 %) ne contrôlent que 9 % de la valeur de l'outillage et 2,7 % de la surface irriguée.

Ainsi le problème porte-t-il sur près de 15 millions de Mexicains, qui subsistent à peine dans des zones rurales saisonnières, dans 83 % des domaines du pays classés comme mini-fonds.

Y a-t-il une alternative pour ces 30 % de la population mexicaine ?

Alternatives réalistes

L'une d'elles est le « Plan Puebla ». Un programme qui, en trois ans seulement, a mis en évidence que l'on pouvait provoquer une révolution technologique chez de petits agriculteurs, dans des zones saisonnières, en leur fournissant de quoi vivre.

Alors que l'on discute d'expansion économique pouvant permettre à la famille paysanne de vivre dignement, le « Plan Puebla » est plus réaliste : en face d'une situation donnée — l'étendue moyenne de la terre est de 2,5 hectares par famille —, il a été proposé de créer et d'essayer des stratégies mises en œuvre en vue d'augmenter rapidement la production de maïs et, par là, de résoudre deux problèmes jumelés de la terre : bas rendements et pauvreté.

Le « Plan Puebla » est né, en 1967, du véritable souci d'offrir des alternatives, non seulement aux petits producteurs du Mexique, mais encore du monde entier. Son bien-fondé repose sur le fait que

Un technicien du « Plan Puebla » explique aux paysans de la région les résultats obtenus sur une parcelle expérimentale ensemencée selon la nouvelle technologie agricole (photo Cimmyt)





Le calcul de la récolte obtenue grâce à la nouvelle technologie agricole (photo Cimmyt)

l'on estime que plus de la moitié des habitants, à l'échelle mondiale, dépend de certains modes de cultures vivrières. Ce Plan a été conçu et dirigé par des techniciens du *Colegio de Postgraduados de Chapingo* (association des anciens élèves diplômés de l'École Nationale d'Agriculture) et du *Centre International pour l'Enrichissement du Maïs et du Blé*.

L'aire de travail prévue par le « Plan » englobe 32 communes et couvre environ 116 000 hectares. Puebla a été choisi comme aire-pilote en raison de ses conditions écologiques favorables, puisque, même lorsque les rendements étaient bas, il y existait le potentiel permettant de les relever. En outre, le climat politique y était favorable.

A la fin de l'année 1967, après que des essais de fertilisation eurent été expérimentés dans 27 localités de l'aire en question, il fut décidé d'entreprendre une étude estimative en vue de dresser un tableau de référence. Ce travail fut effectué au cours de l'hiver 1967-68, dans le but de déterminer le juste niveau de la connaissance et de l'emploi de la technologie agricole. De plus, on rassembla des renseignements sur l'infrastructure de l'aire et on fixa l'attitude des agriculteurs devant divers aspects du développement dans lequel ils joueraient le rôle le plus important.

Diagnostic initial

Pour établir le tableau de référence, une enquête fut menée — à titre de test — auprès de 251 paysans pris au hasard dans l'aire en question. Des données fournies par ceux-ci, il ressort que l'on évalue à 47 536 le nombre des chefs de famille (de 5,5 membres en moyenne). On y relève notamment l'autorité absolue qu'exercent les pères sur leurs enfants et le fait que le chef de famille consulte sa femme avant de prendre une décision importante.

La plupart de ces agriculteurs sont des descendants d'indigènes et parlent aussi bien l'espagnol que leur langue vernaculaire ; 22,7 % sont analphabètes et il y en a tout autant qui ne lisent et n'écrivent qu'avec difficultés. Le niveau moyen d'éducation des agriculteurs est de 2,4 ans d'enseignement primaire élémentaire. Quand on a demandé à ces 251 personnes : « Pourquoi semez-vous du maïs tous les ans ? », 52,2 % ont répondu qu'elles le faisaient parce que leur famille en vivait. Aucune d'entre elles n'a objecté que c'était pour en tirer des bénéfices. Bien que connaissant les engrais chimiques, 95,2 % ne possédaient pas de connaissances techniques quant à l'utilisation d'une formule déterminée ;

54,7 % connaissaient le maïs hybride, mais 0,8 % seulement l'ont utilisé en 1967. Elles ignoraient à peu près tout des insecticides ou des herbicides.

Quant au marché, 61,2 % ne vendaient pas de maïs et, parmi les 38,8 % restants, qui en vendaient en partie du moins — bien qu'ils dussent en acheter par la suite — le critère de prix jouait un rôle limité dans leur décision de vendre. D'autre part, l'usage du crédit y était restreint ; seuls 23,3 % des interpellés y avaient eu recours parfois. L'assurance agricole — obligatoire quand il s'agit d'obtenir un crédit de la banque officielle — était considérée comme d'un prix trop élevé et de peu de profit.

Pour une stratégie souple

Ce diagnostic a servi à la planification de la stratégie à suivre. Avant toute chose, on a pensé à une nouvelle information technologique. Dans certaines zones saisonnières, le paysan affronte une situation particulière d'incertitude au sujet de ses revenus en fin de campagne. D'où il est important de connaître de quelle façon doit changer la réponse à des facteurs génétiques et de production devant la fluctuation des facteurs immuables : climatologiques principalement.

En trois ans d'application, le programme d'amélioration génétique et l'étude des rapports de production ont été menés sur les terres mêmes des paysans qui s'y sont livrés à des travaux en faisant appel à l'assistance technique. La transformation technologique est donc entreprise sur leurs propres terres. Le point important est de mettre en rapport direct producteur et chercheur. En outre, l'effet de la « démonstration » s'opère chez les paysans du voisinage, ce qui permet d'obtenir plus aisément leur rapide incorporation volontaire.

Une fois l'information technologique introduite dans l'aire en question, il a été procédé à sa diffusion. Des matériels audio-visuels ont été préparés en vue de renseigner agriculteurs et techniciens d'institutions participantes sur les résultats des lots à haut rendement. Le film « Voulez-vous augmenter votre récolte de maïs ? » a été projeté devant 4 300 agriculteurs et l'on a commencé de diffuser un programme de radio.

A supposer que le paysan soit le produit de sa culture — information reçue de son père sur la manière de semer le maïs et sur l'époque des semences —, la culture est aussi le produit de l'homme dans son contexte social. Le changement recherché s'est dessiné en partie, car certains paysans font maintenant appel aux techniciens afin d'en obtenir des renseignements. De cette façon, le processus culturel de changement devient irréversible.

La coordination a été le point fondamental de la stratégie. On cherche à ce que le paysan dispose de crédit, d'engrais, de semences, etc., au moment où il en a besoin — conformément aux recommandations technologiques. On coordonne surtout les efforts du personnel technique à toutes les étapes du programme, ainsi que la participation du secteur institutionnel. En outre, on est assuré d'un rapport acceptable entre le coût de l'emploi de la nouvelle technologie et le prix payé pour le maïs.

Outre la coparticipation d'agriculteurs, d'institutions et d'une équipe technique, le travail en groupes a été un facteur décisif. On n'opère qu'avec des groupes d'agriculteurs spécialisés. Tout en obtenant ainsi une plus grande efficacité — on ne dispose que de douze techniciens à temps complet —, on a davantage d'échanges d'expériences et la préoccupation des uns pour les autres est plus étendue.

Impact économique-social

Pour en apprécier les progrès, le programme d'évaluation tient à jour, année par année, les estimations objectives de rendements, tant des agriculteurs ayant suivi les recommandations que de ceux qui s'en sont abstenus. Dans ce but a été établi un modèle statistique pour l'évaluation indirecte des rendements, en fonction du diamètre et de la longueur de l'épi de maïs. D'autre part, étant donné la notable influence que les facteurs climatologiques — précipitations pluviales, en particulier — exercent sur les rendements dans les aires saisonnières, il est difficile d'évaluer le pourcentage attribuable à la nouvelle technologie. Aussi bien, le programme des sols du « Plan » prévoit-il lui-même des expérimentations dans diverses localités, afin d'apprécier l'influence du climat.

A ce jour, les résultats ont été remarquables : le nombre de participants est passé de 30 en 1967 à 4 833 (distribués en 218 groupes) en 1970. La superficie soumise à la nouvelle technologie atteint maintenant 12 496 hectares. L'impact social n'en est pas moins saisissant : 566 bénéficiaires en 1968 ; 26 585 en 1970. Si l'on rencontrait hostilité et scepticisme en 1968, aujourd'hui ce n'est qu'intérêt et enthousiasme pour y participer. L'impact économique est marqué par l'ensemble des crédits qui, de 75 000 pesos (6 000 dollars) en 1968, sont passés à près de 9 800 000 (800 000 dollars) en 1970. La récupération moyenne de crédits approche les 97 % pour le plus important des établissements financiers intéressés.

M. Leobardo Jiménez, délégué général du « Plan Puebla », assure que l'agriculteur qui sème actuellement selon des méthodes traditionnelles, manque à gagner près de 1 300 pesos (104 dollars) par hectare. À ce revenu net, il faut ajouter ce qui est obtenu par la production de l'élevage et en salaire hors de la parcelle.

Nonobstant les indéniables profits que représente la nouvelle technologie pour le paysan, il convient de réfléchir à son côté aléatoire, ce qui n'arrive pas aux bailleurs de fonds. On estime à 1 000 pesos de plus à l'hectare le prix de revient de la nouvelle technologie, somme qui profite, en particulier, au vendeur d'engrais.

Or, les paysans qui ont augmenté leurs revenus en changeant leurs rendements, ont adopté de nouvelles méthodes. Outre le fait d'expérimenter d'autres cultures plus rémunératrices en vendant une partie de leur récolte, ils ont acheté des animaux ou des outils de travail ou encore des ustensiles de ménage. De plus, ils manifestent une tendance marquée à l'intégration du bétail : avec les excédents de maïs on développe principalement l'engraissement des porcs.

Rapport bénéfice-prix de revient voisin de l'unité

Outre l'efficacité de la méthodologie, il a été prouvé qu'il est rentable — et à un haut degré — de développer des stratégies visant à relever la productivité agricole dans des zones de petits domaines.

Une enquête sur les profits — chiffres récents — en vue de réduire les hypothèses au minimum, confirme tout ce qui a été dit précédemment. Un point qui l'a emporté consiste à négliger le coût de l'augmentation de travail que représente pour les paysans le fait d'employer un plus grand nombre de plants et davantage d'engrais ainsi qu'un contrôle plus strict des friches. Il a paru évident que, faute d'occasions, les moyens existants s'avèreraient inutiles. N'ont été considérés comme coûts que les débours opérés réellement hors de la région.

Myren et Cano se sont livrés à deux sortes de calculs : l'un avec les données réelles de ce qui s'est passé au cours de deux premières années de mise en application du « Plan » (1968 et 1969), l'autre consistant en une projection des bénéfices et des prix de revient jusqu'en 1975. Le premier calcul a donné un rapport — pour une période aussi courte — voisin de l'unité : 0,94 ; le second, le chiffre optimiste de 7,8.

Possibilités de transplantation technologique

Bien que les caractéristiques écologiques de l'aire où se déroule le « Plan Puebla » ne soient pas du tout représentatives des zones saisonnières du Mexique ou d'autres pays, la stratégie et la philosophie qui ont été suivies peuvent être applicables, avec des modifications, selon les cas.

On ne saurait prétendre que le « Plan Puebla » soit la solution au problème agricole du Mexique. Néanmoins, il aide à retenir, pendant un certain temps, l'exode du paysan vers la ville et à améliorer

la distribution des emplois et des revenus de la terre. De plus, ce n'est pas l'unique alternative possible. On doit en rechercher d'autres tendant à tirer parti du personnel qualifié et des institutions existantes.

Jusqu'à présent, le « Plan Puebla » a mis en évidence — à tout le moins au Mexique — qu'existe l'infrastructure nécessaire pour relever le niveau de vie des paysans et les intégrer à l'économie nationale, non seulement en tant que producteurs et consommateurs, mais encore en tant qu'êtres humains devant participer aux décisions qui affectent leur destinée. En outre, ils savent mettre à profit les occasions qui leur sont offertes, confirmant ainsi l'opinion de certains hommes de science sociaux.

L'un des objectifs du « Plan » est l'entraînement. Des techniciens mexicains et colombiens — et l'on en attend une soixantaine de presque tous les pays d'Amérique Latine — s'y emploient actuellement. Cela facilitera la transplantation tant à d'autres États de la République Mexicaine qu'à divers pays latino-américains. Un plan similaire va bientôt être mis en application dans l'État de Mexico.

Il faut souligner qu'une grande partie du succès du « Plan Puebla » est due à la souplesse des décisions qui y sont prises ainsi qu'à sa non-bureaucratisme.

Le Pouvoir Fédéral aussi bien que les États de l'Union y apportent leur concours et leur soutien ; les décisions sont adoptées avec une vue d'ensemble. La manipulation des fonds alloués à l'équipe technique est rapide et programmée.

L'équipe de jeunes techniciens possédant un idéal a démontré ce que la jeunesse peut faire pour le paysan : elle est parvenue à justifier — et à faire travailler — le personnel des institutions officielles en l'initiant à des processus de transformation, et elle a créé de nouvelles attitudes humaines et des intérêts sociaux chez les agriculteurs.

Gerbes de maïs prêtes à être égrenées dans la région s'étendant entre Chalco et Amecameca



(Photo Cimmyt)

Bibliographie sommaire

Théodore SCHULTZ : *La teoría del crecimiento económico y la rentabilidad de la agricultura en América Latina* (cas du développement agricole de l'Amérique Latine dans la prochaine décennie). B.I.D., Washington D.C., 1967.

Edmundo FLORES : *Intervención en el foro sobre una nueva política agraria*. C.E.A., Colegio de Postgraduados de la Escuela Nacional de Agricultura de Chapingo, México, 1970.

Salomon ECKSTEIN : *El marco macroeconómico del problema agrario mexicano*. Centro de Investigaciones Agrarias, 1968 (document préliminaire).

Edwin J. WALHAUSSEN : *La urgencia de aumentar la producción agrícola en áreas de baja productividad* (cas de stratégies en vue d'augmenter la productivité dans des zones de « mini-fonds »). Edité par Dr Gregorio Martínez, 1970 (sous presse).

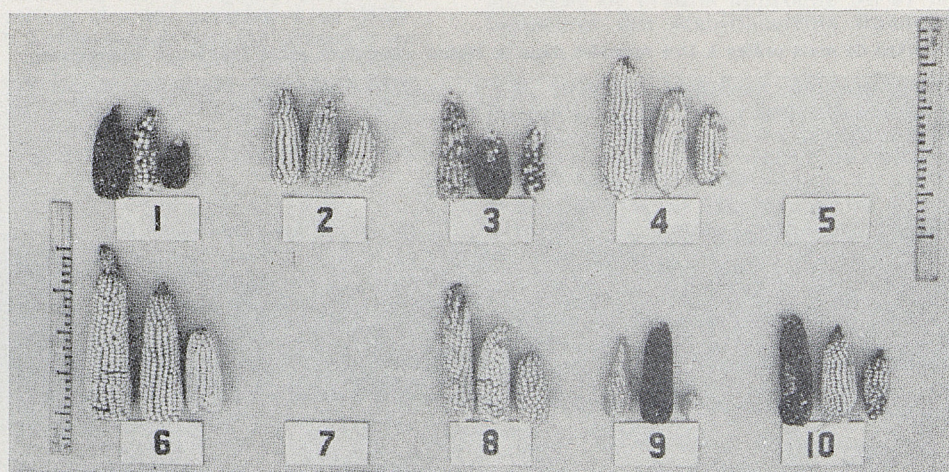
Bulletin d'information en langue espagnole du Centre International pour l'Enrichissement du Maïs et du Blé (1969, pp. 14-23) : *El Proyecto Puebla 1967-1969 : avances de un programa para aumentar rendimientos de maíz entre pequeños productores*.

Antonio TURRENT : *Aporte de la investigación agronómica en un proyecto para obtener aumentos rápidos en la producción* (cas de stratégies pour augmenter la productivité agricole dans les zones de « mini-fonds »). Edité par Dr Gregorio Martínez, México, 1970 (sous presse).

Leobardo JIMÉNEZ : *El Plan Puebla : un programa regional para aumentar los rendimientos de maíz entre agricultores con pequeñas explotaciones* (cas de stratégies en vue d'augmenter la productivité agricole dans des zones de « mini-fonds »). Edité par Dr Gregorio Martínez, México, 1970 (sous presse).

MYREN, DELBERT et Cano JAIRO : *Análisis de costos y beneficios del Plan Puebla* (cas de stratégies en vue d'augmenter la productivité agricole dans des zones de « mini-fonds »). Edité par Dr Gregorio Martínez, México, 1970 (sous presse).

FROM, Erich et MACCOBY, Michael : *Character and class in a Mexican Village*. 1969 (chap. I).



Classification des maïs récoltés pendant la campagne 1968

PROFIL DU GÉNÉRAL LÁZARO CÁRDENAS

un des créateurs du Mexique moderne

21 mai 1895 - 19 octobre 1970

par Carlos ARRIOLA
Secrétaire d'Ambassade

Le général Lázaro Cárdenas naquit à Jiquilpan, dans l'État de Michoacán, le 21 mai 1895 : il y fit ses premières études et y travailla dans l'administration municipale ainsi que, comme typographe, dans une imprimerie. En 1913, à l'âge de dix-huit ans, il adhéra au mouvement révolutionnaire en s'enrôlant dans l'« Armée Constitutionnaliste ». Ayant pris part à de nombreux combats, il fut promu général en 1920.

Une fois la lutte terminée, il occupa différentes fonctions militaires dans de nombreuses régions du pays, jusqu'en 1928, année où il fut élu Gouverneur de l'État de Michoacán. En 1930, avec l'autorisation du Congrès de l'État, il devint président du Comité Exécutif du Parti National Révolutionnaire. Il fut ministre de l'Intérieur en 1931, de la Guerre et de la Marine en 1933, charge qu'il abandonna lorsqu'il se présenta comme candidat à la présidence de la République.

Le général Cárdenas avait trente-neuf ans lorsqu'il assumait les fonctions de Président du Mexique pour la période constitutionnelle 1934-1940. Plus tard, de juin 1942 à mai 1945, il se vit confier le Ministère de la Défense Nationale. En 1947, il fut nommé membre du Conseil Exécutif de la Commission chargée du développement de la région du fleuve Tepalcatepec, charge dont il démissionna en 1958. Il reçut un poste similaire en 1961 dans la Commission du Río Balsas. En 1969 il fut nommé Président du Conseil d'Administration de l'entreprise à participation gouvernementale « Siderúrgica Las Truchas, S.A. ». Il est mort à Mexico, le lundi 19 octobre 1970, à l'âge de 75 ans.

QUELQUES ASPECTS DE L'ŒUVRE ACCOMPLIE EN TANT QUE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

I - POLITIQUE NATIONALE.

a) Agriculture.

Le Président Cárdenas donna une grande impulsion à la réforme agraire : sous son sexennat, en effet, 17 604 139 hectares de terre furent répartis au bénéfice de 774 000 personnes. En 1937, il créa la *Banque Nationale de Crédit Agricole* et en 1936, les « *Almacenes Nacionales de Depósito* ». En 1938, il fonda la *Confédération Nationale Paysanne (C.N.C.)* et, en 1940, il promulgua le *Nouveau Code Agricole*.

b) Mouvement ouvrier.

Le Président Cárdenas appuya résolument les revendications salariales du mouvement ouvrier : durant son sexennat, on compta une moyenne annuelle de 478 grèves avec une participation, également annuelle, de 61 000 ouvriers. En 1936, sous la direction de Vicente Lombardo Toledano, fut créée la *Confédération de Travailleurs Mexicains (C.T.M.)*. Le nombre de personnes groupées dans les divers syndicats passa de 294 000 en 1930 à 878 000 en 1940. En 1936, fut fondée la *Banque Nationale Ouvrière de Développement Industriel*.



Le général Cárdenas vu par Leopoldo Méndez.



Le Président López Mateos, entouré de six de ses prédécesseurs (dont le général Cárdenas, à l'extrême droite), montant une garde d'honneur devant l'urne funéraire de Francisco I. Madero.

c) Industrie.

La distribution du revenu une fois réalisée, l'élargissement consécutif du marché intérieur se refléta sur l'industrie manufacturière dont le taux de production passa de 266 % en 1934 à 358,7 % en 1940 (1900 = 100). De même fut développé l'investissement dans ce secteur, dont le montant total passa de 649 millions de pesos en 1935 à 2 287 millions en 1940.

d) Nationalisations.

En 1935 fut promulguée la *Loi portant Nationalisation des Biens*, et en 1936 la *Loi sur les Expropriations*. Les principaux secteurs nationalisés furent les chemins de fer en 1936 et les pétroles en 1938. En juin de cette dernière année fut créée l'entreprise d'État « *Petróleos Mexicanos* » (P.E.M.E.X.) qui s'occupe de l'exploitation, du raffinage et de la distribution du pétrole au Mexique.

e) Administration Publique.

En 1935, furent créés les *Départements des Affaires Indigènes, Forestières et de la Chasse et de la Pêche*. La *Banque Nationale du Commerce Extérieur* fut fondée en 1936 et, en 1937, le *Ministère de la Santé et de l'Assistance Publique*. De même fut mise en marche la *Commission Fédérale d'Electricité*. En 1938, la *Loi sur les Responsabilités des Fonctionnaires publics* fut promulguée et celle sur les *Assurances Sociales* présentée au Congrès. En septembre de la même année fut créé, par un arrêté, le *Statut juridique des travailleurs au service de l'État*. Les investissements du Gouvernement Fédéral au cours de l'administration du Général Cárdenas furent de 1 218 millions de pesos. Le réseau routier passa de 4 260 kilomètres en 1934 à 9 929 en 1940. Les zones qui bénéficièrent de nouveaux travaux d'irrigation construits par le Gouvernement couvrirent 63 000 hectares et les travaux, déjà en service sur 55 000 hectares, furent améliorés.

f) Education.

En 1936, 16 % du budget national furent destinés à l'enseignement. 5 000 nouvelles écoles furent construites pour l'enseignement primaire (il en existait 18 000 en 1934) et le nombre des instituteurs passa de 31 000 à 40 000. Le chiffre des écoliers inscrits monta de 1 511 000 à 2 114 000. De plus, furent fondés l'*Institut Polytechnique National*, les *Internats d'Etudes Secondaires pour les enfants des travailleurs*, l'*Ecole Normale d'Education Physique* et l'*Ecole Normale pour les maîtres non titulaires*.

L'article 3 de la Constitution fut réformé et stipula : « L'Enseignement donné par l'État sera socialiste et, non seulement il exclura toute doctrine religieuse, mais il combattra le fanatisme et les préjugés, l'école organisera donc son enseignement et ses activités de manière à permettre de créer dans la jeunesse un concept rationnel et exact de l'univers et de la vie sociale ».

g) Politique.

En mars 1938, le *Parti National Révolutionnaire* se transforma en *Parti de la Révolution Mexicaine* comprenant quatre secteurs autonomes : ouvrier, paysan, populaire et militaire. Les organismes ouvriers et paysans conservèrent l'autonomie de leurs activités sociales et économiques. Les militaires développèrent leur activité en tant que citoyens à l'intérieur du parti et non en tant que représentants officiels de l'armée.

La déclaration de principes du nouveau parti indique que sa tâche fondamentale serait « la préparation du peuple pour l'établissement d'une démocratie de travailleurs comme un pas vers le socialisme ».

En février 1940, le Général Cárdenas caractérisa son gouvernement de la façon suivante :

« Il n'y a pas au Mexique un gouvernement communiste. Notre Constitution est démocratique et libérale ».

avec quelques traits modérés de socialisme dans ses préceptes qui régissent la propriété terrienne surtout aux fins de restitution (art. 27), et dans ceux qui se réfèrent aux relations entre capital et travail (art. 123), qui ne sont pas, même de loin, plus radicaux que ceux d'autres pays, dont certains qui conservent des institutions monarchiques.

« L'admission du socialisme scientifique dans les écoles publiques, signifie seulement l'exposition des connaissances modernes qui ne peuvent être cachées et qui ouvrent des perspectives d'avenir, non comme système dogmatique et absolu, mais comme orientation vers de nouvelles formes de vies sociale et de justice. »

h) Les élections présidentielles de 1940.

Au début de 1939, les généraux Almazán, Mújica, Sánchez Tapia et Avila Camacho démissionnèrent en vue de se présenter aux élections présidentielles. Le der-

nier fut appuyé par la Confédération des Travailleurs du Mexique comme candidat du parti de la Révolution Mexicaine.

Le général Mújica qui avait été ministre des Communications et Travaux Publics du Général Cárdenas et très populaire dans les groupements de gauche, retira sa candidature. Le général Sánchez Tapia maintint la sienne mais avec peu de partisans. Le général Almazán se sépara du P.R.M. et se présenta comme candidat indépendant, ayant reçu le soutien de quelques groupes catholiques tels que la « Unión Nacional Sinarquista » et le « Partido Acción Nacional ».

Le triomphateur des élections fut le Général Avila Camacho. Le Général Cárdenas se retira de la vie politique et se proposa, selon l'opinion d'un historien de son régime, de « démontrer aux Mexicains, par un vigoureux exemple personnel, qu'un ancien président doit se retirer de la direction des affaires politiques » (1).

II - POLITIQUE EXTÉRIEURE.

En 1936, fut dénoncé l'article VIII du Traité de la Mesilla, établi avec les Etats-Unis en 1853, qui autorisait le libre transit de personnes et de marchandises par l'Isthme de Tehuantepec.

Relations avec l'Espagne.

La position du Mexique face à la guerre civile espagnole est définie par la lettre envoyée par le Général Cárdenas à son représentant à la Société des Nations : « Sous les termes de « non intervention » se rangent maintenant des nations d'Europe déterminées à ne pas aider le gouvernement espagnol légitimement constitué. Le Mexique ne peut faire sienne une telle façon de voir, car le manque de collaboration avec les autorités constitutionnelles d'un pays ami est, dans la pratique, une aide indirecte — mais non pour cela moins effective — aux rebelles qui sont en train de mettre en péril le régime représenté par ces autorités. Cela constitue donc — en soi — l'un des moyens les plus cauteleux d'intervention ».

A la fin du conflit, le Président Cárdenas ouvrit les portes du Mexique aux émigrés républicains, parmi lesquels les poètes León Felipe et Pedro Garfias, Le Dr José Gaos, recteur de l'Université de Madrid, MM. Xirau, Díez Cañedo, etc.

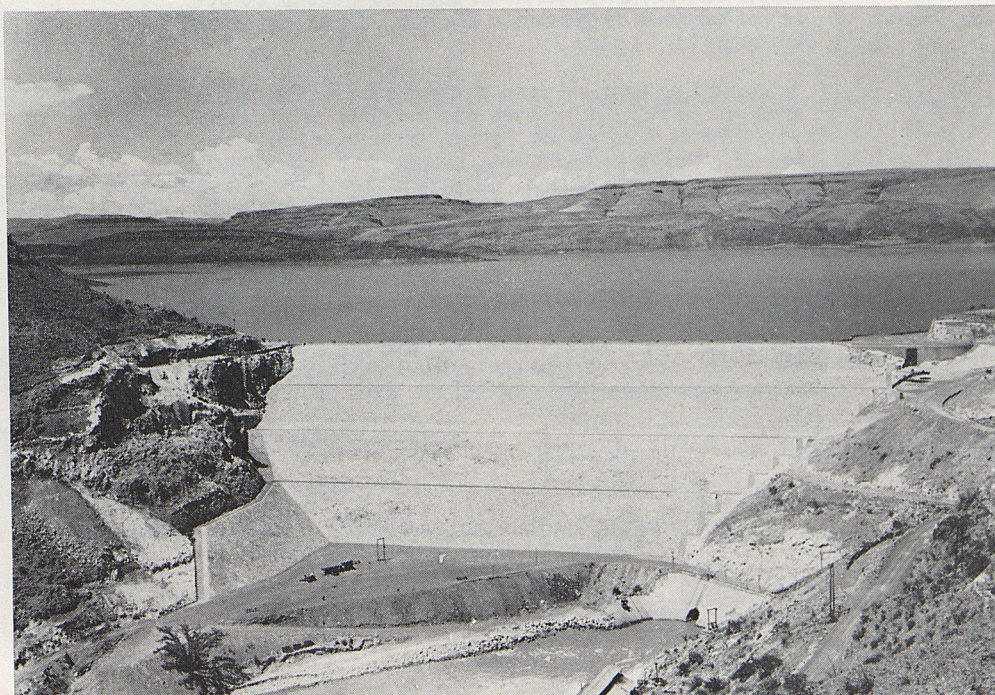
A la Société des Nations.

Le Mexique condamna l'invasion de l'Ethiopie, dans les termes suivants : « L'accomplissement de la justice internationale et la non-reconnaissance des arrangements obtenus par la force, sont les seuls moyens d'affirmer la sécurité collective et de garantir le prestige moral de la Société des Nations ».

Il condamna également l'invasion de la Finlande, de la Tchécoslovaquie, de la Mandchourie et l'annexion de l'Autriche.

(1) Paul Nathan. *México en la época de Cárdenas*, p. 174. Problemas Agrícolas e Industriales de México, N° 3, Vol. VII.

Le barrage « Lázaro Cárdenas » sur le Río Nazas à El Salmito, dans l'Etat de Durango.



QUELQUES COMMENTAIRES SUR LA MORT DU GÉNÉRAL CÁRDENAS

Le président alors en exercice, *M. Gustavo Díaz Ordaz* décréta un deuil national et ordonna l'inhumation des restes au Monument à la Révolution qui se trouve au centre de la ville de Mexico. Il rendit également hommage au « patriote et révolutionnaire distingué qui consacra sa vie aux meilleures causes de la Révolution Mexicaine ».

M. Luis Echeverría, Président élu, « regretta profondément la disparition du Général Cárdenas car la Révolution a perdu l'un de ses plus nobles représentants, qui de 1934 à 1940, imprima un rythme vigoureux à la réalisation des aspirations populaires ».

Le Secrétaire Général des Nations Unies, *M. Thant* : « Le Général Cárdenas fut une figure de proue de la politique mexicaine et son prestige dépassa les frontières de son pays natal, dont il fit le symbole de la lutte contre le sous-développement. Avec une grande hauteur de vue il perçut les problèmes des pays en voie de développement et il travailla inlassablement pour les résoudre au Mexique, bien avant que la lutte contre le sous-développement n'eût acquis de l'importance dans le cadre international ».

Le Président des États-Unis, *M. Richard Nixon* : « L'histoire lui a déjà donné sa place : celle d'un patriote sincère qui affronta avec fermeté et équanimité les problèmes qui se présentèrent à lui. Il fut un grand constructeur de la nation respectée et noble qu'est aujourd'hui le Mexique, et nous, ses voisins immédiats, déplorons énormément sa perte ».

L'Ambassadeur d'Argentine au Mexique déclara : « C'est une perte indiscutable pour le Mexique, par l'im-

portance transcendente de la figure du Général Cárdenas dans le cadre de la politique mexicaine ».

L'Ambassadeur du Pérou au Mexique : « Un géant, non seulement de la cause nationaliste du Mexique, mais des meilleures causes latinoaméricaines et du Tiers Monde, vient de mourir ».

Le Gouvernement de la République Espagnole en exil exprima « la profonde douleur de tout le peuple républicain, d'Espagne et de l'exil, pour le décès de l'ancien président Lázaro Cárdenas, gloire de son pays, guide et exemple pour les peuples libres et symbole de la rectitude et de la loyauté qui inspirent la politique internationale du Mexique, soucieuse de l'indépendance nationale de tous les peuples et irréconciliable avec les actes et les conséquences de toute intervention étrangère ».

M. Aldo Moro, ministre des Affaires Étrangères d'Italie, qui se trouvait en visite au Mexique déclara : « Je prends part à la douleur de la Nation Mexicaine pour la disparition du Général Cárdenas qui eut une part si importante dans l'histoire du Mexique ».

L'Ambassadeur de Pologne au Mexique déclara : « Nous n'oublions pas que le premier jour où les nazis attaquèrent la Pologne, le Président Cárdenas protesta immédiatement contre cette scandaleuse invasion... », et il ajouta : « c'est une nouvelle tragique, car il fut un guide très grand, non seulement pour le Mexique, mais pour le monde entier ».

L'Ambassadeur de l'Union Soviétique au Mexique : « C'est une grande perte... il fut un grand lutteur de la paix dans le monde et un partisan des relations avec mon pays et tous les pays ».

Le 19 janvier 1971, le Président de la République, *M. Luis Echeverría* inaugura un buste du Général Cárdenas, au Syndicat de l'Industrie Militaire, et s'exprimait en ces termes :

« Lázaro Cárdenas est venu du peuple pour s'intégrer à l'armée de la Révolution. Avec des principes appris dans les conditions sociales de l'armée révolutionnaire mexicaine il arriva à la plus haute magistrature, et ce qu'il avait appris sur les champs de bataille arriva à être sa principale source d'inspiration pour le progrès solide de notre patrie.

« Le gouvernement de la Révolution postule, actuellement, une politique de multiplication des écoles et des lieux de travail pour élever la production, mais également pour rendre plus juste la distribution des fruits de la production entre la plus grande partie des Mexicains, car nous sommes un peuple formé par des gens pauvres. »

Ritmos de
mexico
Ritmos de
mexico
Canta con ac
Co-mex co
Vamos, v

Versio

(1) R

DANSES DU YUCATAN⁽¹⁾

par Renán IRIGOYEN
Membre du Conseil
de l'Université du Yucatán



XTOLES
FLAUTA O SUS CONGENERES

se repite al
capricho
3^a vez

Ritmos de Rasadores,
"maracab, in"

se repite al
capricho
3^a vez

Armonia propia

Armonia impropia

Canto con acompañamiento de instrumentos

Instrumentos solos.

se repite al
capricho

Co-nex co-mes pa-le-cen, si-cu-tan, si-cu-tan yo col kin yo-col kin

D.C.

se repite al
capricho

Vamos, vamos muchachos, porque va a ponerse el sol.

Version recueillie par l'auteur auprès de vieux Indiens yucatèques.

(1) Renán Irigoyen, « Esencia del folklore de Yucatán », Ediciones Gotero, Mérida (Yucatán), 1968.

DANS la culture maya, les arts eurent une place de premier plan. La musique pentaphonique y fut cultivée, comme chez d'autres peuples primitifs, et sa survivance la plus connue est appelée « Los Xtoles ». Grâce à cette musique primitive où la percussion prédomine, la danse acquit un relief inusité de rythmes, d'élégance et de beauté. C'est à travers la danse, dont seules quelques variantes nous sont parvenues, que le Maya parvint à exprimer ses sentiments les plus subtils et ses émotions.

Los Xtoles

Dans les anciens carnivals de Mérida, il nous est arrivé, étant enfants, de voir danser « Los Xtoles ». Leurs sons brefs nous paraissent mélancoliques probablement parce qu'ils évoquaient quelque rite religieux, ésotérique. Cependant, nous nous rappelons également que, à certains moments, les danseurs y mettaient un tel rythme que, avec le temps, il nous arrive de nous demander s'il ne s'agissait pas là d'une danse guerrière.

Gerónimo Baqueiro Foster, avec l'aide de l'équipe technique nécessaire, a fait une enquête sur la musique des « Xtoles » et il est arrivé à la conclusion que leur gamme musicale est de cinq tons, sans demi-tons. Elle appartient donc à la gamme pentaphonique considérée comme la plus ancienne de la planète, celle-là même que pratiquèrent des civilisations telles que l'assyrienne, la babylonienne, la chinoise, l'égyptienne et la sumérienne. Peut-être est-ce pour cela que, lorsqu'elle est interprétée au moyen d'instruments et arrangements conçus pour d'autres gammes, telles que les européennes, la musique de « Los Xtoles » perd beaucoup de son caractère.



Danse de « La Vaqueria »



Danse de « Las Cintas »



Danse de la « Cabeza de cochino »

Il est probable que le terme *Xtol* soit une corruption que le temps et le métissage ont fait subir au mot *Ixtol* qui, d'après certains spécialistes du Maya, avait le sens de truant, acteur ou comédien. Et leur rôle, en effet, se rattachait à la danse et à la musique, la représentation scénique et théâtrale étant assurée par les « Baldzames ».

On suppose que les Espagnols de l'époque coloniale s'efforcèrent de substituer les danses maya en introduisant et en adaptant les danses espagnoles à l'élément indigène. Mais, si l'on en croit Héctor Pérez Martínez, ils rencontrèrent une telle résistance passive que, petit à petit, on finit par ajouter à la danse nettement étrangère des reminiscences, des attitudes, des intentions marquées et définitives, purement indiennes.

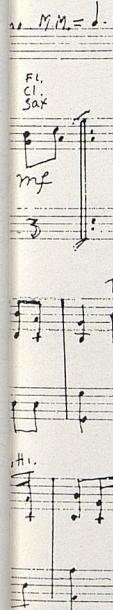
De ces anciens sons régionaux d'influence européenne, essence musicale du peuple, sortit l'actuelle « jarana ». A côté des sons indigènes fleurirent ceux dérivés de la musique populaire andalouse et d'autres régions d'Espagne. La « jarana » à 3×4 temps prend naissance dans la « jota » aragonaise, tandis que la « jarana » à 6×8 temps descend de la « jota » valencienne et est dansée au pas valsé alors que l'autre est dansée au pas « zapateado ». D'autres danses témoignent d'une grande ressemblance avec les sévillanes anciennes. On pense que, pour peu que les formes aient changé et pour faibles qu'aient été les caractéristiques locales influentes, les danses espagnoles acquièrent, en se métissant, une nouvelle physionomie.

Il est certain que, si l'on considère les apports ethniques et historiques, la génération spontanée, dans certains cas, et le complexe d'influx raciaux, psychologiques et géographiques, on peut embrasser le panorama chorégraphique dans sa presque totalité. Mais supposer qu'il y eut un apport général et direct du peuple émigrant serait trop simple, même en l'additionnant des ingrédients propres au nouveau paysage.

Nous sommes fiers de ce que ce soit un compositeur yucatéque qui ait commencé à recueillir les éléments folkloriques dans la République mexicaine. Quarante ans avant que Manuel Ponce ne fit connaître sa « Fantaisie Mexicaine », José Jacinto Cuevas publiait sa *Miscelánea Yucateca* où il réunit, dans une structure classique, les « airs » les plus connus sur lesquels le peuple yucatéque dansait depuis bien longtemps, tels que « El Degollete », « El Toro Grande », « La Angaripola », « El Torito », « La Vaquería », « El Jarabe » et « El Fandango ». Le tout relié musicalement par le thème évocateur et mélancolique de « Los Xtoles ».



Dan



Danses maya qui ont survécu

En dépit de la riche tradition de danse préhispanique que nous possédons, il faut bien avouer que nous ne savons pas exactement en quoi elle consistait. Nous possédons tout juste les descriptions de Landa et d'autres chroniqueurs, qui ne les virent pas avec des yeux capables de les décrire et de les faire survivre.

Dûment enregistrées dans le *Popol-Vuh*, décrites dans les *Relaciones de las Cosas de Yucatán*, et par Cogolludo (2) et Lizana (3) dans leurs ouvrages historiques, nous avons relevé 44 danses maya dont 4 ou 5 se sont conservées, modifiées par la musique espagnole et les changements de coutumes. Ce sont : « La Danza de las Cintas », la « Danza de la Ofrenda de la Cabeza del Cochino », celle du « Degollamiento de los Pavos » et celle de « Los Xtoles » déjà mentionnée. Il en est une autre, appelée « Ramillete », qui offre certaines ressemblances avec celle de « La Cabeza del Cochino ».

Comme « La Danza de las Cintas » se rencontre dans de nombreuses régions du Mexique et d'Amérique, on pensa, tout d'abord, que celle du Yucatán aussi était d'origine hispanique. Mais, dans notre cas, il y eut une danse maya appelée « Maya Pole », qui était une danse culturelle de la fertilité. Clavijero la décrit ainsi : « Il y avait, entre autres, une danse très curieuse que les Yucatèques dansent encore aujourd'hui. Ils plantaient dans le sol un arbre au sommet duquel ils suspendaient vingt cordons et plus, d'après le nombre des danseurs. Chacun d'entre eux tenait une extrémité du cordon et commençait à danser au son des instruments en se croisant avec beaucoup de dextérité jusqu'à former, autour de l'arbre, un tissu des cordons, en observant dans la distribution des couleurs, un certain dessin et quelque symétrie. Quand, à force de tours, les cordons s'étaient raccourcis au point qu'ils pouvaient à peine les tenir, même en levant très haut les bras, ils défaisaient ce qu'ils avaient fait, par d'autres figures et d'autres pas ». Cette danse est pratiquée actuellement avec de la musique de « jarana » à 3 × 4 temps et au pas valsé. Comme les Espagnols s'efforcèrent sans doute d'imposer la leur, il est logique de supposer que c'est là notre première danse métisse, sur des rythmes particuliers à ce métissage.

La danse de la « Cabeza del Cochino » s'appelle, en maya *Pol-Kekén*. On l'appelle également *Kub Pol* (la remise de la tête) car, pendant les fêtes populaires de l'intérieur de l'Etat de Yucatán, la tête de l'animal est remise, au cours d'une cérémonie dansée, héritée des temps antérieurs à la Conquête, aux organisateurs de la prochaine célébration de la fête du Saint Patron du lieu, substitut des anciennes divinités maya.



Danse de la « Jarana sobre almud ».



Danse de la « Jarana con charola en la cabeza ».

Danses exécutées par l'Ensemble chorégraphique régional du gouvernement de l'Etat de Yucatán

M.M. = 1.56 "Pol-Kekén" N.N.

Fl. Cl. Sax

mf

Tutti.

Fl. Cl. Sax

mf

pero final.

Las Repeticiones se hacen a la 1ª casilla.

D.C.

On danse au rythme d'un son grêle particulier, qui doit probablement garder des réminiscences maya transportées au pentagramme de notre musique occidentale, en une sorte de procession qui suit le porteur de la tête du cochon, laquelle, aux temps mayas, devait être de chevreuil ou de sanglier. Dans ces danses, alternent des pas lents et des virevoltes aux tours gracieux qui suivent le monorythme musical. Le degré d'habileté et de grâce du porteur de la tête, devant simuler la marche de l'animal, est ce qui doit le plus frapper les spectateurs. Devant le porteur de la tête se trouve un autre danseur tenant à la main des « jícaras » (petites écuelles en écorce de fruits évidés) contenant du maïs qu'il éparille comme pour stimuler la progression de l'animal. Un autre danseur marche derrière celui qui représente le cochon, portant des branches vertes et une corde courte. Les deux accompagnateurs font semblant de stimuler l'animal : celui qui est devant en jetant quelques grains de maïs, celui qui suit la tête en simulant les coups que les gardeurs de porcs ont coutume d'administrer sur les flancs des animaux.

On place la tête dans des récipients variés selon les possibilités des organisateurs. Cela va de la simple planche de bois ornée de banderoles, à la corbeille ornée le mieux possible à l'aide de papiers de couleur. Parfois on l'entoure de pains : un pain est également placé dans la gueule ouverte de l'animal. Les « jícaras » couvertes de « paliacates », sortes de mouchoirs, résonnent, ainsi que les « xtuches » ou sonnailles des anciens Maya.

Généralement, au cours de la dernière nuit de la fête, alors que la plus grande partie des organisateurs se sont mis d'accord pour désigner celui qui devra présider les festivités de l'année suivante, a

lieu la danse symbolique pour le faire savoir à celui-ci, qui l'ignorait encore, et au peuple, afin que lui aussi en soit informé.

La remise de la tête à celui qui devra présider le groupe organisateur des festivités de l'année suivante confère un deuxième sens au bal-offrande. On y voit affleurer l'ironie de l'aborigène mêlée à l'action mystique de l'offrande.

Dans les fêtes traditionnelles qu'organisent les éleveurs de gros bétail — mais nous ignorons depuis combien de temps — en souvenir des classiques « verbenas » espagnoles, avaient lieu des « vaquerías » à l'époque où on ferrait le bétail et où on le recensait. A cette occasion on danse la « jarana », dont l'une des premières variantes fut « El Torito ». Lorsque l'industrie de l'élevage diminua au profit de celle du « henequén », ces festivités se déplacèrent ou se limitèrent aux dates commémoratives religieuses de chaque village de l'intérieur de l'Etat du Yucatán. C'est là que s'effectuent de nos jours ce que l'on continue d'appeler les « vaquerías », où alternent les « jaranas » et des danses modernes.

(2) **Fray Diego López de Cogolludo** (1613-1665), né à Alcalá de Henares (Espagne), prit l'habit au couvent de San Diego. Il arriva au Yucatán en 1634 avec la mission conduite par fray Pedro Enríquez. Il occupa les postes de secrétaire de fray Luis de Vivar, alors visiteur des couvents du Guatemala (1637), de gardien des monastères de Maní (1639), de Motul (1649), puis ministre provincial (16 mars 1663). Il fut longtemps lecteur de théologie et fit un cours de philosophie. **Bibliographie** : « Historia de Yucatán », Madrid, 1668 ; 5^e édition, México, 1957 (avec une préface de J. Ignacio Rubio Mañé).

(3) **Fray Bernardo de Lizana** (1556-1631), né à Ocaña, province de Tolède (Espagne), entra dans l'Ordre de San Francisco en Castille. Il arriva au Yucatán en 1606. Il y apprit puis enseigna la langue maya. **Bibliographie** : « Historia de Yucatán - Devocionario de Nuestra Señora de Izamal y Conquista espiritual », Valladolid, 1633 ; 2^e édition, Museo Nacional de México, 1893 - Bibliothèques Nationales de Mexico et de Madrid. Voir aussi J. García Icazbalceta, « Cartas », Editora Porrúa, Mexico, 1937, pp. 279 et ss.

= DANZA DE LOS PAYOS =

TRANSMISSION OFFICIELLE DES POUVOIRS

à M. Luis ECHEVERRIA ALVAREZ
PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS MEXICAINS

L E 1^{er} décembre 1970, M. Luis Echeverría Alvarez, Président élu des Etats-Unis Mexicains (1), se rendait à l'Auditorium National, dans le parc de Chapultepec de Mexico, pour la transmission des pouvoirs présidentiels, devant le Congrès de l'Union réuni spécialement dans cette enceinte.

Soixante-deux pays avec lesquels le Mexique entretient des relations officielles avaient envoyé des Délégations pour assister à cette cérémonie. Le Gouvernement de la République française avait constitué une Mission extraordinaire, présidée par M. Joseph Fontanet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population, qu'accompa-

M. Luis Echeverria est accueilli à l'Auditorium National par le Président sortant



(1) Cf. « Nouvelles du Mexique » n° 62 (juillet à septembre 1970) pp. 49 à 52.

gnaient MM. Pierre de Leusse, ambassadeur de France, président du Conseil d'administration de l'Office de Radiodiffusion-Télévision Française, Xavier Daufresne de la Chevalerie, ambassadeur de France au Mexique, Albert Féquant, ministre plénipotentiaire, directeur d'Amérique au ministère des Affaires Etrangères, Jean-Louis Chaussende, chef du Cabinet du ministre des Affaires Etrangères, Jean-Paul Bourcheix, chef de Cabinet, adjoint au directeur du Cabinet du ministre du Travail, et Marcel Beaux, conseiller près l'ambassade de France au Mexique.

Dans les tribunes avaient pris place trois anciens Présidents de la République — MM. Emilio Portes Gil, Miguel Alemán et Adolfo Ruiz Cortines —, Mme Guadalupe Borja de Díaz Ordaz et Mme Ester Zuno de Echeverría, épouses des Présidents sortant et élu, ainsi que les membres de l'ancien et du nouveau Cabinet et leurs épouses.

Dans l'hémicycle, derrière les Parlementaires, et dans les autres tribunes se trouvaient les chefs de Mission spéciale et leur suite, le Corps diplomatique et les invités spéciaux, des délégations de militaires, d'organisations ouvrières ainsi que les représentants des diverses communautés indigènes, en costumes régionaux.

A son arrivée, M. Luis Echeverría fut accueilli par son prédécesseur, qui lui donna l'accolade en signe de bienvenue. Puis, Mme Hilda Anderson Nevares et M. José Castillo Hernández, secrétaires respectivement de la Chambre des députés et du Sénat, passèrent l'appel des parlementaires présents : 212 députés et 59 sénateurs. Le quorum étant atteint, la séance fut déclarée ouverte par le président du Congrès de l'Union, M. José Rivas Guzmán.

Alors, devant plus de cinq mille spectateurs, le nouveau Président du Mexique promit, sur la loi : « de respecter et de veiller au respect de la Constitution politique des Etats-Unis Mexicains ainsi que des Lois qui en découlent, et de remplir loyalement, avec patriotisme, le mandat de Président de la République que le peuple m'a confié, pour le bien et la prospérité de l'Union ».

Otant l'écharpe présidentielle qu'il portait, M. Díaz Ordaz la passa au président du Congrès, qui alla la remettre à M. Luis Echeverría. Après avoir ceint l'insigne du pouvoir, le nouveau Président donna alors lecture de son message à la Nation, dont nous énumérons les principaux points :

1. — « Tant que les plus humbles n'auront pas atteint des niveaux d'existence satisfaisants, le programme à réaliser restera au centre du combat, comme témoignage de l'élan ascendant du peuple et de son œuvre créatrice durant ce siècle. »

2. — (Ne sont pas révolutionnaires) « le simulateur ou celui qui rêve de révolutions : l'anarchiste, le provocateur, le renégat mus par des forces ou des intérêts extérieurs que nous, Mexicains, connaissons bien. »

3. — « La non-réélection... nous permet de suivre, sans nous attarder, le rythme de l'histoire car, grâce à elle,

les idées et les hommes peuvent se renouveler sans que soient abandonnés les principes. »

4. — « Lorsque cette décennie prendra fin, nous serons presque soixante-dix millions d'habitants et, d'ici vingt ans, nous atteindrons probablement le chiffre de cent millions. »

5. — « ... l'accroissement démographique ne constitue pas une menace, mais un défi qui met à l'épreuve notre potentiel créateur. »

6. — « Il n'est pas vrai qu'il existe un dilemme inévitable entre l'expansion économique et la redistribution des revenus. Ceux qui prétendent qu'il nous faut d'abord accroître et distribuer ensuite se trompent ou mentent par intérêt. Ce qu'il faut, en réalité, c'est augmenter l'offre d'emploi et le rendement à un rythme plus accéléré qu'il n'a été fait jusqu'ici. Pour cela, il est indispensable de partager le revenu équitablement et d'amplifier le marché intérieur de consommation. Il faut également rendre plus fécond l'effort humain. Pour y arriver, il faut aussi distribuer : distribuer le bien-être, l'éducation et la technique. »

7. — « Les investissements doivent arriver là où ils sont le plus nécessaires : à la campagne, à l'infrastructure, à l'obtention de biens de capital, aux entreprises qui demandent une main-d'œuvre abondante. »

8. — « Nous préserverons (la fermeté de notre monnaie) et maintiendrons la liberté de change. Nous lutterons contre les pressions inflationnistes qui provoquent le gaspillage et lésent les secteurs de faible revenu. »

9. — « Les investissements de l'étranger ne doivent pas déplacer le capital mexicain ». « Le capital mexicain, en tout cas, devra diriger la liaison avec sagacité, vigueur et patriotisme, en canalisant ces placements vers la modernisation des entreprises. Nous accueillerons donc de préférence les capitaux de divers pays qui créeront, orientés par des Mexicains, de nouvelles industries qui contribueront à l'évolution continue de la technologie et fabriqueront des articles destinés à l'exportation que nous enverrons également sur leurs propres marchés. »

10. — « Les hommes d'affaires mexicains qui vendent des entreprises viables ou même florissantes, ne font que renier l'effort déployé par leurs prédécesseurs et par eux-mêmes. Ils dilapident le patrimoine de leurs enfants, s'avouant incapables de les préparer à leurs responsabilités ; ils abandonnent le champ d'action des nouveaux chefs d'entreprises qu'ils auraient dû former et qui auraient pu les remplacer s'ils se considéraient fatigués et s'ils ont perdu l'esprit de lutte. »

11. — « ... nous explorerons de nouveaux marchés dans le monde entier et nous généraliserons le système de normes afin d'arriver à la fabrication d'articles qui, de par leur qualité et leurs prix, soient compétitifs à l'étranger. Les entreprises qui ne seraient pas en mesure d'atteindre des niveaux supérieurs se verront écartées du commerce international. »

12. — « Nous aiderons (les entreprises) à se moderniser et à contribuer au développement d'autres secteurs, mais en aucune manière nous ne subventionnerons l'inefficacité. »

13. — « Le système de libre-entreprise suppose le respect des droits des travailleurs. Nous veillerons à ce que les préceptes de la Loi Fédérale du Travail soient appliqués intégralement... que l'autonomie syndicale et le droit de grève soient garantis, que les dispositions concernant le salaire minimum et la répartition des bénéfices soient observées et qu'aucun travailleur ne soit privé de ses droits par l'abus fait de son irréflexion ou de sa faiblesse. »



Le nouveau Chef de l'Etat s'adresse au Congrès

14. — « Nous devons créer plus d'un demi-million de nouveaux emplois par an, mais nous ne le ferons pas aux dépens de la dignité humaine... Il est de notre devoir d'éviter, en collaboration avec les organismes syndicaux et les chefs d'entreprises modernes, l'exploitation des travailleurs au mépris de la Loi. Nous faisons confiance, essentiellement, au libre jugement et au courage militant de chaque travailleur pour la défense de ses droits. »

15. — « Nous accroîtrons le prestige financier du Mexique au niveau international, car il s'agit d'un patrimoine appréciable dû à l'effort de toute une génération. »

16. — « Si l'amélioration de l'économie ne correspond pas à une augmentation proportionnelle de la capacité générale de travail, de production et de consommation des biens économiques, nous appauvrissons le peuple... Mettons en pratique le principe de l'égalité des chances afin que chacun soit en mesure de prospérer par son propre travail. »

17. — « Nos compatriotes croient en l'école... Nous ne décevrons pas cette espérance car elle est la force morale de la République. »

18. — « Méfions-nous... des changements spectaculaires et des décisions arbitraires. La réforme que nous entreprenons ne sera pas le résultat d'une imposition bureaucratique. Elle proviendra de chaque école et reposera sur la véracité et le dialogue. »

19. — « L'époque que nous vivons est conditionnée par le progrès scientifique et technologique... Aucun peuple ne peut atteindre son plein épanouissement s'il dépend exclusivement des connaissances étrangères, ni décider lui-même de son avenir tant que des facteurs extérieurs sont susceptibles de freiner ou déformer, à n'importe quel moment, son processus de développement... Pour innover par nous-mêmes, il nous faut intensifier notre propre capacité scientifique. »

20. — « Nous donnerons aux universités et aux instituts techniques les moyens leur permettant de maintenir les connaissances au niveau de notre époque. Nous respectons entièrement leur autonomie, car sans liberté de pensée il n'existe pas de création intellectuelle. »

21. — « La Sécurité Sociale est l'un des instruments les plus puissants pour redistribuer les revenus et veiller sur la santé... Nous étendrons graduellement ces services au secteur rural ainsi qu'aux couches urbaines les plus modestes, aux classes moyennes et aux travailleurs indépendants. Par une planification judicieuse et une réalisation hardie, nous mettrons en pratique un programme permettant à la Sécurité Sociale de desservir, avant la fin des dix prochaines années, la moitié au moins de nos compatriotes. »

22. — « Les travaux publics devront toujours être planifiés au bénéfice des intérêts collectifs et jamais au profit d'individus ou de petits groupes, quelle que soit leur influence politique et économique, apparente ou transitoire. »

23. — « L'ejido », la propriété communale et l'authentique petite propriété sont des institutions fondamentales. Les respecter et les faire fructifier c'est travailler pour la paix et la prospérité de nos campagnes... La répartition agraire n'est pas terminée... Je répète solennellement mon engagement : je ne distrairai pas un seul jour de mon mandat présidentiel à la tâche de promouvoir l'amélioration de la vie paysanne et du milieu rural... Là où cela sera possible, et si les paysans le veulent, nous créerons, par le regroupement des parcelles et le travail coopératif, d'authentiques entreprises rurales. » ... « Nous réformerons les méthodes de distribution afin que notre peuple, celui qui travaille la terre et en consomme les produits, soit le bénéficiaire de l'effort conjoint que nous allons entreprendre. »

24. — « Il nous faut *apprendre à respecter nos forêts* pour favoriser leur croissance et leur transformation au profit de l'homme. »

25. — « Il est indispensable de *mieux exploiter nos mines* au profit de notre pays, de continuer les explorations, d'améliorer les techniques et d'intensifier la transformation des produits, afin que notre participation minière au commerce extérieur ne souffre pas de diminution. »

26. — « ... Nous intensifierons les recherches technologiques afin de produire le *pétrole à un coût inférieur* et d'en multiplier les usages. Nous augmenterons l'*exploration de la plate-forme maritime et des autres zones* de notre territoire. »

27. — « *La pétrochimie* prend de plus en plus d'essor... Il nous faudra lui donner une impulsion franche, *encourager l'entreprise privée ainsi que les activités gouvernementales* pour sauvegarder les intérêts de la patrie. »

28. — « *L'électrification* que nous poursuivrons sera le point de départ d'une politique énergétique visant à la *décentralisation de l'industrie et à l'incorporation des paysans* aux bienfaits de la civilisation. »

29. — « Le déséquilibre de notre commerce extérieur est compensé, en partie, par les *entrées provenant du tourisme*... Nous canaliserons des ressources plus importantes vers l'*infrastructure touristique* et encouragerons l'*amélioration de ses installations*. »

« *Le tourisme est une source d'échanges humains et de compréhension internationale*. Nous voudrions également

qu'il soit le véhicule qui permettra aux Mexicains de parcourir le plus fréquemment et de faire connaître à leurs enfants les chemins de la patrie. D'autre part, le fait que *les dépenses de nos compatriotes à l'étranger augmentent plus rapidement que celles des touristes au Mexique*, nous paraît des plus alarmants. *Rien ne justifie le gaspillage et les dépenses disproportionnées*, souvent accompagnés de manifestations de mauvais goût, par lesquels certains exhibent et soulignent à l'étranger les inégalités qui subsistent dans la distribution de nos richesses. »

30. — « ... Nous sommes nés à l'indépendance au moment où commençaient à s'écrouler les premiers bastions du colonialisme moderne. Nous avons, pendant plus d'un siècle, subi les ambitions politiques et économiques de grandes puissances. Nous avons souffert, à des époques maintenant révolues, d'abus, d'incompréhensions et de violences. *Nous exigeons, maintenant, le respect de notre indépendance, et nous souhaitons, pour tous les pays, justice et paix.* »

31. — « Dans notre politique extérieure, également, nous brandissons très haut l'étendard de la Révolution Mexicaine. Nous conservons intacts ses principes : *égalité juridique entre les Nations, non-intervention et autodétermination des peuples.* »

32. — « La voie que s'est tracée chaque peuple est digne du plus profond respect. Notre Révolution n'a pas été importée et, de même, nous n'avons jamais tenté de l'exporter. *Les pays qui essaient d'imposer aux autres leurs propres solutions violent les principes essentiels de la communauté internationale* » ... « *Le Mexique continuera à repousser fermement, toute ingérence dans ses affaires intérieures, quelle que soit l'idéologie sous laquelle elle*

Parlementaires et public applaudissent le discours du nouveau Président



se déguiserait. » ... « La Nation peut être certaine que mon mandat commence sous le signe de la *concorde* et de la *bonne volonté*. » ... « La paix que nous souhaitons devra être fondée, pour être juste et durable, sur la *lutte pour les prospérités de chaque peuple*. »

33. — « J'ai déclaré, à la fin de ma campagne électorale, et j'aimerais le répéter maintenant, que le Mexique a eu, pour présider à ses destinées, au cours des six dernières années, un homme exceptionnellement doué pour servir le peuple, un homme dont la personnalité vigoureuse ainsi que le patriotisme inébranlable le situeront dans l'histoire aux côtés des grands bâtisseurs de notre pays : le citoyen *Gustavo Díaz Ordaz*. »

« Le Président Díaz Ordaz a réaffirmé les principes essentiels sur lesquels repose notre organisation politique : *il a empêché que ne fût détruit l'ordre public ou que, au nom de celui-ci, la liberté ne fût supprimée*. »

34. — « ... *Aux vénérés Députés Constituants de 1917*, je réitère l'hommage ému de ma gratitude, de mon respect et de mon admiration. »

35. — « J'adresse un message de profonde sympathie *aux journalistes mexicains* qui, au cours d'un lamentable accident aérien, ont perdu la vie dans l'accomplissement de leur devoir. »

36. — « *Je veillerai à ce que la dignité des Mexicains soit respectée*, particulièrement celle des plus humbles qui, fréquemment, subissent les injures de l'arbitraire, la servitude de l'exploitation et les vexations de la misère. »

37. — « D'ici peu d'années, *les femmes et les hommes du*

Mexique auront les mêmes droits, devoirs et possibilités dans les multiples aspects de la vie nationale. »

38. — « Dans notre pays, *les jeunes* participent de bonne heure aux activités productives et occupent des postes de responsabilité... Nous procurerons des possibilités plus vastes d'éducation et de travail aux nouvelles générations. Nous stimulerons leur participation consciente et civique à la vie collective, à l'intérieur du parti ou du courant de pensée qui correspond le mieux à leurs aspirations. »

39. — « *Les forces armées de la République* sont partie intégrante de notre système démocratique. Les grands faits de notre histoire sont dus à des victoires du peuple sur les champs de bataille. » ... « De même que le Gouvernement, les forces armées de terre, de mer et de l'air sont une expression du peuple. Elles partagent sa soif de justice, elles aiment la liberté pour laquelle leurs aînés ont lutté, elles exercent sans défaillance la solidarité sociale et sont un symbole de patriotisme. *Elles méritent le respect, l'affection et la gratitude de la Nation.* »

40. — « *La carrière de fonctionnaire est incompatible avec celle du négociant*. Celui qui utilise à son profit les biens ou l'autorité qui lui ont été confiés, trahit son pays. »

Pour conclure, le nouveau Président lançait cet appel :

« Reprenons l'œuvre tenace des générations passées. Allons plus haut, à la rencontre de l'avenir que nous désirons pour le Mexique. Vivifions notre alliance nationale. Allons toujours de l'avant, sans pauses ni détours, dans l'infatigable conquête du progrès. »

Le Président gagne le Palais National en compagnie de son prédécesseur



Après ce discours, chaleureusement applaudi par l'assistance, le président Echeverría, accompagné de son prédécesseur, alla déposer une gerbe au pied du « Monument à l'Indépendance » et une autre devant l'Hémicycle de Benito Juárez, avant de se rendre au Palais national, où M. Gustavo Díaz Ordaz lui fit officiellement la remise des locaux abritant les services du Premier Magistrat.

Dans l'après-midi, le nouveau Président de la République présentait les membres de son Cabinet aux invités et à la presse. Puis, du balcon du Salon de réceptions, le Chef de l'Etat assista au défilé des troupes de la garnison (7 généraux, 58 officiers supérieurs, 423 officiers subalternes, 5 141 soldats et 1 182 véhicules), sous les vivats de la foule (60 000 personnes) qui se pressait sur la Place de la Constitution.

**

Dès le 24 novembre, une COMMISSION DE RÉCEPTION, dirigée par M. Hiram García Borja, accueillait à l'aéroport international de Mexico les invités du Gouvernement Mexicain, tandis que M. Gilberto Ruiz Almada et les membres de la COMMISSION DES TRANSPORTS faisaient conduire les arrivants vers les 694 chambres d'hôtel qui leur avaient été réservées, notamment au « Fiesta Palace ».

Le programme des cérémonies organisées à l'occasion de la transmission des pouvoirs présidentiels, débutait le samedi 28, par la remise au ministre des Affaires Étrangères du Mexique de la copie des lettres de créance des chefs de Mission spéciale. Cette première présentation était suivie d'un banquet offert, dans les salons du Musée national d'Anthropologie, par le Chef du Département du District Fédéral et Mme Alfonso Corona del Rosal.

Le lundi 30, dans le Salon de réceptions du Palais national, les Chefs de Mission (7 vice-présidents de gouvernement, 11 ministres des Affaires étrangères, 8 ministres d'Etat et 30 ambassadeurs) remettaient leurs lettres de créance, suivis des autres membres de leurs délégations, des invités du Gouvernement Mexicain (dont, pour la France, MM. Jean Drommer, de la Banque Nationale de Paris, Jacques de Fouchier, de la Banque de Paris et des Pays-Bas, et Emmanuel Mayolle, du Conseil national du Patronat français), des invités spéciaux (notamment M. Arnold de Contades, de « Paris-Match » et « Radio Luxembourg », Mme Arlette Marchal, du « Figaro », M. Robert Escarpit, du journal « Le Monde », et M. Morris Rosenberg, directeur pour la France de l'agence « Associated Press »), de nombreux ambassadeurs du Mexique en poste à l'étranger et de dirigeants d'organisations ouvrières de divers pays.

L'Hôtel « Fiesta Palace » sur le Paseo de la Reforma à Mexico, DF
Où étaient logés la plupart des invités du Gouvernement Mexicain.



Le mercredi 2 décembre, le nouveau Président de la République se faisait présenter les Missions spéciales, le Corps diplomatique accrédité au Mexique et les invités officiels, que le Chef de l'Etat invita à déjeuner au Château de Chapultepec, où il se rendit en compagnie des membres de son Cabinet. A l'heure des toasts, s'adressant au Vice-Président du Guatemala, M. Eduardo Rafael Cáceres Lehnhoff, doyen des chefs de Missions spéciales, le PRÉSIDENT ECHEVERRIA s'exprima en ces termes :

« En quelques mots, je tiens à exprimer à toutes les Nations représentées à la transmission des pouvoirs au Mexique, les vœux du peuple et du gouvernement de ce pays, pour leur tranquillité, leur prospérité et leur bien-être. Je tiens aussi à les assurer de la cordiale gratitude du peuple et du gouvernement mexicains pour la présence de leurs Missions diplomatiques et de leurs invités, et leur déclarer, au nom de tous les Mexicains, que je lève mon verre — et je vous prie de vous joindre à moi — en souhaitant que nous luttons toujours en faveur des éternels idéaux humains de fraternité et afin que la solution des problèmes internationaux par la voie du droit, trouve nos cœurs et nos esprits encore mieux disposés. »

En réponse, le VICE-PRÉSIDENT DU GUATÉMALA déclara notamment :

« Le Mexique est un modèle dans le monde : il a fait une révolution, comme M. le Président le disait hier, qu'il ne prétend pas exporter, mais il n'admet pas non plus d'influences de révolutions étrangères. Durant plusieurs décennies, le Mexique a progressé de cette façon. J'ai la certitude que le serment fait hier par M. le Président de la République va être tenu et, dans cette assurance, je lève mon verre, au nom des délégations ici présentes — et je demande à tous de m'accompagner — pour la prospérité de M. le Président et de sa famille ainsi que du peuple mexicain, qu'il représente si dignement. »

Le jeudi 3 décembre, à l'issue du déjeuner offert par les Missions diplomatiques au Président et à Mme Echeverría ainsi qu'aux membres du nouveau Cabinet, M. EDUARDO RAFAEL CACERES LEHNHOFF, Vice-Président du Guatemala, prononça un discours pour remercier, au nom des Délégations étrangères, de toutes les marques d'attention dont celles-ci avaient été l'objet.

Aux paroles du doyen, le PRÉSIDENT ECHEVERRIA répondit en ces termes :

« ... Au Mexique, le Président de la République a, constitutionnellement, le devoir et la faculté de diriger la politique extérieure et il est naturel et inévitable que viennent à l'esprit du citoyen placé par les circonstances dans une telle conjoncture, les réflexions que l'on doit se faire quand on assume une aussi lourde responsabilité.

« Je pense, en tant que Président du Mexique, qu'effectivement nous devons trouver dans la source de l'histoire les meilleurs moyens de construire un devenir dans tous les aspects de la vie mexicaine et, notamment, sa contribution à la vie de relation internationale. Je crois aussi en cette phrase immortelle pour les Mexicains, valable sans

doute pour tous les hommes auxquels M. le Doyen s'est référé : celle de Juárez affirmant que « chez les individus comme parmi les nations, le respect du droit d'autrui est la paix ». Par cette phrase, dis-je, le Président du Mexique trouve et trouvera toujours sa meilleure source d'inspiration...

« L'Amérique Latine fait actuellement un effort afin que ne s'y produisent ou n'y soient stockées ou expérimentées des armes nucléaires (*Traité de Tlatelolco*). Nous pensons qu'il est d'autres régions du monde où les mêmes mesures pourraient être prises et, au moyen de pactes internationaux, conjurer le danger que nos contemporains entrevoient pour l'avenir et éviter ainsi toute possibilité de guerre nucléaire.

« Dans le monde actuel, où nous pouvons apprécier à leurs justes dimensions les hommes et les femmes de tous les pays — dont les différences se réduisent simplement à ce qu'ils parlent des langues distinctes —, si nous parvenons, dans la vie internationale, à avancer dans la voie de la compréhension que nous atteignons en des réunions comme celles de ces jours-ci, à titre individuel, où les mains se serrent avec une cordialité croissante à mesure que les heures avancent, la vie internationale aura beaucoup fait pour améliorer ses vieilles, dramatiques et souvent tragiques coutumes guerrières, enregistrées depuis les temps les plus reculés.

« La guerre a toujours été l'ultime raison et, auparavant, doivent être exposées toutes les raisons dans les négociations et dans l'application du droit. Est civilisée la société qui vit le plus en conformité avec les règles juridiques, qui établit les relations des hommes sur un pied d'égalité permettant, après une analyse impartiale, de reconnaître la raison à qui l'a.

« Nous vivons en des jours où les moyens de communication nous permettent, d'une part, de percevoir ce qui se passe simultanément à chaque coin du monde et, aussi, de savoir quels sont les progrès matériels qui se traduisent par des différences entre les hommes et entre les peuples. Le point d'interrogation de nos jours est de savoir si l'homme va se décider à tirer parti des puissantes ressources de la science et de la technologie pour le bien de l'humanité, ou s'il va continuer dans son obstination, laquelle ne conduit qu'à des situations critiques de préparation à la guerre ou à la guerre elle-même.

« Le dilemme se pose à tous les peuples : adopter des attitudes morales et culturelles qui conduisent l'humanité dans l'une ou l'autre voie. Pour notre part, au Mexique, nous continuerons de brandir bien haut l'apoptegme de Juárez, car nous pensons qu'il y aura toujours sur la table des négociations, par la voie diplomatique ou dans des discussions d'analyse minutieuse, des moyens conformes à la raison et des instruments de la loi pour que l'on trouve la voie de la solution pacifique des conflits et éviter les extrêmes de la destruction qui nie toujours les meilleurs objectifs de la civilisation humaine.

« Certes, les peuples faibles — économiquement et militairement faibles — ne peuvent imposer de normes dans la vie internationale ; mais, par contre, ils peuvent apporter, avec plus de sérénité que ceux qui ne sont pas placés aux premiers rangs des disputes mondiales, certaines réflexions comme celles que je fais en ce moment, en ma qualité de dirigeant de la politique internationale de ce pays, ami de vous tous, qu'est le Mexique. »

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT MEXICAIN

<i>Ministre de l'Intérieur</i>	M. Mario Moya Palencia
<i>Ministre des Affaires Etrangères</i>	M. Emilio O. Rabasa
<i>Ministre de la Défense Nationale</i>	Général de division Hermenegildo Cuenca Díaz
<i>Ministre de la Marine</i>	Amiral Luis M. Bravo Carrera
<i>Ministre des Finances et du Crédit Public</i>	M. Hugo B. Margáin
<i>Ministre du Patrimoine National</i>	M. Horacio Flores de la Peña
<i>Ministre de l'Industrie et du Commerce</i>	M. Carlos Torres Manzo
<i>Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage</i>	M. Manuel Bernardo Aguirre
<i>Ministre des Communications et des Transports</i>	M. Eugenio Méndez Docurro
<i>Ministre des Travaux Publics</i>	M. Luis Enrique Bracamontes
<i>Ministre des Ressources Hydrauliques</i>	M. Leandro Roviroso Wade
<i>Ministre de l'Education Nationale</i>	M. Víctor Bravo Ahuja
<i>Ministre de la Santé et de l'Assistance Publique</i>	Dr Jorge Jiménez Cantú
<i>Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale</i>	M. Rafael Hernández Ochoa
<i>Secrétaire de la Présidence</i>	M. Hugo Cervantes del Río
<i>Chef du Département des Affaires Agraires et de la Colonisation</i>	M. Augusto Gómez Villanueva
<i>Chef du Département du Tourisme</i>	M. Agustín Olachea Borbón
<i>Chef du Département du District Fédéral</i>	M. Alfonso Martínez Domínguez
<i>Chef du Département de l'Industrie Militaire</i>	Général de brigade Luis Gutiérrez Oropeza
<i>Procureur Général de la République</i>	M. Julio Sánchez Vargas
<i>Procureur Général de Justice du District et des Territoires Fédéraux</i> ..	M. Sergio García Ramírez
<i>Chef de l'Etat-Major Présidentiel</i>	Général de brigade Jesús Castañeda Gutiérrez
<i>Directeur Général de « Petróleos Mexicanos » (PEMEX)</i>	M. Antonio Dovali Jaime
<i>Directeur Général de l'Institut Mexicain de la Sécurité Sociale (I.M.S.S.)</i>	M. Carlos Gálvez Betancourt
<i>Administrateur Général des Chemins de Fer Nationaux du Mexique (FF.CC. Nacionales de México)</i>	M. Víctor Manuel Villaseñor
<i>Directeur Général de la Compagnie Nationale de Subsistances Populaires (CONASUPO)</i>	M. Jorge de la Vega Domínguez
<i>Directeur Général de l'Institut de Sécurité et Services Sociaux des Travailleurs de l'Etat (I.S.S.S.T.E.)</i>	M. Edgar Robledo Santiago
<i>Administrateur Général de la Loterie Nationale</i>	M. Carlos Argüelles del Razo
<i>Directeur Général de l'Institut National du Logement (INV) pour le développement de la Communauté Rurale et du Logement Populaire.</i>	M. Joaquín Martínez Chavarría

D'autre part, le Président Echeverría a nommé :

<i>Gouverneur du Territoire de Basse Californie-Sud</i>	M. Félix Cota Agramont
<i>Gouverneur du Territoire de Quintana Roo</i>	M. Javier Rojo Gómez qui, étant décédé le 31 décembre 1970, a pour successeur M. David G. Gutiérrez Ruiz
<i>Secrétaire Particulier du Président de la République</i>	M. Ignacio Ovalle Fernández

Sur proposition du Chef de l'Etat,
les Conseils d'Administration des établissements ci-après ont désigné comme *directeurs généraux* :

<i>la Banque du Mexique</i>	M. Ernesto Fernández Hurtado
<i>la « Nacional Financiera, S.A. »</i>	M. Guillermo Martínez Domínguez
<i>« Guanos y Fertilizantes de México, S.A. »</i>	M. Salim Nasta
<i>la Commission Fédérale de l'Electricité</i>	M. Guillermo Villareal Caravantes
<i>la Banque Nationale des Travaux et Services Publics</i>	M. Jesús Robles Martínez
<i>Routes et Ports Fédéraux à Péage et Services connexes</i>	M. Antonio Bernal
<i>Aéroports et Services auxiliaires</i>	M. Julio Hirschfeld Almada
<i>Administrateur de la Société Coopérative des Ouvriers du Vêtement et de l'Équipement</i>	M. Luis Gómez Z.
<i>Administrateur-Délégué du Comité Directeur des Ports Libres du Mexique</i>	M. Enrique Sodi Alvarez

L'OPINION DES ANCIENS PRÉSIDENTS DE LA RÉPUBLIQUE

De M. Emilio Portes Gil :

« Le problème de la terre, primordial dans notre pays, a été cité comme devant retenir principalement l'attention du Président Echeverría. Les autres projets énoncés dans son message au peuple mexicain, lors de la transmission de la Première Magistrature de la Nation, font prévoir un sexennat de grandes réalisations. Son Cabinet est formé par des personnes très capables qui mettront fidèlement en pratique la pensée présidentielle. »

De M. Miguel Alemán :

« Le message adressé à la Nation par M. Echeverría est un document politique d'une valeur inestimable. Connaissant bien le territoire national et son peuple, son Gouvernement s'annonce plein de promesses. Ses collaborateurs, du fait de leurs qualités personnelles, méritent la confiance des Mexicains. »

De M. Adolfo Ruiz Cortines :

« Le message à la Nation du Président Echeverría était marqué d'un signe qui caractérisera son sexennat : Le Mexique ! Rien que le Mexique ! »

LA PRESSE MEXICAINE ET LE MESSAGE PRÉSIDENTIEL

Dès le mercredi 2 décembre, toute la presse du Mexique s'est faite l'écho du sentiment général et elle a longuement commenté les paroles adressées, lors de la passation des pouvoirs, par le Président Echeverría au Peuple mexicain, à travers sa Représentation parlementaire. Voici quelques extraits d'éditoriaux parus à cette occasion :

« En livrant à la Nation les pensées qui régleront ses actes, le Président Luis Echeverría a rappelé un engagement pris publiquement au cours de sa campagne électorale : celui de combattre pour que s'opère, dans notre vie publique et privée, un changement de conscience qui rompe avec les vieux états d'esprit et nous mène à l'authenticité. » (Excelsior.)

« Le brillant message à la Nation adressé par M. Luis Echeverría Alvarez, au cours de l'historique journée d'hier, est un document qui doit être connu de tous les Mexicains, car il contient le programme de travail vers lequel doivent tendre, directement ou indirectement, les efforts de tous les citoyens pour avancer d'un pas ferme et à un rythme de travail, au profit de tous. » (El Universal.)

« Sur les bases solides qu'avait édifiées M. Gustavo Díaz Ordaz — dont le Président Echeverría a fait un chaleureux éloge — la République s'appête à entrer dans une nouvelle étape sexennale qui, sous bien des rapports, doit être particulièrement significative. Le nouveau Mandataire a rappelé, au cours de l'austère cérémonie d'hier, sa décision de servir le peuple de façon inlassable, sans atermoiements ni défaillances. » (Novedades.)

« Il s'agit donc de gouverner pour le peuple. D'assumer, en toute plénitude, l'énorme responsabilité qui émane de l'élection faite par le peuple, en sa personne, lors du vote du 5 juillet. Mais il ne s'agit pas — et il faut nettement le souligner — d'un engagement unilatéral. Si le gouvernant est lié aux gouvernés par des obligations indéclinables, ceux-

ci, pour leur part, ont envers la Patrie des devoirs qu'ils ne sauraient non plus méconnaître ni reléguer. » (El Nacional.)

« Par ses paroles, le Premier magistrat de la Nation a voulu, en même temps, consolider l'engagement personnel pris avec le peuple et mêler tous les bons Mexicains à la tâche commune qui consiste à construire une patrie dont la prospérité ne se transforme pas en entéléchie, mais constitue, au contraire, le patrimoine inaliénable de chaque individu qui, en naissant sous notre ciel lumineux, soit dépositaire du droit congénital à avoir une place digne de sa condition humaine. » (El Heraldo de México.)

« Les conceptions du Président Echeverría dénotent clairement son énergique décision de mener à bon terme, durant sa gestion gouvernementale, une action soutenue, ferme et progressive, pour le bien du pays et du peuple mexicain. » (El Día.)

« La vie institutionnelle du pays, les principes constitutionnels qui la régissent, la volonté de poursuivre la construction d'un Mexique nouveau, juste et libre, ont été affirmées de façon courageuse et catégorique par l'élevation de la cérémonie solennelle de la transmission du Pouvoir Exécutif et par le magnifique message que le nouveau Chef de l'Etat mexicain, M. Luis Echeverría Alvarez, a adressé à la Nation, au peuple tout entier. » (El Sol de México.)

« M. Luis Echeverría Alvarez, en assumant le pouvoir au cours d'une cérémonie exemplaire par son austérité et par la vigueur des directives politiques et administratives du message à la Nation du nouveau Chef de l'Etat, a mis en évidence que le pays entre dans une étape de démocratie intégrale, qui se manifestera par la parfaite honorabilité des actes des fonctionnaires ainsi que par la rigueur employée dans les méthodes tendant à assurer, contre les intrusions du capital étranger, l'activité économique du Mexique. » (La Prensa.)

AU CONSEIL DES MINISTRES A PARIS

M. Joseph Fontanet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population de la République française, à son retour du Mexique, assistait au Conseil des ministres du mercredi 9 décembre 1970, où il a rendu compte de ses impressions de voyage.

Le ministre a indiqué que le Mexique était un pays avec lequel il fallait déjà compter. Sa population est équivalente à celle de la France et son taux de croissance économique est de l'ordre de 6 à 7 %. Ce pays — a-t-il dit — a déjà franchi le seuil du décollage économique et son revenu par tête est légèrement au-dessus du seuil définissant le Tiers-Monde.

La stabilité politique au Mexique retient l'attention et suscite la confiance. Ce pays a une position originale et il est soucieux d'élargir le cercle de ses échanges. Il manifeste un grand souci de ses relations avec la France.

En présentant le communiqué officiel de ce Conseil, M. Léo Hamon, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre et porte-parole du Gouvernement, a rappelé que le voyage du général de Gaulle au Mexique, en 1964, avait laissé un souvenir profond et il a indiqué qu'un effort peut et doit être fait en vue de développer la coopération culturelle et économique avec ce pays.

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

Arlette Marchal, envoyée spéciale du quotidien « Le Figaro », écrit le 2 décembre :

« Six cents journalistes du monde entier, portant sagement leur étiquette d'identification sur la poitrine, ont pris d'assaut les grands hôtels de la ville. Un centre de presse impressionnant, avec ses rangées de machines à écrire, ses séries de cabines téléphoniques, sa salle de télex, a été installé pour eux. D'innombrables « organisateurs » chaleureux veillent sur le bon fonctionnement de cette immense machine publicitaire... »

Puis, cette journaliste en vient au discours présidentiel lui-même :

« M. Echeverría — poursuit-elle — se veut manifestement le président d'un style nouveau, sinon d'un véritable tournant à gauche. Son discours d'investiture a été ferme et courageux... Les grands problèmes de l'heure apparaissent en filigrane dans sa déclaration... »

« Combat » (2 décembre 1970) estime que le nouveau Président devra ramener son pays sur la voie des grandes réalisations socio-économiques, « obéissant ainsi à la loi non écrite qui veut qu'au Mexique un régime de stabilisation soit suivi d'une période d'expansion... ».

Dans son bulletin du 3 décembre, « L'Information Latine » fait un résumé en neuf points des thèmes développés par M. Echeverría dans son discours du 1^{er} décembre 1970 : agriculture, éducation, jeunesse, économie, sous-développement, investissements étrangers, exportations, politique nationale et politique extérieure.

Robert Ecarpit, envoyé spécial du journal « Le Monde », de son côté, après vingt-cinq ans (1), exprime ses impressions :

« ... Je retrouve un Mexique inchangé dans ses couleurs, son esprit, son charme, mais combien différent aussi. Quand le Président Miguel Alemán fut élu, en 1946, le Mexique avait 26 millions d'habitants. C'est un pays de plus de 45 millions d'habitants que le Président Luis Echeverría vient de prendre en mains. Mexico a quintuplé de volume, et, de ville semi-résidentielle, s'est transformée en une métropole de béton et de cristal qui a su non seulement ne rien perdre de sa grâce, mais en gagner une nouvelle à la mesure du siècle. Le « smog » de l'industrialisation masque, il est vrai, le panorama des volcans, et le ciel du matin n'a plus sa légendaire pureté.

« Mais je songeais à d'autres différences plus profondes en écoutant le discours inaugural du nouveau Président dans le grand auditorium national où il venait de prêter serment.

« En 1945, on sortait à peine de la période héroïque, où, sous la conduite de Lázaro Cárdenas, récemment disparu, la Révolution mexicaine venait d'atteindre son point culminant. Depuis cette époque, le régime présidentiel, dominé par le parti majoritaire, mais non unique, a fonctionné normalement. Dans la première moitié du siècle les présidents étaient le plus souvent des généraux. Depuis 1946 ce sont des civils. M. Luis Echeverría, soixante-huitième président du Mexique, est le vingt et unième du régime issu de la Révolution de 1910, qui pourrait donner à bien des pays un bel exemple de stabilité. C'est déjà là, en soi, une belle victoire politique de la Révolution.

« Il y a bien d'autres combats, et, pour commencer, le combat démographique. Le Mexique doit réaliser le tour de force de se développer économiquement et socialement, tout en faisant face à un accroissement de population, dont il existe peu d'exemples dans l'histoire. Sur ce point, l'option du Président Echeverría est claire : aucun obstacle ne sera dressé contre la natalité, bien au contraire. Le Président va même jusqu'à fixer un objectif de cent millions d'habitants à la fin du siècle. On décèle là l'ambition, qui n'apparaîtra pas utopique à ceux qui connaissent le Mexique, de faire

(1) M. Robert Ecarpit était, en 1946, directeur de l'Institut français d'Amérique Latine à Mexico, où il demeura de longues années.

surgir sur le continent américain la grande puissance « indolaine » qui fera équilibre à la puissance anglo-saxonne.

« Mais le nombre des habitants ne suffit pas à pareil projet. Depuis vingt-cinq ans, le Mexique est engagé dans un processus d'industrialisation dont les résultats sont tangibles. Le Président Echeverría l'a très clairement dit : le développement économique, l'élévation du niveau de vie, font apparaître des classes moyennes dont le rôle est essentiel, mais dont l'action risque de ralentir et même d'entraver le déroulement de ce qui reste, sous d'autres formes et avec d'autres objectifs, de la Révolution mexicaine. On peut trouver là, sans doute, une des causes du malaise qui a naguère entraîné le Mexique, comme d'autres nations, dans un « 1968 » chaud et parfois sanglant. Le régime devra donc faire face aux difficultés de toute société industrielle : existence d'un sous-prolétariat urbain, agitation universitaire, mécontentement des cadres.

« Mais la Révolution mexicaine était surtout agraire et, bien que le pays se soit industrialisé au point que la population rurale ne représente plus que 40 % du total, il n'est pas question d'abandonner l'« ejido », cette forme très typiquement mexicaine de la collectivisation. Il n'est pas non plus question de reconstituer les « latifundios » ni même de renoncer à leur disparition, mais peut-être mettra-t-on davantage l'accent sur la petite propriété, regroupée et organisée en coopératives.

« Il était visible dès 1950 que le vrai problème de la révolution agraire du Mexique était un problème d'équipement et de rendement. Il est question maintenant d'une « révolution verte », dont les premiers résultats sont visibles, notamment dans la production de blé et de maïs. On peut être certain que l'intensification de ce mouvement sera une des préoccupations principales du nouveau Président.

« Ce sont des objectifs qui décevront peut-être certains. Mais leur modestie n'est qu'apparente. Le pari qu'a fait le Mexique au cours des vingt-cinq dernières années a eu souvent le caractère d'un défi, et le style qu'entend lui donner le Président Echeverría ne fera qu'accroître ce caractère.

« Il faut se faire une raison : le Mexique n'est ni Cuba ni le Chili. Dans l'immense continent latino-américain, la variété des situations est telle qu'un même modèle ne peut servir partout. Le Mexique est ce qu'il est : un pays d'une vitalité extraordinaire, conscient de sa personnalité et jaloux de son indépendance. Le chemin qu'il suit est parsemé d'embûches, il comporte des détours, mais c'est son chemin. Le tout est d'y avancer.

« Le témoin d'un quart de siècle que je suis mesure cette avance. Il mesure aussi le degré de maturité politique de ce pays, gagné en deux générations, et qu'illustre la passation du pouvoir à un homme nécessairement nouveau puisque la réélection est interdite.

« Sur le Zócalo tourbillonnant de couleurs violentes, le Président sortant, M. Díaz Ordaz, follement acclamé l'heure d'avant, monte dans sa voiture particulière pour rentrer modestement chez lui, tandis que monte la clameur de la foule vers son successeur, au balcon du Palais présidentiel. »

A L'OFFICE DE RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE

A l'occasion du changement de gouvernement au Mexique, le Bureau des émissions radiophoniques en langues ibériques de l'Office de Radiodiffusion-Télévision Française, dirigé par M. Jean Supervielle, et qui émet journellement en direction de l'Espagne et de l'Amérique Latine, a conçu un programme dans lequel était brossé un panorama du développement social, politique et culturel du pays. Cette émission, intitulée « Mexique 70 », fut diffusée le 30 novembre, c'est-à-dire quelques heures avant la transmission des pouvoirs au nouveau Président ; elle faisait une place de choix à l'analyse de l'évolution politique du Mexique, depuis la Révolution de 1910, à la biographie de M. Luis Echeverría, et donnait un aperçu de la culture mexicaine.

PREMIÈRES MESURES DE GOUVERNEMENT DU PRÉSIDENT ECHEVERRÍA

M. Luis Echeverría Alvarez s'était déjà inquiété, au cours de sa campagne électorale, de tous les problèmes qui se poseraient à sa future gestion. Aussi bien, quatre jours après avoir pris ses fonctions de Président de la République, paraissait au « Journal Officiel » un décret portant création de la *Commission nationale des Zones arides*, dont l'objet principal est de promouvoir le développement des régions semi-désertiques du Mexique. Dans les considérants du décret, on relève les buts suivants : coordonner et orienter les efforts des Services des divers ministères du Gouvernement fédéral en vue de créer le bien-être et de relever le niveau de vie des habitants de ces régions.

Dans son discours à la Nation, le nouveau Chef de l'Etat avait déclaré que « devant la croissance démographique et l'évasion de devises — à des titres divers —, nous devons accroître, notamment, les activités du commerce extérieur ». Pour sa première journée de travail au Palais national, le lundi 7 décembre, M. Luis Echeverría signalait, en présence de MM. Hugo B. Margáin, ministre des Finances et du Crédit public, et Carlos Torres Manzo, ministre de l'Industrie et du Commerce, un projet de loi portant création de l'*Institut mexicain du Commerce extérieur*, en vue de coordonner les attributions des divers organismes qui s'en occupaient auparavant : Conseil national du Commerce extérieur, Comité de Coordination de la Promotion du Commerce extérieur, Centre national d'Information du Commerce extérieur, Comité des Importations du Secteur public, Commission nationale des Frets maritimes, Commission pour la Protection du Commerce extérieur du Mexique, Département des Echanges compensés de la Banque nationale du Commerce extérieur.

Au ministère des Communications et des Transports, outre la création d'un *Secrétariat d'Etat à la Radiodiffusion*, chargé de faire connaître le progrès industriel et commercial du pays, une *Direction de l'Administration et du Développement* suivra les progrès technologiques obtenus à l'étranger afin de sélectionner les innovations susceptibles d'être appliquées en milieu mexicain. Une *réorganisation de la Direction des Télécommunications* va permettre d'en renforcer les services et, en particulier, une extension du réseau téléphonique à longue distance ainsi que l'accroissement des services dans chaque localité.

Un projet de *loi organique relative au Département du District Fédéral* — abrogeant celle du 31 décembre 1941 — vise la réforme administrative et politique de la capitale du Mexique, en particulier la modernisation des Services publics (nettoyement, transports en commun, police, recette des finances, état-civil, cadastre) et leur décentralisation en 16 arrondissements (au lieu de 12), ce qui en rendra la gestion plus souple. Déjà approuvé par la Chambre des députés, ce projet était débattu, le jeudi 17 décembre, au Sénat, devant lequel M. Alfonso Martínez Domínguez, chef du Département du District fédéral, venait soutenir la thèse gouvernementale. En outre, pour trancher les différends survenant entre l'Administration et le public, un *Tribunal de Contentieux administratif* va être créé.

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce a été doté d'un *Secrétariat d'Etat à la Pêche*, dont le rôle consiste à coordonner les efforts du Gouvernement fédéral, des coopératives de pêcheurs et du secteur privé, en vue de résoudre les problèmes de capture, stockage, mise en conserve et distribution des produits de la mer. Une nouvelle *Société anonyme de pêche, à capital variable en participation avec l'Etat* doit opérer la fusion de toutes les sociétés officielles de pêche du pays, afin d'assurer la fourniture de ces produits à des prix et qualités les meilleurs, ainsi que d'accroître le marché d'exportation.

Un projet de loi portant création de la *Commission nationale de Coordination des Ports* a pour objet d'améliorer l'activité portuaire. Si le Mexique possède 10 000 kilomètres de côtes, près de 50 % de sa population est concentrée sur un peu plus de 10 % du territoire, ce qui se traduit par une croissance inégale. Or, les ports sont d'un intérêt capital pour le développement intégral du pays.

Un autre projet de loi créant le *Conseil national de Science et de Technologie* tend à coordonner tous les efforts déployés, sur le plan national, dans les domaines des humanités, de la science et de la technologie.

La loi relative au *Patrimoine culturel de la Nation* est une plateforme en vue de la mise en valeur de toutes les ressources culturelles du pays.

Pour une meilleure application de la *Réforme agraire*, une nouvelle loi — abrogeant le Code actuellement en vigueur — crée l'instrument juridique renforçant définitivement l'*ejido* en tant qu'institution économique viable et fait apparaître celui-ci comme un puissant facteur de développement. A cet effet, il est créé, au sein du Département des Affaires agraires, un *Secrétariat général chargé de l'Organisation et du développement « ejidal »*.

Afin de doter l'administration forestière de moyens financiers suffisants pour pouvoir remplir, à tout instant, avec efficacité et souplesse, ses tâches d'intérêt public, un projet de loi vient amender divers articles de la *législation sur les forêts*.

De nombreux autres projets, déposés sur le bureau du Congrès de l'Union, comportent réformes et amendements à la réglementation jusqu'ici en vigueur. Il s'agit, en particulier, de modifications apportées à des lois organiques relatives au *Pouvoir judiciaire de la Fédération* — visant la création de deux nouveaux tribunaux d'instance, l'un siégeant à San Luis Potosí (capitale de l'Etat du même nom) et l'autre à Villahermosa (Etat de Tabasco) — ainsi qu'à *Petróleos Mexicanos* afin de donner à l'organisation et au fonctionnement de cette Régie nationale une plus grande souplesse et d'élargir les textes légaux qui la réglementent, compte tenu de l'expansion de cet organisme ayant plus de trente ans d'existence.

Des amendements à différents articles de la *Loi sur la Nationalité et la Naturalisation* permettent à tout individu né à l'étranger, de mère mexicaine, de solliciter la nationalité du pays auprès du ministère des Affaires étrangères du Mexique, en précisant qu'il renonce à sa nationalité actuelle. En ce qui concerne l'*extradition*, le Mexique considère que les principes de souveraineté des peuples et d'autodétermination doivent être appliqués au cas de *terrorisme*.

Enfin, dès le premier mois de l'Administration actuelle, de nombreux projets de loi ont été définitivement approuvés par le Congrès de l'Union et promulgués au Journal Officiel. Nous citerons en particulier :

— le Décret portant réforme de la Loi sur la *Sécurité sociale*, étendant la garantie de l'Institut mexicain à de nouveaux groupes de travailleurs ;

— le Décret portant réformes et amendements à la Loi générale sur les *Etablissements de Crédit et Organisations auxiliaires*, ainsi qu'à la Loi organique concernant la *Banque du Mexique*.

Afin d'en faire un instrument de redistribution de la richesse nationale, la législation fiscale a été sérieusement amendée, notamment en ce qui concerne les chapitres visant l'*impôt sur le revenu*, les *taxes à la production et à la consommation* de la bière ainsi qu'à la mise en bouteille des boissons alcooliques.

Un décret étend la garantie du Trésor mexicain aux opérations de prêts concertés avec la *Banque Internationale de Reconstruction et de Développement - B.I.R.D.* - et fixant de nouveaux délais dans lesquels le crédit pourra être alloué. Un autre décret amende les Articles 2 et 3 de la Loi fixant des bases pour l'application au Mexique, par le Pouvoir exécutif fédéral, de la Convention instituant la *Banque Interaméricaine de Développement - B.I.D.*

III^e ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE de l'Organisation des États Américains

L'Assemblée extraordinaire de l'Organisation des États Américains - O.E.A. - s'est tenue à Washington du 25 janvier au 2 février 1971. Les délégués de treize pays (dont la France, l'Italie, l'Allemagne, le Japon, la Suède, etc.) y étaient invités en qualité d'observateurs.

Présidée par le Ministre des Affaires étrangères de Colombie, M. Alfredo Vázquez Carrizosa, cette réunion avait pour but d'étudier les mesures à prendre contre le terrorisme et les séquestrations de diplomates, à partir d'un projet de convention établi par le Comité Juridique Interaméricain en septembre 1970.

Un groupe s'inclina à considérer les terroristes comme coupables de délit non pas politique mais de « lèse humanité » et que, par voie de conséquence, ils seraient extradés pour être remis aux Autorités du pays où aurait été commis le délit, ou, si les lois locales l'interdisaient, ils seraient jugés pour ces mêmes délits dans le pays où ils auraient reçu asile.

Le Ministre des Affaires étrangères du Mexique, M. Emilio O. Rabasa, exposa le point de vue de son pays, notamment dans les termes suivants :

« Nous admettons que le terrorisme, au sens strict du mot, n'est pas un délit politique, mais il peut être aux limites du politique, et cette frontière ténue, entre les actes criminels d'ordre commun et ceux vraiment politiques, est difficile — pour ne pas dire impossible — à préciser dans le cadre d'une convention internationale. L'ambiguïté dans la rédaction ou dans l'interprétation signifie, en dernière instance, la permanence ou la suppression du droit d'asile, ou à tout le moins, le début de son affaiblissement. Par son antériorité dans le temps, par sa valeur intrinsèque, par sa hiérarchie, en un mot, parce qu'elle est naturelle à la communauté américaine, nous ne ternirons ni ne limiterons pas et, en aucune façon, nous ne mettrons d'obstacle à une si noble institution.



M. Emilio O. Rabasa,
Ministre des Affaires Étrangères.

« Ma délégation juge plus sage d'indiquer d'une manière concrète, d'un côté les délits tels qu'homicide, séquestration, voies de fait sur les personnes, pleinement caractérisés, et de l'autre, l'indication expresse des victimes de ces actes criminels — c'est-à-dire les gens sur lesquels le droit ou l'usage international esti-

ment que l'Etat a le devoir d'étendre sa protection particulière —, en tant que bases plus propices, plus nettes et plus précises pour figurer dans un instrument international, que celui du terrorisme, fort général, vague et facteur d'interprétations divergentes. »

Convention tendant à prévenir les actes de terrorisme

La « Convention tendant à prévenir les actes de terrorisme considérés comme délits contre les personnes » a été approuvée par 13 voix (Colombie, Costa Rica, El Salvador, Etats-Unis, République Dominicaine, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Pana-

ma, Trinidad, Uruguay et Vénézuéla) contre une (Chili) et 2 abstentions (Bolivie et Pérou), les représentants de l'Argentine, du Brésil, de l'Equateur, du Paraguay, du Guatemala, de Haïti et des Barbades étant absents.

« **Article premier.** — Les Etats contractants s'obligent à coopérer en prenant toutes les mesures jugées efficaces, dans le cadre de leurs lois respectives et, en particulier, celles stipulées dans la présente Convention, tendant à prévenir et à pénaliser les actes de terrorisme, spécialement la séquestration, l'homicide et autres atteintes à la vie et à la sécurité des personnes que l'Etat a le devoir de protéger particulièrement conformément au Droit International, ainsi que le chantage faisant suite à ces délits.

« **Art. 2.** — Dans le cadre de la présente Convention, sont considérés comme délits de droit commun relevant du Droit International, quel qu'en soit le mobile, la séquestration, l'homicide et autres atteintes à la vie et à la sécurité des personnes que l'Etat a le devoir de protéger particulièrement conformément au Droit International, ainsi que le chantage faisant suite à ces délits.

« **Art. 3.** — Les personnes poursuivies ou pénalisées pour l'un des délits stipulés à l'Article 2 de la présente Convention seront passibles d'extradition, en vertu des dispositions des traités en vigueur entre les parties ou selon leurs propres lois. Dans tous les cas, il appartient exclusivement à l'Etat sous la juridiction ou la protection duquel se trouvent placées lesdites personnes, de qualifier la nature des faits et de décider si les règles de la présente Convention leur sont applicables.

« **Art. 6.** — Aucune des dispositions de la présente Convention ne pourra être interprétée dans un sens restrictif du droit d'asile.

« **Art. 9.** — La présente Convention est ouverte à la signature des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou de tout Organisme spécialisé y rattaché ou reconnu par le statut de la Cour Internationale de Justice, ainsi qu'à tout Etat invité à y souscrire par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Etats Américains. »

LA DÉNUCLÉARISATION DE L'AMÉRIQUE LATINE ⁽¹⁾

à l'Organisation des Nations Unies

A NEW YORK

Résolution adoptée par l'Assemblée Générale de l'O.N.U., au cours de sa 1919^e séance plénière, le 7 décembre 1970 :

« L'Assemblée Générale, rappelant sa résolution 2286 (XXII) du 5 décembre 1967, dans laquelle elle accueillait avec la plus grande satisfaction le *Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique Latine* (Traité de Tlatelolco) et déclarait que ce traité constituait une réalisation d'importance historique dans le cadre des efforts déployés pour éviter la prolifération des armes nucléaires et assurer la paix et la sécurité internationales ;

« Notant que, en dépit des appels que l'Assemblée Générale leur a adressés à deux occasions, dans ses résolutions 2286 (XXII) du 5 décembre 1967 et 2456 (XXIII) du 20 décembre 1968, et des appels qu'ils ont reçus de la *Conférence d'Etats non dotés d'armes nucléaires*, dans la résolution B, et de la *Conférence Générale de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique Latine*, dans la résolution I, deux seulement des Etats qui possèdent des armes nucléaires ont signé, à ce jour, le Protocole Additionnel II, et qu'un seul l'a ratifié ;

« Notant également que l'*Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique Latine* a été dûment créé conformément au Traité et qu'il a commencé à fonctionner le 2 septembre 1969 ;

« 1. - Réitère les appels qu'elle a adressés aux Etats dotés d'armes nucléaires, dans ses résolutions 2286 (XXII) et 2456 B (XXIII), pour qu'ils signent et ratifient le plus rapidement possible le Protocole Additionnel II au *Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique Latine* (Traité de Tlatelolco) ;

« 2. - Note avec satisfaction que l'un de ces Etats a déjà signé et ratifié le Protocole et qu'un autre Etat l'a signé et est maintenant engagé activement dans la procédure de ratification ;

« 3. - Déploie que les Etats dotés d'armes nucléaires n'aient pas encore tous signé le Protocole ;

« 4. - Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-sixième session une question intitulée « *Mesure dans laquelle est appliquée la résolution 2666 (XXV) de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole Additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique Latine (Traité de Tlatelolco)* » ;

« 5. - Prie le Secrétaire général de faire transmettre le texte de la présente résolution aux Etats dotés d'armes nucléaires et d'informer l'Assemblée Générale, lors de sa vingt-sixième session, de toutes mesures qu'ils auront adoptées en vue de son application. »

à l'Organisme pour la proscription des armes nucléaires en Amérique Latine

A MEXICO

LE 19 janvier 1971 se réunissaient à Mexico les représentants des pays membres de l'OPANAL, le Gouvernement mexicain ayant versé la somme de 100 000 pesos (44 000 francs) au *Fonds Spécial* de l'Organisme, montant destiné à encourager l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Le Secrétaire général de l'OPANAL, M. Leopoldo Benítez Vinuesa, ambassadeur de l'Equateur, soulignait que l'énergie

nucléaire pourra être utilisée dans les domaines de la médecine et des mines. Il indiqua également que des techniciens seront formés pour l'utilisation d'isotopes au profit de l'agriculture, ce qui favorisera le développement de tous les pays, en particulier les petits, où les progrès n'ont pas été sensibles du fait de la nature de leur position dans le continent américain.

(1) Cf. « Nouvelles du Mexique », n^{os} 54-55 (juillet à décembre 1968), pp. 39 à 42 ; 56-57 (janvier à juin 1969), pp. 29-30 ; 58-59 (juillet à décembre 1969), pp. 38 à 40 ; 60-61 (janvier à juin 1970), pp. 28-29 ; 62 (juillet à septembre 1970), p. 48.

à la Conférence du Comité de Désarmement

A GENÈVE

A Genève, à la *Conférence du Comité de Désarmement*, l'Ambassadeur Alfonso García Robles, Président de la Délégation du Mexique, prononçait à la séance d'ouverture des travaux, le 23 février 1971, un discours dont nous extrayons les passages suivants :

« En ce qui concerne la deuxième résolution, celle relative au *Traité de Tlatelolco*, il est à remarquer que l'Assemblée Générale a rappelé ses précédentes invitations aux Etats dotés d'armes nucléaires — invitations contenues dans les Résolutions 2286 (XXII) et 2456 B (XXIII) — à signer et à ratifier ce protocole le plus tôt possible, et les a pressés de « ne pas tarder davantage à répondre à ces invitations » ; elle a pris note avec satisfaction de ce que l'un de ces Etats a déjà signé et ratifié le protocole et qu'un autre l'a signé et a entrepris la procédure en vue de sa ratification, et, après avoir déploré que d'autres puissances nucléaires n'aient même pas encore signé le protocole, elle a pris deux décisions (voir ci-dessus : « A l'Organisation des Nations Unies ») qui prouvent clairement l'importance que l'Assemblée attache à cette question. »

Dans une autre partie de son discours, M. Alfonso García Robles s'est exprimé en ces termes :

« Nous estimons que l'Assemblée Générale a été bien inspirée en soulignant ainsi, une fois encore, la signification du *Traité de Tlatelolco*. Cette signification réside non seulement dans le fait que, grâce à ce traité, il a été possible d'établir la première zone exempte d'armes nucléaires, qui englobe des territoires ayant des populations denses — territoires qui, permettez-moi de le rappeler, s'étendent sur près de six millions de kilomètres carrés, pour une population d'environ cent millions d'habitants —, mais encore du fait que la proscription régionale d'aussi terribles armes de destruction en masse, constitue sans aucun doute une contribution non négligeable à la tâche ardue de désarmement nucléaire à l'échelle mondiale. Ainsi l'a souligné non sans raison le Président du Mexique, M. Luis Echeverría Alvarez, dans une de ses déclarations fondamentales sur la politique internationale, dans laquelle il a exposé les concepts ci-après, que je vais reprendre pour conclure cette intervention :

« *L'évolution du droit international, à la lumière des changements qui s'opèrent dans le monde, a fait naître des exigences distinctes en politique extérieure. La dénucléarisation de l'Amérique Latine préconisée par le Mexique, par exemple, marque un espoir dans la voie qui conduit au désarmement atomique universel.* »

Au Comité de Désarmement à Genève.



actualités

Le Président de la République Française à la Maison de l'Amérique Latine à Paris

LE mardi 23 février 1971, le Président de la République Française et M^{me} Georges Pompidou étaient les hôtes à dîner des vingt Chefs de Mission latino-américains accrédités à Paris. Cette réunion avait lieu à la Maison de l'Amérique Latine, dont le comte Robert de Billy, Président, et M. Luiz Ulmann, Secrétaire Général, faisaient les honneurs.

Parmi les invités, on remarquait notamment M. Maurice Schumann, Ministre des Affaires Etrangères, et son épouse, de nombreux hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay, dont le Secrétaire Général, M. Hervé Alphand, Ambassadeur de France, et Madame, ainsi que M. Bertrand Flornoy, Député de Seine-et-Marne.

Le Président de la République Française s'est exprimé en ces termes :

PERMETTEZ-MOI, tout d'abord, de vous remercier de votre accueil et de vous dire combien ma femme et moi sommes heureux d'être ici, ce soir, dans cette Maison de l'Amérique Latine, cadre parisien traditionnel des rendez-vous de notre amitié.

« Premier Ministre, j'avais déjà en 1962 été votre hôte avenue d'Iéna. Deux ans plus tard, le Général de Gaulle rendait visite à l'Amérique Latine. Son voyage historique et l'accueil inoubliable qu'il reçut portent en eux plusieurs leçons. C'était l'hommage rendu à une personnalité hors du commun qui avait incarné aux yeux du monde le refus de la France de mourir. C'était le témoignage de la séculaire affection de vos pays pour la France, affection qui nous touche profondément et qui avait explosé dans les rues de vos capitales en ce jour d'août 1944 où les radios diffusèrent la nouvelle : Paris est libéré. C'était aussi la visite à l'Amérique latine de l'Europe, une Europe venant vous dire qu'elle avait reconstitué l'essentiel de ses capacités et qu'elle était prête à reprendre toute sa place dans ses rapports avec vous. Par là, c'était enfin l'engagement de construire sur des bases adaptées à notre époque et aux conditions du monde actuel une coopération fructueuse entre la France et l'Amérique latine.

« Cette coopération, votre doyen, M. Silvio Zavala, vient d'en analyser excellemment les aspects économiques, financiers, techniques et le rôle qui peut revenir à la France, « *pays développé d'une taille accessible aux possibilités des économies et des populations de l'Amérique latine* », pour reprendre ses termes mêmes.

« Je sais que nos échanges commerciaux sont insuffisants, qu'ils sont souvent déséquilibrés et pas nécessairement en faveur de la France. Je sais aussi qu'ils reposent trop souvent sur l'envoi de produits industrialisés ou semi-industrialisés en provenance de France contre des matières premières ou des produits agricoles. C'est pourquoi je pense que l'avenir des rapports entre l'Europe et l'Amérique latine dépend avant tout d'une industrialisation rapide de vos économies, industrialisation à laquelle nous sommes prêts à contribuer dans toute la mesure de nos moyens. Le Gouvernement français s'efforce de faciliter, par différentes sortes d'aides, la réalisation des projets industriels que vos pays nous font connaître. Notre action s'exerce sur le plan de nos relations bilatérales, par l'intermédiaire de nos banques et de nos industries, grâce à leurs apports technologiques, à leurs investissements et à leurs prises de participation dans vos entreprises; nos établissements évitent toutefois soigneusement que ces prises de participation ne conduisent à des prises de contrôles contraires à l'esprit de la coopération industrielle qui est inscrite dans l'avenir des relations bilatérales entre la France et vos pays. L'an dernier, nous étions présents à Buenos-Aires, nous le serons à Sao Paulo en septembre prochain. La France marquera spécialement l'intérêt qu'elle porte au continent sud-américain qui est l'un des continents de l'avenir. Car, avec le temps, la puissance se déplace. Il fut un temps où elle était dans le sud-ouest de l'Europe — vous le savez bien — puis elle se déplaça vers le nord. Maintenant, deux grands empires se partagent les rôles. Mais les Français, habiles à scruter l'histoire et acceptant enfin les leçons de la géographie, savent que demain l'ensemble de vos nations connaîtra un destin économique et culturel à la mesure des plus grands. Ils nous le disent avec sympathie et se préparent à de nouveaux échanges pour votre progrès et le leur.

« La Communauté économique européenne peut, elle aussi, jouer dans le domaine des rapports entre l'Europe et l'Amérique latine un grand rôle. Contrairement à ce que l'on dit souvent, le Marché commun a favorisé l'expansion du commerce international. Même l'association des pays africains n'a pas nui aux pays latino-américains. Si je prends par exemple le cas, qui n'est pas isolé, du café, depuis la création de la Communauté, la consommation a augmenté de moitié; dans le même temps, les importations de café par les Etats membres de la Communauté se sont accrues de 80 pour cent pour le café latino-américain. Vous savez aussi qu'à la suite de la déclaration adoptée le 29 juillet 1970 par les Etats membres de la Commission spéciale de coordination latino-américaine, le Conseil de la Communauté économique a, le 14 décembre de la même année, proposé qu'une rencontre ait lieu le plus tôt possible entre les Ambassadeurs d'Amérique latine et les représentants des Etats membres de la Commission des Communautés.



qu'e
pren
leme
dans
plus
de l

pas
civil
rapp
effor
et p
latin
mais
liens
des

cons
gran
des
à no



Le Président Pompidou

(photo Marull)

« La France, enfin, est disposée à faciliter votre entreprise de développement dans le cadre international. C'est ainsi qu'elle a proposé à diverses reprises l'établissement d'accords généraux permettant la stabilisation du cours des matières premières et des produits tropicaux, stabilisation doublement nécessaire pour des pays qui ne peuvent être assurés actuellement de tirer de leurs productions une rémunération suffisante et qui sont contraints par la hausse généralisée des prix dans les pays hautement industrialisés d'acheter les biens d'équipements qui leur sont indispensables à des conditions de plus en plus onéreuses. De même, venons-nous de donner à la *Banque Inter-américaine de Développement* l'autorisation de lancer un emprunt sur le marché financier français.

« Quelle que soit l'importance des problèmes économiques, et chacun sait que je ne la sous-estime pas, il n'en reste pas moins que ce qui nous unit fondamentalement ce sont des liens historiques, des langues voisines, une communauté de civilisation. La France du XIX^e siècle a vibré pour la libération des pays de l'Amérique latine comme vous-mêmes, je le rappelais tout à l'heure, pour notre libération il y a quelque 25 années. Elle suit aujourd'hui avec intérêt et sympathie les efforts que font vos pays, chacun selon sa voie, pour assurer leur développement non seulement économique, mais social, et pour affirmer leur indépendance à l'intérieur de la solidarité latino-américaine. Cette double personnalité, nationale et latino-américaine est compatible, j'en suis convaincu, avec l'évidente communauté d'intérêt du continent américain tout entier, mais celle-ci ne saurait être exclusive et en particulier ne doit pas s'offusquer de notre désir réciproque de renforcer les liens entre vos pays et les pays européens, particulièrement avec ceux que rapproche de vous la communauté ou la parenté des langues et des cultures.

« Il est essentiel pour la préservation de nos personnalités spirituelles que les pays de langue latine reprennent conscience de la solidarité de leurs intérêts culturels. Pour ma part, je suis décidé à promouvoir dans notre université un grand effort pour rendre à l'enseignement de l'espagnol, du portugais, de l'italien, la place qui leur est due tant en vertu des liens étroits que nous entretenons avec trois nations voisines, qu'en fonction du nouvel élan que nous voulons donner à nos rapports avec l'Amérique latine tout entière.

« Parallèlement, un effort doit être entrepris par nous pour développer chez vous la connaissance de la langue française, de la culture française, littéraire certes, mais aussi scientifique et technique. Puis-je exprimer le vœu que vos gouvernants, vos universitaires, vos intellectuels, vos savants, vos ingénieurs, nous aident dans cette tâche ? Nous avons un retard à rattraper, pourquoi le dissimuler, retard que la coupure de 1940 à 1945 explique et qu'aggrave le poids des États-Unis dans le monde occidental. En cherchant à le rattraper nous ne travaillons pas seulement pour la cause de la langue française, même si nous restons convaincus que notre langue est un instrument exceptionnel de communication entre les hommes et de civilisation à l'échelle mondiale. Nous luttons aussi pour toutes les langues latines, c'est-à-dire pour une certaine façon de s'exprimer qui traduit une certaine façon de penser comme l'ont montré vos propres écrivains, Gabriela Mistral, Miguel Angel Asturias, Alfonso Reyes, Jorge Luis Borges et tant d'autres.

« Je ne saurais mieux exprimer, je crois, ce sentiment d'appartenir à une même civilisation qu'en vous citant des paroles de Louis Jouvet, s'adressant au public français qu'il venait de retrouver après la guerre. Louis Jouvet, qui pendant quatre ans, de 1941 à 1945, avait joué en Amérique latine Molière, Claudel, Giraudoux, disait : « *Je me souviens des premières représentations que nous avons données à notre arrivée à Rio de Janeiro... L'attention, le silence du public étaient si intenses, si inhabituels pour nous, que nous en étions tout à coup effrayés. Comment n'aurions-nous pas pris ce recueillement pour une froideur, un douloureux reproche. Eh bien ! ce silence redoutable, nous l'avons compris ensuite, n'était fait que d'une poignante émotion, émotion que donne l'attente à ceux qui se retrouvent... De Rio de Janeiro à Buenos-Aires, du Brésil à l'Argentine, de Sao Paulo à Rosario et à Santa Fé, de Montevideo au Chili, au Pérou, à l'Equateur, en Colombie, du Vénézuéla à la Havane, de Port-au-Prince au Mexique... nous avons ressenti profondément en nous la signification de ce mot « latinité »... Et ces peuples latins semblaient indiquer notre tâche : retrouver, ne pas laisser perdre, mieux connaître et conserver ce pourquoi ils nous ont aimés ».*

« Je lève mon verre en l'honneur des vingt Etats de l'Amérique latine, de leurs Présidents et de leurs peuples. »

Vue partielle de la salle



(photo F. Marull)

E
dipl
Zav
pro
van

l'Et
sur

répu
si le
rem

en
s'inc
port
de c
du s
latin
plan
de
nati

quel

souh
gén
dété
ques
le p
Spéc

Madame Georges Pompidou
à ses côtés : M. Victor Román Jara,
ambassadeur de Costa-Rica,
gouverneur de la Maison de l'Amérique
Latine.



(photo Marull)

En sa qualité de Doyen du Corps diplomatique latino-américain, M. Silvio Zavala, Ambassadeur du Mexique, avait prononcé auparavant l'allocution suivante :

Nous, ambassadeurs latino-américains, avons coutume, lorsque nous remettons nos lettres de créance au Chef de l'Etat en France, de rappeler l'influence qu'exercèrent les idéaux de liberté et d'égalité proclamés par la Révolution Française sur les mouvements d'indépendance de nos nations.

« Il est difficile, en outre, d'oublier l'empreinte des modèles français sur les codes, sur les systèmes scolaires de nos républiques, et jusque dans le domaine des lettres et des goûts artistiques tout au long du XIX^e siècle et au début du XX^e; même si le genre académique qui pénétrait alors dans les salons de l'Hôtel-de-Ville de Paris reléguait hors des enceintes officielles la remarquable peinture impressionniste.

« A ces souvenirs de la Belle Epoque succèdent les répercussions des deux guerres qui déchirent les nations européennes en 1914 et en 1939. D'autres courants internes et externes affectent les destins de nos républiques. Certaines personnalités s'inquiètent du recul du commerce, de l'industrie et de la culture de la France dans cette partie du monde, et essaient d'y porter remède par de méritoires travaux menés à bien d'un côté et de l'autre de l'Atlantique, parmi lesquels figure la fondation de cette *Maison de l'Amérique Latine* à Paris. Dans les années 60, la vision universaliste et la compréhension du problème du sous-développement, qui le distinguaient, incitèrent le Général de Gaulle à entreprendre ses mémorables visites aux pays latino-américains. Auparavant et à la suite de ces voyages, quelques Chefs d'Etat de notre Continent vinrent en France. Des plans de gouvernement furent alors tracés, qui ont permis d'établir d'importants protocoles financiers, de mettre en œuvre de grands travaux de coopération technique et de renforcer les échanges scientifiques et culturels entre la France et les nations de l'Amérique Latine.

« Si ces antécédents historiques expliquent et rendent féconde notre coopération, il y a lieu de se demander aussi quelles sont les perspectives qui s'ouvrent devant elle en ce début de la décennie de 1970.

« Certains ajustements de la balance commerciale avec le marché français et le *Marché Commun Européen* paraissent souhaitables aux yeux des responsables de la politique économique de plusieurs de nos pays, compte tenu tant de la situation générale que des différents cas nationaux. Ces vœux portent, notamment, sur les exportations de produits tropicaux, sur la détérioration des prix de matières premières et sur l'effort d'organisation, à l'échelle mondiale, du marché des produits en question. De plus, il faudrait envisager un perfectionnement des méthodes de consultation et d'action réciproque, aussi bien sur le plan bilatéral que multilatéral. Rappelons qu'il a été proposé à la réunion extraordinaire de la *CECLA (Commission Spéciale de Coordination Latino-Américaine)* qui s'est tenue à Buenos-Aires en juillet 1970, la mise en œuvre d'un « système

de coopération » entre les communautés européennes et les pays d'Amérique Latine, système dont les modalités seraient définies par une réunion au niveau ministériel. En tout cas, il n'est pas douteux que l'accroissement de nos exportations vers la France renforcerait nos capacités d'acquisition de ses produits. Devant l'*Assemblée de l'Académie du Monde Latin*, notre ami André Malraux faisait remarquer que les dames latino-américaines préfèrent acheter leurs robes à Paris plutôt qu'à New York; d'autres observateurs pensent que leurs goûts sont devenus éclectiques. De nos jours, les offres européennes, américaines et asiatiques se trouvent en compétition sur les marchés latino-américains, et notre production industrielle existe déjà à côté d'échanges de matières premières variées.

« La coopération financière et technique de la France peut contribuer au progrès de notre continent, comme elle l'a fait au cours de ces dernières années, dans notre intérêt mutuel bien compris, et sans que cela constitue une concurrence pour l'aide que la France apporte à d'autres nations en voie de développement; car les investissements de capitaux en Amérique Latine, les acquisitions de biens d'équipement et l'emploi de techniciens du pays industriellement développé font travailler, en même temps, ses installations portuaires, ses moyens de transports, ses complexes manufacturiers, ses laboratoires et ses instituts de recherche. On peut penser que de nouvelles découvertes réalisées par le génie scientifique de la France, par sa technologie et par ses méthodes de production, élargiront à l'avenir le champ de la coopération au bénéfice de tous les participants.

« Il ne s'agit pas seulement de questions de crédit et de fabrication; il faut aussi étudier les innovations et les expériences du développement français en ce qui concerne la liaison entre les centres de travail scientifique et les établissements industriels, la formation professionnelle des cadres et de la main-d'œuvre; en un mot, la consolidation de toutes les connaissances qui servent de base à l'essor industriel.

« Notre intérêt y est évident, car la France constitue un exemple de pays développé d'une taille accessible aux possibilités des économies et populations de l'Amérique Latine. Elle est pourvue des richesses de l'agriculture et de l'industrie. Et sans être à l'abri des profondes mutations de la société contemporaine, elle garde, toutefois, un sens des valeurs de l'existence humaine assez proche du nôtre pour aider chaque nation « latine » à trouver ses propres solutions.

« Mais ce panorama des échanges entre la France et l'Amérique Latine serait incomplet si nous n'accordions pas la place qui leur revient aux « réalités culturelles ».

« Je dois à l'amabilité de M. le Secrétaire Général des *Alliances Françaises* d'avoir appris que dans les établissements qui en dépendent et sont situés hors de France, on enregistre environ 203 000 inscriptions par an, dont 121 000 correspondent à l'Amérique Latine. Le chiffre des exportations de matériel imprimé s'élève en 1969, à 22 360 000 nouveaux francs pour tous les pays latino-américains. Si on considère uniquement l'exportation de livres, le chiffre global pour l'Amérique Latine est de 17 440 000 nouveaux francs, soit 19,66 pour cent des exportations vers les pays non francophones et 5,18 pour cent des exportations générales. Je cite ces chiffres pour montrer l'intérêt toujours éveillé des latino-américains pour la culture de la France qui, selon l'image d'un de nos éminents écrivains, Alfonso Reyes, serait appelée à donner aux peuples des leçons de dessin.

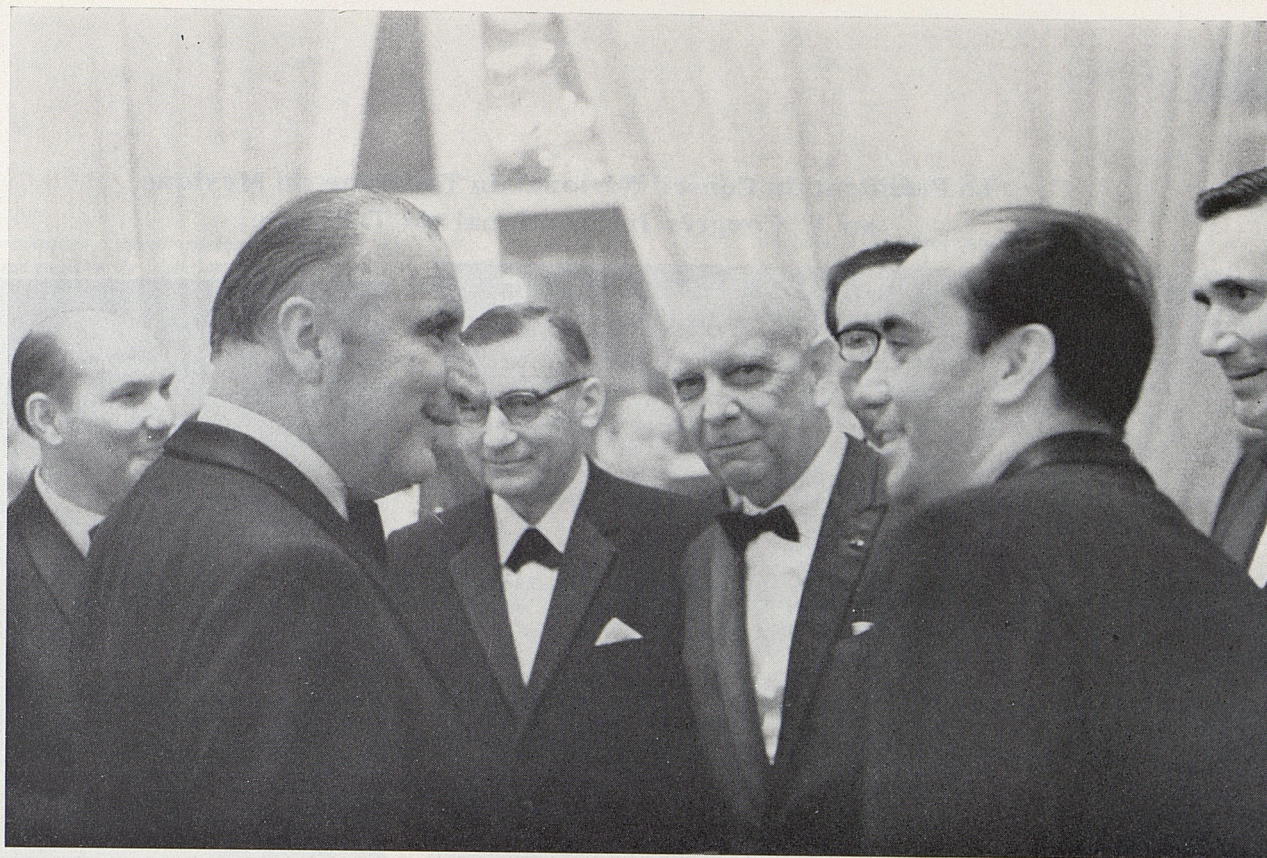
« Il est vrai que la géographie nous impose encore un obstacle d'autant plus difficile à franchir que les moyens disponibles de part et d'autre sont limités. Mais les conditions du monde moderne paraissent ouvrir des possibilités qui n'existaient pas auparavant, grâce aux voyages en groupes, aux échanges de jeunes, à l'attrait qu'exercent les sports et le tourisme. Nous sommes au seuil d'une ère de déplacements véritablement populaires.

« Les grands moyens modernes d'information peuvent beaucoup contribuer à favoriser ces courants. Ils offrent des occasions de rapprochement et de vaste diffusion de connaissances; mais il faudrait réaliser un effort de critique pour surmonter les tendances qui, comme le disait un homme politique français, conduisent — je cite — « à l'interprétation erronée, simpliste et, il faut bien le dire, parfois malveillante, des difficultés réelles de votre Continent » — fin de citation. Un de nos collègues se demandait s'il fallait choisir entre l'absence presque totale d'information sur l'Amérique Latine, ou la présence d'une information partielle et déprimante. Un haut responsable de l'*Office de Radiodiffusion-Télévision Française* répondait que les moyens de publicité ne s'occupent du train qui quitte la gare que lorsqu'il déraile; mais n'allons pas jusqu'à donner l'impression d'un continent qui aurait tout entier déraillé. Car s'il est vrai qu'il existe — comme en tant d'autres pays — des carences propres au sous-développement et des fruits amers de la violence, il y a aussi d'extraordinaires richesses naturelles et de civilisation, à côté d'exemples de réalisations modernes et de progrès social. Par ailleurs, la coopération franco-latino-américaine, dont nous avons déjà parlé, présente des thèmes d'intérêt documentaire qu'il conviendrait de montrer au public européen qui ne soupçonne pas l'ampleur atteinte parfois par ces travaux destinés aux usagers latino-américains.

« Il n'y a pas longtemps, un des ministres de votre Gouvernement disait dans cette Maison, et en termes assez vifs : « Je constitue, en effet, une sorte de scandale qui consiste à ne pas connaître votre continent. » Il parlait du continent sud-américain. Sachons entendre le sens positif de cet avertissement, c'est-à-dire le désir qu'il exprime d'encourager en toutes occasions favorables les voyages et les contacts directs, au plus haut niveau possible, des fonctionnaires et des personnalités qui interviennent dans les différents secteurs de notre coopération. Rien ne saurait contribuer de façon plus directe à la création des ponts de connaissance et de l'intérêt réciproque qui rendent possible l'action nécessaire.

« Ayons toujours présent à l'esprit le taux de croissance démographique et économique qu'annoncent toutes les prévisions pour les pays d'Amérique Latine d'ici à la fin du xx^e siècle. D'après les statistiques des Nations Unies, les 284 millions d'habitants de 1970 deviendront 639 millions en l'an 2000, facteur auquel il faut ajouter une croissance du nombre et du niveau de vie des consommateurs. Cette idée prospective est celle qui peut le mieux guider les plans de collaboration à établir et déterminer la place qui leur revient dans le monde actuel.

« Nous espérons, Monsieur le Président de la République, que, grâce à votre clairvoyance, au réalisme prudent et à l'efficace décision qui caractérisent vos actes d'homme d'Etat, votre septennat permettra à nos objectifs communs de réaliser de considérables progrès, et à l'amitié séculaire qui unit la France et l'Amérique Latine, de rester l'une des sources alimentant le cours de notre progrès développement. »



Le Président Pompidou s'entretient avec les Chefs de Mission latino-américains

Le discours présidentiel

vu par l'information française

La Radio et la Télévision française ont commenté cette soirée.

Pour leur part, les quotidiens parisiens n'ont pas manqué, dans leur édition du 24 février, de souligner les déclarations du Président de la République Française.

« La Nation » titrait en manchette : « La France est prête à développer une coopération fructueuse avec l'Amérique Latine. »

« Le Figaro » présentait son commentaire sous cet intitulé : « M. Pompidou reçu par les Ambassadeurs d'Amérique Latine — « Nos pays doivent reprendre conscience de la solidarité de leurs intérêts culturels », déclare le Président de la République. »

Dans « Le Monde », du 25 février, la rubrique « Amérique Latine » précisait : « M. Pompidou déplore le déséquilibre des échanges entre la France et l'Amérique Latine. »

Dans « L'Aurore » on pouvait lire : « Pompidou : industrialiser l'Amérique Latine. »

Et « L'Humanité » écrivait le 24 : « Devant les Ambassadeurs de vingt Etats de l'Amérique Latine, dont il était mardi soir l'hôte à dîner, M. Pompidou a déclaré que la France était prête à contribuer, dans la mesure de ses moyens, à l'industrialisation de l'Amérique Latine. »

dans la presse mexicaine :

« Excelsior » (24 février) se félicite des excellentes dispositions du Président de la République Française à l'égard des pays d'Amérique Latine.

« Novedades » (24 février) intitule « Pompidou promet son aide à l'Amérique Latine » un long article commentant très favorablement le discours du Chef de l'Etat français.

« El Universal » (24 février) fait ressortir que « la France a répondu qu'elle aidera l'Amérique Latine », en reprenant

de nombreux passages de l'allocution du Président Pompidou.

« El Día » (12 mars) publie intégralement le texte des discours sous le titre : « L'amitié séculaire entre la France et l'Amérique Latine, une des sources qui alimentent le courant de notre propre développement. »

Dans « Novedades » (27 mars), Luis Quintanilla analyse longuement chacun des paragraphes du discours présidentiel et, soulignant le passage relatif à la communauté de civilisation de la France

et de l'Amérique Latine, il conclut sur ces mots : « Culture et économie ne s'opposent pas. Au contraire, elles se complètent pour resserrer, avec dignité, les relations entre pays. »

La revue « Tiempo » (17 mars), dirigée par Martín Luis Guzmán, met l'accent sur le fait que « certains observateurs ont remarqué qu'un des principaux objectifs de la politique internationale de la France est de rechercher l'union — sociale, politique et économique — avec tous les pays du monde entier ».

Le Président du Conseil National du Tourisme du Mexique au V^e Congrès International du Tourisme

M. Miguel Alemán, ancien Président de la République et actuel Président du Conseil National du Tourisme du Mexique, exposait devant les délégués au V^e Congrès International du Tourisme — qui s'est tenu à Berlin, du 6 au 14 mars 1971 — le problème des investissements étrangers en matière de tourisme. De ce discours nous extrairons les principaux passages suivants :

« Dans le domaine socio-économique du Mexique, le tourisme est l'une des activités les plus dynamiques et productives, ainsi qu'il appert des données ci-après.

« En 1970, une somme de 1 454 millions de dollars représentait le montant des dépenses de 2 245 000 touristes ayant séjourné plus de 72 heures dans les centres touristiques de l'intérieur du pays, et de plus de 56 millions de visiteurs restés moins de 72 heures dans la région frontalière du Nord...

« Pour la première fois, en 1970, le revenu touristique a dépassé de 6,3 % les rentrées au titre des exportations de marchandises.

« L'investissement hôtelier a triplé au cours de la dernière décennie (il a atteint 1 100 millions de dollars), et près de 50 000 suites ont été construites.

« Actuellement le pays dispose de 4 765 centres d'hébergement pouvant offrir globalement 132 701 chambres.

« Cette capacité sera augmentée, en fin d'année, de 10 000 chambres de premier ordre.

« Tout ceci explique pourquoi le Mexique a toujours occupé, dans les cinq dernières années, entre les 4^e et 6^e rangs dans le monde, à raison des rentrées de fonds, brutes ou nettes, au titre du tourisme international...

« Comme tous les pays en voie de développement, le Mexique sait parfaitement bien qu'il lui faut obtenir des fonds de l'étranger pour donner de l'impulsion à son essor.

« Cette politique a été confirmée tout récemment par M. Luis Echeverría, Président de la République de mon pays, lequel a dit en substance : « *Il est venu au Gouvernement un groupe d'hommes qui pensent qu'il est nécessaire de modifier la stratégie du développement économique du Mexique. Pour lutter économiquement et industriellement sur le terrain international et devant la croissance de notre population — je dois le dire sans ambages —, nous avons besoin de gros capitaux nationaux et étrangers, et pour progresser, d'une forte technologie. Mais ce gros capital et cette forte technologie appellent d'importants dividendes; et si nous ne compensons pas la sortie des dividendes et des intérêts versés à l'étranger — lesquels doivent nécessairement exister — au moyen de nouveaux investissements et d'exportations croissantes, nous courons le danger de*



M. Miguel Alemán à la tribune du Congrès.

Restaurant à Teotihuacán (Etat de Mexico).



provoquer, dans quelques années, un déséquilibre de la balance des paiements, et, par conséquent, une récession économique.

« Nous croyons que les investisseurs et les créateurs d'innovations technologiques doivent recevoir, certes, une juste rétribution des efforts qu'ils ont déployés à leurs propres risques; mais le Mexique a besoin de compenser par des exportations et de nouveaux investissements cette sortie explicable de devises »...

« Je dois dire que l'évasion de devises dont parle le Président a pour origine l'importation de biens nécessaires à l'impulsion de notre développement économique interne; autre raison pour laquelle l'investissement étranger, complétant le financement national, revêt une grande importance.

« La politique des investissements étrangers a également été rappelée par M. Hugo B. Margáin, Ministre des Finances du Mexique, qui, dans une conférence de presse, le 26 février 1971, déclarait : « L'investissement étranger est le bienvenu, étant donné que le Mexique, en raison de sa stabilité politique et de la libre convertibilité de sa monnaie, représente un puissant pôle d'attraction ».

« Le Ministre des Finances estimait opportun d'associer capitaux étrangers et nationaux, en harmonie avec l'ensemble des parties, aspect que le Gouvernement continuera de soutenir, quant au côté politique de la manipulation de ces investissements.

« Il considérait aussi que l'investissement en provenance du Japon, du Canada, des Etats-Unis et de certains pays européens tels que la France, la Suisse, l'Allemagne, etc., poursuivrait sa progression.

« A titre de simple commentaire marginal, je dois souligner le fait que nombreuses sont les nations — y compris celles hautement développées — qui ont réglementé et imposé certaines limites à l'investissement étranger.

« Dans mon pays, cette expérience d'investissement mixte, tendant à ce que l'investissement étranger incite l'épargnant mexicain à participer à la structure du capital, s'est avéré comme une association fort rentable, puisque, outre qu'elle se fonde sur le principe généralement accepté que l'effort en vue du développement d'un pays doit être opéré par le capital interne, elle a été menée dans des domaines économiques adéquats et s'est entourée d'un climat de sécurité institutionnelle qui donne le maximum de garanties de rendement à l'investissement étranger.

Un hôtel à Acapulco (Etat de Guerrero).



(Photo Guillermo Ochoa T., Acapulco)

« En effet, les trente dernières années ont été marquées par une stabilité politique de plus en plus ferme, par un rythme accéléré de progrès — ainsi que le souligne le fait que nous ayons conservé, dans la dernière décennie, un rythme de croissance économique supérieur à 7 % —; par un système juridique conforme aux exigences internationales, ainsi que par une stabilité monétaire et une libre convertibilité qui se sont reflétées non seulement dans la dernière décennie, mais encore pour l'avenir, puisque, ainsi que vient de le déclarer à Buenos Aires, le Directeur du Fonds Monétaire International : « S'il est une monnaie en Amérique latine, dont la stabilité me laisse dormir en paix, c'est bien celle du Mexique », ajoutant : « Par conséquent, les Mexicains peuvent être tranquilles, car leur monnaie se maintiendra l'une des plus fortes du système monétaire international »...

« Le phénomène touristique est, de par sa nature même, plurinational. C'est pourquoi nous avons toujours accueilli de bon gré l'aide externe en matière promotionnelle et technologique, et dans la mesure souhaitée par l'investissement étranger lui-même, en vue de l'expansion des services : nous, Mexicains, estimons que si le phénomène touristique est plurinational, l'investissement touristique doit l'être aussi...

« Le tourisme ne se borne pas à être un simple instrument d'ordre matériel et économique. Le Mexique a constaté l'énorme richesse sociale et humaine du phénomène touristique et, en tant que tel, il a voulu l'utiliser pour véhicule afin de se présenter dans le concert des nations comme un pays possédant une vieille tradition historique, culturelle, sociale et politique, et il a fait du tourisme un lien en vue de resserrer, en une compréhension pacifique, l'amitié entre tous les pays du globe. »

Premier Symposium Mondial des Zones Arides

Le lundi 9 novembre 1970, se tenait dans les salons de l'hôtel « Fiesta Palace » de Mexico, le *Premier Symposium Mondial des Zones Arides*, sous la présidence de M. Emilio Portes Gil et en présence des délégués de 65 pays.

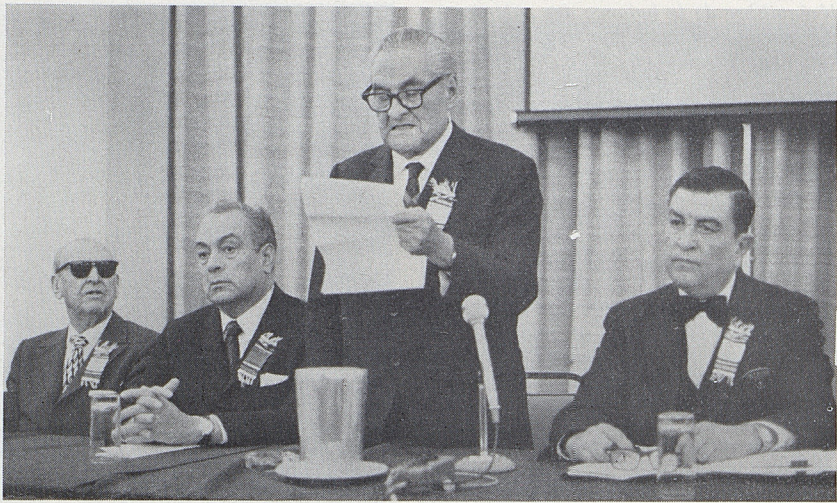
L'objet de cette assemblée était d'exposer et d'analyser les problèmes les plus urgents qu'affrontent les régions arides du monde entier et de rechercher les solutions adéquates pour transformer les déserts en véritables communautés agricoles susceptibles de contribuer à produire davantage et de meilleurs vivres au profit de la population mondiale.

Le Président des Etats-Unis avait envoyé un message aux techniciens et experts réunis, dans lequel il déclarait :

« Au moment où tous nos efforts tendent à améliorer la productivité mondiale, dans le but de pouvoir nourrir la population croissante du globe, cette réunion est singulièrement opportune. Vu le grand pas que le Mexique a franchi en transformant ses déserts en communautés florissantes, ce pays me paraît l'endroit particulièrement approprié pour tenir un tel symposium. »

M. Emilio Portes Gil (1), en souhaitant la bienvenue aux congressistes, fit une courte présentation du Mexique, de son histoire, de ses problèmes et de ses aspirations.

(1) Cf. « Nouvelles du Mexique », N^{os} 58-59 (juillet à décembre 1969), l'article de M. Portes Gil : « Zones arides et semi-désertiques du Mexique » pp. 9 à 14.



M. Portes Gil à l'inauguration de l'Assemblée des Zones Arides.

Prenant ensuite la parole, M. Alfredo Jaime de la Cerda, Président de l'Institut Mexicain des Zones Arides, mit l'accent sur le fait qu'il y a au Mexique 99 millions d'hectares de terres laboureables — 50 % de la superficie totale — qui souffrent d'érosion accélérée, et qu'il s'en perd 300 000 chaque année.

« La science et la technologie agricoles — a-t-il poursuivi — montrent qu'il faut un hectare de terre par personne. Aussi est-il nécessaire d'habiliter à la culture 44 millions d'hectares de terres arides avant l'an 2000. En 29 ans, nous devons augmenter l'élevage de 300 % et la production agricole de 200 %. »

A la Banque Interaméricaine de Développement

Le mercredi 27 novembre 1970, l'Assemblée Générale de la Banque Interaméricaine de Développement — B.I.D. — élit pour Président M. Antonio Ortiz Mena, ancien Ministre des Finances et du Crédit Public du Mexique.

Il appartenait à M. Hugo B. Margáin, l'actuel Ministre, de faire la présentation de son prédécesseur en ces termes :

« En tant que Ministre des Finances, M. Ortiz Mena était en contact quotidien avec des problèmes d'un pays où se posent simultanément les différentes phases du développement, ce qui rend un candidat plus apte à démêler les situations semblables qui se présentent dans le Continent. Mais, en outre, M. Ortiz Mena a occupé d'autres charges pour lesquelles il a conçu et mis en œuvre des politiques en matière de développement social et économique que la Banque Interaméricaine de Développement est en train de faire siennes. »

Au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue à Mexico au lendemain de son élection, le nouveau Président de la B.I.D. déclarait :

« En tant que Mexicain, je me sens profondément honoré du résultat de l'élection et prends à cœur d'appuyer tous les programmes tendant à développer harmonieusement l'Amérique Latine et à apporter essentiellement des bénéfices aux peuples latino-américains. »

Questionné par un journaliste, M. Ortiz Mena expliqua que, bien que l'on ne puisse parler, pour l'instant, de programmes arrêtés, l'une des tâches à développer consistera à accroître les ressources de la Banque Interaméricaine de Développement, ce qui permettra à l'Amérique Latine de disposer du maximum de facilités possibles.

*

**

Le 1^{er} mars 1971, l'Assemblée des Gouverneurs de la Banque Interaméricaine de Développement se tenait à Buenos Aires, sous la présidence de M. Antonio Ortiz Mena, qui prenait officiellement ses nouvelles fonctions, en présence des représentants de 23 pays d'Amérique Latine et d'observateurs d'organismes internationaux.

Dans son discours inaugural, le Président Ortiz Mena a déclaré que le Continent latino-américain traverse actuellement une période cruciale et que, si l'on n'engage pas, dès maintenant, une action rapide et énergique, on pourrait avoir à le regretter.

Au cours de la décennie qui vient de s'écouler, a-t-il dit, les objectifs de l'Alliance pour le Progrès n'ont pu être parfaitement remplis, et les préoccupantes tensions politiques et sociales d'alors n'ont pas disparu. Dans certains cas, a-t-il ajouté, on peut même dire qu'elles sont devenues plus aiguës.

L'économiste mexicain a assuré également que l'objet de l'*Alliance pour le Progrès*, qui tend à accroître le rythme de développement par habitant d'au moins 2,5 pour cent par an, n'a été atteint que par cinq des pays du continent, laissant de côté une population de 200 millions d'habitants.

M. Antonio Ortiz Mena a souligné que, bien souvent, des crédits restent inemployés, faute de projets, et qu'il serait opportun que la B.I.D. renforce davantage sa part technique et fournisse son assistance aux pays qui la réclament.

Pour conclure, le Président de la B.I.D. a fait remarquer que, devant son besoin grandissant de disponibilités, la Banque insistait particulièrement sur la collecte de ressources provenant de pays non membres, principalement de ceux-là qui bénéficient d'opérations avec des prestataires de la B.I.D.

**

De son côté, M. Hugo B. Margáin, Ministre des Finances et du Crédit Public du Mexique, déclarait :

« Pour ses achats, l'Amérique Latine donnera la préférence à des pays admis

comme associés à la *Banque Interaméricaine de Développement* en vue d'une relance de relations commerciales plus équitables... C'est-à-dire qu'avec l'entrée du Canada à la B.I.D., certaines nations européennes et le Japon auront pour stimulation de vastes marchés ouverts à leurs produits, en compensation des fonds qu'ils canaliseront à travers la B.I.D., fonds destinés à des programmes de développement économique et social. L'association de ces pays à la *Banque Interaméricaine de Développement* s'effectuera par le truchement d'un Fonds plurinational. »

Emission de bons de la Banque Interaméricaine de Développement sur le marché français des valeurs

LE 2 février 1971, le *Gouvernement de la République Française* autorisait la *Banque Interaméricaine de Développement* à placer sur le marché français des valeurs, une émission publique de bons jusqu'à concurrence de 200 millions de francs, durant les deux prochaines années.

La B.I.D. annonçait, le 22 février, qu'une première tranche, d'un montant de 100 millions de francs, avait été souscrite à Paris par un consortium bancaire dirigé par *Lazard Frères et Cie*, et dans lequel interviennent la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, le

Crédit Lyonnais et la *Banque Nationale de Paris*.

Ces bons portent un intérêt de 8 1/2 pour cent l'an, avec un temps d'amortissement de 18 années, y compris un délai de grâce de deux ans.

Le Président de la Banque Inter-américaine de Développement en Europe

Venant de Madrid, M. Antonio Ortiz Mena, Président de la Banque Interaméricaine de Développement, a séjourné du 29 au 31 mars 1971 à Paris, où il s'est longuement entretenu de prêts et de financements en faveur de l'institution de crédit qu'il préside et qui a déjà alloué un montant de 4 milliards de dollars à divers programmes de développement et d'infrastructure pour l'Amérique Latine.

Après s'être déclaré particulièrement satisfait de ses conversations avec M. Valéry Giscard d'Estaing, Ministre des Finances et de l'Economie Nationale de la République Française, ainsi qu'avec les Directeurs de la Haute Banque de la

capitale, le Président de la B.I.D., au cours d'une conférence de presse, a dit notamment :

« Nos prêts sont alloués en vue de la construction de routes, de l'amélioration de la distribution de l'électricité, de l'équipement des ports, de la modernisation de l'agriculture : ils sont également destinés à des programmes de réforme agraire, d'éducation nationale et de santé publique... Ainsi pourra-t-on équilibrer les investissements productifs avec les financements d'intérêt social.

« En Amérique Latine, on observe un phénomène d'émigration de la campagne vers les villes, autour desquelles se for-

ment des zones marginales créant un grave problème social et politique. Afin d'y pallier, la B.I.D. accorde des crédits aux gouvernements, en vue du financement de la construction d'ensembles urbains dotés des services indispensables.

« Les Pays européens — a conclu M. Ortiz Mena — ont intérêt à souscrire aux émissions de nos bons, car ils verront ainsi s'ouvrir à leurs produits les marchés de l'Amérique Latine. »

Le Président de la B.I.D. quittait Paris le 31 mars, à destination d'Amsterdam où il devait étudier les modalités de placement d'un nouvel emprunt sur cette place.

Le IV^e Congrès Franco-Latino-Américain d'Economie

LE IV^e Congrès franco-latino-américain d'Economie s'est tenu du 24 au 30 octobre 1970, dans l'amphithéâtre de l'Ecole Nationale d'Economie de l'Université Nationale Autonome de Mexico, sous la présidence de M. François Perroux, Professeur au Collège de France, Directeur de l'Institut de science économique appliquée de Paris, et de M^{me} Ifigenia M. de Navarrete, Directrice de l'Ecole, en présence de M. Xavier Daufresne de la Chevalerie, Ambassadeur de France au Mexique, de MM. Pablo González Casanova et Joaquín S. MacGregor, respectivement Recteur et Directeur général du corps enseignant de l'UNAM.

En ouvrant le Congrès, la Directrice de l'Ecole Nationale d'Economie de

Mexico a exposé les buts des échanges entre économistes français et latino-américains. « Les économistes — a-t-elle dit — doivent se mettre au service de la science et de leur pays en vue d'étudier les problèmes que posent les « marginaux » vivant dans nos sociétés. L'enseignement et la recherche scientifique doivent fournir les moyens de résoudre la misère et de relever le niveau de vie des populations sous-développées... La France est un des rares Etats qui verse 1 % de son produit national brut à l'aide aux pays du Tiers-Monde, suivant en cela les recommandations de l'Organisation des Nations Unies. »

Après avoir rappelé le succès remporté par les deux précédents congrès, le Professeur François Perroux montra

que l'analyse des problèmes économiques doit reposer sur la coopération entre Universités. « La connaissance approfondie des structures économiques étrangères est toujours pleine d'enseignements », a-t-il ajouté.

**

Par ailleurs, un « Groupe d'études permanentes du commerce international » a été créé, dirigé par M^{me} Navarrete et M. François Perroux. Le thème mis à l'étude porte sur l'« Internationalisation des économies et politiques nationales de développement — Domaine principal : l'Amérique Latine ». Les travaux devront être déposés en juin 1971 et seront discutés au cours d'un congrès qui doit se tenir en France.

AU MEXIQUE

Le Parti Révolutionnaire Institutionnel élit ses nouveaux dirigeants

LE 7 décembre 1970, le *Conseil National Exécutif du Parti Révolutionnaire Institutionnel* — P.R.I. — se réunissait à Mexico afin de procéder au remplacement de son Président, M. Alfonso Martínez Domínguez, nommé Chef du Département du District Fédéral, et de son Secrétaire Général, le Professeur Enrique Olivares Santana, élu Président de la Grande Commission du Sénat.

Après lecture par le secrétaire Tulio Hernández des lettres de démission des deux dirigeants du P.R.I., le Député Jorge González, Président du Comité directeur de l'Etat de Yucatan, fit l'éloge de l'œuvre réalisée par ces chefs politiques.

De son côté, M. Alfredo V. Bonfil, Secrétaire Général de la Confédération Nationale Paysanne — C.N.C. — et Député (à la place de M. Augusto Gómez Villanueva, devenu Chef du Département des Affaires Agraires et de la Colonisation), proposa, au nom des trois grands secteurs du parti (ouvrier, paysan et populaire), le Professeur Manuel Sánchez Vite, Gouverneur de l'Etat de Hidalgo, et le Professeur Vicente Fuentes Díaz comme Président et Secrétaire Général du Comité Exécutif National.

A propos du premier, l'orateur déclara :

« C'est un ancien militant de notre parti ayant fait ses preuves. Modeste étudiant d'école normale, puis instituteur dévoué, dirigeant syndical infatigable, Député Fédéral, Procureur de Justice dans son Etat natal, Sénateur de la République et, bien souvent, l'actif et diligent Délégué Général de notre Parti auprès de diverses assemblées, le Professeur Sánchez Vite réunit les titres que le prestige et la grandeur de notre Parti réclament de ses meilleurs dirigeants. Je suis sûr que Manuel Sánchez Vite saura mettre à sa disposition sa grande expérience, sa conviction révolutionnaire, sa capacité de travail et son effort, afin de diriger avec efficacité les activités de notre grand Parti. »

Présentant le second candidat, M. Bonfil ajouta :

« Le Professeur Vicente Fuentes Díaz est, lui aussi, de par son origine, un serviteur de l'enseignement. Il a été un journaliste remarquable. Dirigeant de notre Parti, ce fut un des plus actifs députés de la XLVI^e Législature. Orateur doté d'une idéologie profonde, res-



MM. Manuel Sánchez Vite et Vicente Fuentes Díaz lors de la cérémonie d'installation du Comité Exécutif du P.R.I.

ponsable de la rédaction des publications au sein du P.R.I., il est actuellement Sénateur de la République pour son Guerrero natal. En outre, c'est sans doute un des historiens les mieux informés de la vie politique de notre pays. Nous sommes convaincus que le Professeur Vicente Fuentes Díaz sera un élément de valeur dans la composition de l'équipe nationale qui, Sánchez Vite en tête, devra s'attacher à maintenir la grandeur de notre Parti et à contribuer à ce que la Révolution Mexicaine poursuive son chemin au service de notre peuple, sous la direction active et insaisissable de M. Luis Echeverría, Président de la République. »

M. Manuel Ramos Gurrión, Président du Comité directeur de l'Etat de Veracruz, exposa alors les raisons pour lesquelles les Membres des Comités municipaux de cet Etat s'étaient prononcés en faveur de M. Sánchez Vite.

Aucune autre proposition n'ayant été soumise à l'assemblée et nul orateur n'ayant opposé d'objections aux deux motions, les *Professeurs Sánchez Vite*

et *Fuentes Díaz*, après avoir pris l'engagement de servir scrupuleusement les intérêts du parti devant le Président sortant, M. Alfonso Martínez Domínguez, furent déclarés respectivement *Président et Secrétaire Général du Comité Exécutif National du Parti Révolutionnaire Institutionnel*.

Dans son discours de réception, le nouveau Président du P.R.I. a présenté les grandes lignes de son action future :

« ... Le P.R.I. est conscient de ses responsabilités de parti majoritaire et il sait que chacun de ses actes revêt une importance capitale sur la scène politique du Mexique... Nous serrerons les rangs et forcerons notre marche, afin que la Révolution — qui n'est pas seulement un fait historique isolé, mais une ferme volonté de changement — porte ses meilleurs fruits. De son agressement dynamique, qui est l'attitude caractéristique du Parti, dépendront la vigueur définitive de notre vie civique et le renforcement de notre régime politique.

« Le P.R.I. n'est pas uniquement préoccupé — bien que cela justifie pleinement son existence — de victoires électorales : il s'intéresse essentiellement à sa durée dans le temps. Cela ne pourra être que dans la mesure où seront élargies les possibilités de participation politique de tous les secteurs; mais, agissant dans le cadre d'une réalité chaque jour différente, il lui faudra transformer ses méthodes jusqu'à ce que notre mouvement social soit une Révolution permanente... et que son destin pacifique et constructif soit déterminé par l'enthousiasme révolutionnaire et l'émotion créatrice de tous ses militants...

« Nous défendrons la fidèle exécution des prescriptions de la Constitution Politique des Etats-Unis Mexicains, fruit des luttes sociales durant un siècle et demi d'indépendance, et, en nous en tenant strictement aux règles de notre droit, nous soutiendrons la cause des classes ouvrière et paysanne ainsi que

les organismes du secteur populaire. Enfin, notre consigne sera l'éloquente synthèse de la pensée du P.R.I. : « Démocratie et Justice sociale ».

« A trente ans seulement du début du XXI^e siècle, il est nécessaire que les membres du P.R.I. — en une analyse objective de nous-mêmes — fassent le décompte de nos réussites et, avec une sincère abnégation, voient la réalité avec des yeux neufs, et qu'ils reconsidèrent leurs thèses politiques dans la ligne idéologique de la Révolution Mexicaine. Cela implique la prise de nouvelles positions politiques visant à admettre que, en dépit des graves problèmes résolus par la Révolution, nous nous trouvons à une étape marquée par une rapide croissance des forces de production. Cette progression réclame une extension correspondante des moyens de communication et un plus grand dynamisme de la part de notre structure politique, afin de provoquer

un changement social accéléré, pacifique et équitable...

« La réussite de la démocratie économique requiert que la vocation sociale, l'organisation et la combativité de notre parti corrigent fondamentalement les disparités dans la participation du fruit du travail et dans la capitalisation nationale. La réussite de la démocratie économique exige que nous extirpions les criantes inégalités entre riches et pauvres, engendrées par un essor économique rapide mais déséquilibré, et qui pourraient, à leur tour, avoir pour conséquence logique, dans un proche avenir, des tensions politiques explosives...

« Désormais, l'impulsion donnée au développement national — il faut le dire bien clairement — viendra de la sphère politique. Cette impulsion surgira des files de notre Parti, du fait de sa condition politique majoritaire... »

Le budget des dépenses du Mexique pour l'exercice 1971

Dépenses du Gouvernement Fédéral	
Chapitre	1971 (en pesos)
Assemblées législatives	85 886 000
Présidence de la République	35 485 000
Secrétariat de la Présidence	43 864 000
Pouvoir Judiciaire	116 645 000
Intérieur	136 409 000
Affaires Etrangères	296 952 000
Finances et Crédit Public	864 869 000
Défense Nationale	1 806 130 000
Agriculture et Elevage	601 400 000
Communications et Transports	1 771 576 000
Industrie et Commerce	195 289 000
Education Nationale	8 566 042 000
Santé et Assistance	1 605 310 000
Marine	850 204 000
Travail et Prévoyance Sociale	75 271 000
Affaires Agraires et Colonisation	124 265 000
Ressources Hydrauliques	2 724 856 000
Parquet Général de la République	65 833 000
Patrimoine National	340 603 000
Industrie Militaire	117 109 000
Travaux Publics	2 205 796 000
Tourisme	93 291 000
Investissements	2 464 574 000
Sorties de fonds complémentaires	3 380 959 000
Dette Publique	2 194 225 000
Dépenses directes du Gouvernement Fédéral	30 762 843 000
Sorties de fonds complémentaires d'Organismes décentralisés et Entreprises appartenant au Gouvernement Fédéral	48 893 389 000
Dépenses totales de la Fédération	79 656 232 000

Dépenses globales

Le budget général des dépenses du Mexique pour 1971, présenté au Congrès de l'Union par M. Luis Echeverría Alvarez, Président de la République, s'élève à la somme de 79 656 232 000 pesos. Sur ce montant, 30 762 843 000 pesos correspondent aux budgets des différents Ministères du Gouvernement Fédéral, alors que 48 893 389 000 pesos sont affectés au soutien des Organismes décentralisés et entreprises appartenant au Gouvernement.

Par rapport à la dépense globale de 1970, celle de 1971 représente une augmentation de 7 426 924 000 pesos (10,3 %), dont 2 628 962 000 (9,3 %) correspondent aux dépenses directes du Gouvernement Fédéral et 4 797 962 000 pesos à celles des Organismes et entreprises mentionnés ci-dessus.

Dans l'exposé des motifs, le Président Echeverría s'exprime en ces termes :

« Les augmentations proposées s'appuient sur l'accroissement des ressources que l'on espère obtenir par suite d'une plus grande activité économique.

« Les dépenses seront augmentées du produit des crédits qui seront alloués au cours de l'an prochain et l'on veillera attentivement à ce que ceux-ci ne dépassent pas la capacité de paiement. Ces ressources seront destinées exclusivement au financement de dépenses de capital rapidement récupérables, dans la mesure du possible.

« Il convient de souligner que les dépenses totales seront financées, en majeure partie, par des ressources provenant d'épargne authentique et seulement en complément de fonds de l'extérieur.

« Mon Gouvernement est absolument décidé à poursuivre et à renforcer le développement soutenu et équilibré des dernières années et il fera le maximum d'effort pour y parvenir.

« Les dépenses proposées portent sur un développement équilibré tendant à fournir une meilleure distribution du revenu, d'éviter la hausse immodérée des prix et de concourir à maintenir de saines politiques monétaire et d'échanges avec l'extérieur. De même, un soin particulier sera apporté à ne pas provoquer de pressions inflationnistes, lesquelles ne conduisent qu'au gaspillage des ressources et à la détérioration économique des secteurs ayant de faibles revenus. »

Dépenses directes

Sur les 30 762 843 000 pesos de dépenses directes de la Fédération, 23 537 millions sont destinés aux Etats et Territoires fédéraux et 7 226 millions au District Fédéral.

Du point de vue fonctionnel, les dépenses directes seront distribuées de la manière suivante :

- a) *Développement économique* : 12 043 millions de pesos (39,2 %)
 - Communications et transports 5 946 millions
 - Développement et conservation de ressources naturelles non renouvelables 3 772 »
 - Développement, promotion et réglementation industrielle et commerciale 2 325 »
- b) *Protection et investissements sociaux* : 12 085 millions de pesos (39,3 %)
 - Services éducatifs et culturels 7 853 millions
 - Santé, services d'assistance et hospitaliers 1 800 »
 - Bien-être et sécurité sociale 2 432 »
- c) *Armée, marine et services militaires* : 2 719 millions de pesos (8,8 %)



M. Hugo B. Margáin
Ministre des Finances.

- d) *Aide aux Etats et Territoires fédéraux* : 35 millions de pesos
- e) *Administration générale* : 1 687 millions de pesos
- f) *Dette Publique* : 2 194 millions de pesos

Le Ministère de l'Education Nationale reçoit la plus grosse part des dépenses directes : 8 566 042 000 pesos (25,22 % de l'ensemble du budget); ce qui représente une augmentation de 619 100 000 pesos (7,9 %) par rapport à 1970 et une dépense journalière de 23 millions de pesos.

Organismes décentralisés et entreprises appartenant au Gouvernement Fédéral

Les 11 organismes décentralisés et les 5 entreprises appartenant au Gouvernement Fédéral (lesquels représentent plus de 80 % de l'ensemble des activités du secteur public décentralisé) dépenseront 55 405 826 758 pesos qui seront financés par 48 893 389 000 pesos de leurs propres revenus et 6 512 437 758 pesos de subventions et d'apports du Gouvernement Fédéral.

La dépense globale représente une augmentation de 5 843 884 679 pesos (10,8 %) par rapport à l'année précédente. L'augmentation de 685 922 679 pesos pour le soutien accordé par le Gouvernement Fédéral sera destinée ainsi qu'il suit :

- à la Commission Fédérale de l'Electricité 226 300 000 pesos,
- au secteur des Chemins de fer 182 600 000 » ,
- à l'Institut Mexicain de Sécurité Sociale et à l'Institut de Sécurité et Services Sociaux des Travailleurs de l'Etat - I.S.S.S.T.E. 200 000 000 » ,
- à d'autres services 37 000 000 » .

Les attributions de fonds à chacun de ces organismes et entreprises — ressources propres attendues pour 1971 et subventions ou apports du Gouvernement Fédéral — se présentent de la manière suivante :

(en millions de pesos)	
— « <i>Petróleos Mexicanos</i> » - PEMEX	15 409
(ressources propres)	
— <i>Commission Fédérale de l'Electricité</i>	7 439
— ressources propres	5 688
— du Gouvernement Fédéral	1 751
— <i>Chemins de fer nationaux du Mexique</i>	5 278
— ressources propres	3 590
— du Gouvernement Fédéral	1 688
— <i>Routes et Ponts Fédéraux à péage et services connexes</i>	588
— ressources propres	533
— du Gouvernement Fédéral	55
— <i>Institut National du Logement - I.N.V.</i>	89
— ressources propres	49
— du Gouvernement Fédéral	40
— <i>Loterie Nationale pour l'Assistance Publique</i> ..	2 665
(ressources propres)	
— <i>Institut Mexicain de la Sécurité Sociale - I.M.S.S.</i>	9 279
— ressources propres	8 289
— du Gouvernement Fédéral	990
— <i>Institut de Sécurité et Services Sociaux des Travailleurs de l'Etat - I.S.S.S.T.E.</i>	4 380
— ressources propres	3 325
— du Gouvernement Fédéral	1 055

(en millions de pesos)	
— <i>Compagnie Nationale des Substances Populaires - CONASUPO</i>	3 983
— ressources propres	3 483
— du Gouvernement Fédéral	500
— <i>Aéroports et Services auxiliaires</i>	241
(ressources propres)	
— <i>Produits Forestiers Mexicains</i>	10
— ressources propres	1
— du Gouvernement Fédéral	9
— <i>Compagnie de Lumière et Force du Centre</i>	3 272
(ressources propres)	
— <i>Chemin de fer du Pacifique</i>	974
— ressources propres	731
— du Gouvernement Fédéral	243
— <i>Chemin de fer de Chihuahua au Pacifique</i>	257
— ressources propres	192
— du Gouvernement Fédéral	65
— <i>Chemins de fer Unis du Sud-Est</i>	236
— ressources propres	199
— du Gouvernement Fédéral	117
— « <i>Aeronaves de México</i> »	1 306
(ressources propres)	

Le Président Echeverría terminait ce Projet sur ces mots :
« Rechercher la meilleure application des fonds publics sera une règle inaltérable de mon gouvernement pour le sexennat qui commence. Ce projet de Budget que je soumets à votre attention contient déjà cette directive, car les besoins ont été hiérarchisés en vue d'y répondre dans la mesure des moyens disponibles. C'est pourquoi j'espère, avec confiance, qu'il méritera votre approbation. »

Loi relative aux Ressources

LE 15 décembre, M. Hugo B. Margáin, Ministre des Finances et du Crédit Public, au cours d'une conférence de presse, exposait les motifs du projet de Loi relative aux rentrées budgétaires pour 1971, ainsi que les grandes lignes de la politique économique de la nouvelle Administration.

Dans ces motifs, après avoir expliqué les obstacles à la progression économique — inégalités dans la distribution du revenu, bas niveaux de productivité dans de nombreux secteurs, disparités du système monétaire international et autres facteurs —, le Président Echeverría souligne que ces éléments posent « un impératif qui consiste à renforcer l'action gouvernementale, afin de relever les taux de production de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la sylviculture et de l'exploitation minière, activités qui

occupent plus de la moitié de la population économiquement active du Mexique. »

Et plus loin, le Chef de l'Etat poursuit :

« Corriger les défauts du développement n'est pas une tâche aisée, pouvant être terminée à brève échéance; mais c'est l'objectif inéluctable de la politique économique des prochaines années. J'ai la certitude que l'économie nationale poursuivra sa marche ascendante, mais, pour cela, il est indispensable de maintenir la stabilité des prix et de soutenir le taux de change actuel ainsi que la libre convertibilité du peso, pour défendre fermement le pouvoir d'achat et une saine croissance de l'investissement. »

Assemblée Générale de la Banque du Mexique

LE 24 février 1971, en présence de M. Hugo B. Margáin, Ministre des Finances et du Crédit Public, s'est tenue l'Assemblée Générale des actionnaires de la Banque du Mexique, devant laquelle M. Ernesto Fernández Hurtado a présenté le rapport de l'exercice 1970.

De ce document il est à retenir notamment :

— D'après les premières évaluations, le produit interne brut à prix constants est passé de l'indice 7,2 en 1969 à plus de 7,5 % en 1970.

— L'augmentation de près de 14 % de la réserve brute s'est accompagnée d'une moindre croissance de la dette extérieure du secteur public, du fait que l'augmentation globale des rentrées de fonds provenant des exportations de marchandises, des dépenses des touristes étrangers, d'autres services et de capitaux privés venus de l'étranger, a dépassé la progression des sorties de fonds découlant des importations de marchandises, du tourisme à l'étranger, du service de la dette extérieure et de l'investissement étranger.

— L'ensemble des investissements publics et privés a augmenté de 12,5 %; la dépense des consommateurs a été plus sensible que le produit interne à prix courants. Ce qui s'est traduit par de fortes croissances dans la production de biens de consommation durables, tels que : automobiles (18 %), machines à laver (29 %) et réfrigérateurs (13 %).

— Le secteur industriel s'est montré de nouveau le plus actif, sous la poussée des progressions évaluées à 8,50 % pour la production de biens manufacturés, à 11 % pour le pétrole, à 5,9 % pour la

construction et à 15,5 % pour l'énergie électrique. Par contre, l'exploitation minière a manifesté une moindre croissance relative (1,5 %), comparée aux résultats de 1969 (6,4 %). Le secteur agricole a fait preuve d'un redressement certain et de sensibles augmentations ont été relevées pour d'importants articles destinés à la consommation interne et à l'exportation. L'activité commerciale a évolué à un rythme accéléré (9 %) et parallèlement à l'ensemble de la production de biens à l'intérieur du pays. Les autres services ont progressé de 7 %.

— La moyenne annuelle de l'indice des prix de gros s'est accrue de 6 % par rapport à 1969, le sous-indice des articles de consommation a monté de 7,2 % et celui de la production de 4,1 %. D'autre part, la hausse moyenne de l'indice annuel des prix au consommateur a été de 4,8 %.

— Le financement global autorisé pour l'ensemble des établissements de crédit est passé de 167 225 millions de pesos en 1969 à 194 254 millions en 1970 (+ 27 229 millions de pesos).

— Sur l'ensemble des financements complémentaires alloués au cours de cette année, 20 812 millions de pesos reviennent aux établissements de crédit privés, tandis que les banques nationales — à l'exclusion de la Banque du Mexique — n'en ont versé que 5 266 millions.

— Les établissements nationaux de crédit — non compris la Banque du Mexique — ont accru de 4 292 millions de pesos leurs ressources destinées aux activités productives, passant de 45 152 millions de pesos en 1969 à 49 444 millions en 1970.

— Le financement complémentaire du système bancaire au Gouvernement Fédéral, qui était de 7 290 millions de pesos en 1969 a été ramené à 5 334 millions, principalement par suite de la discrimination des financements, établie par la Banque du Mexique.

— Fonds Monétaire International. — A la date du 24 décembre 1970, la part du Mexique au Fonds Monétaire International est passée à 370 millions de dollars, chiffre qui, joint à la disponibilité prévue par la « Convention de stabilisation des changes » intervenue avec la Trésorerie de Washington (100 millions de dollars) et la disponibilité stipulée par la « Convention de soutien monétaire réciproque » (SWAP) signée avec le Système de la Réserve Fédérale (130 millions de dollars), porte à 600 millions de dollars les ressources venant s'ajouter à la réserve d'or, d'argent et de devises utilisables pour le soutien des opérations de changes avec l'étranger.

En 1970, 10 pays membres du Fonds Monétaire International ont utilisé le « peso mexicain » pour des opérations

Production des industries extractives et énergétiques

Nature	Unité	1969	1970 estimations	Variation en %
Mines				
— zinc	tonnes	253 375	264 335	4,3
— plomb	»	170 894	176 319	3,2
— argent	»	1 334	1 341	0,5
— cuivre	»	66 167	62 016	— 6,3
— or	kg	5 618	6 133	9,2
— soufre	milliers de tonnes	1 716	1 369	— 20,2
— charbon minéral	»	2 567	3 008	17,2
Pétrole				
— mexoline	milliers de m ³	457	519	13,6
— supermexoline	»	4 149	3 986	— 3,9
— gasolmex	»	2 191	2 830	29,2
— essence Pemex 100	»	528	615	16,5
— diaphane et pétrole incolore	»	1 545	1 483	— 4,0
— turbosène	»	426	488	14,6
— huile Diesel	»	4 385	4 801	9,5
— huiles combustibles	»	6 858	7 577	10,5
— lubrifiants	»	221	301	36,2
Energie électrique				
— capacité installée	milliers de kW	6 894	7 495	8,7
— production totale	millions de kWh	25 554	28 747	12,5

avec cet organisme, à concurrence de 38,5 millions de dollars. De ce fait, le Mexique disposait en fin d'année de 43 millions de dollars pour sa part additionnelle d'or dans cette institution, montant qui représente, en outre, des ressources immédiatement disponibles.

— Banque Internationale de Reconstruction et de Développement - B.I.R.D.

L'Assemblée des Gouverneurs a approuvé une augmentation générale des quote-parts de chacun des pays membres de la Banque Mondiale, ainsi que des augmentations spéciales pour certains cas, compte tenu de la croissance relative de chaque pays. Le Mexique a participé à ces opérations en portant sa quote-part à 20 millions de dollars, dont 2 millions ont été représentés et 18 millions sont exigibles sous certaines conditions, conformément à la Convention de la Banque Mondiale.

— Banque Interaméricaine de Développement - B.I.D.

Le Mexique devra souscrire, avant le 30 juin 1971, la première des trois années qui, globalement, devront porter à 226 millions de dollars le montant de sa participation totale à cet organisme international.

— Balance des paiements. — Bien que le déficit du compte courant de la

balance des paiements se soit accentué en 1970 et que les marchés financiers mondiaux aient été frappés d'instabilité, les transactions du Mexique avec l'étranger ont présenté, dans leur ensemble, un solde favorable. La réserve brute d'or, d'argent et de devises de la Banque du Mexique s'élevait, au 31 décembre 1970, à 820,1 millions de dollars, soit 102,1 millions de plus qu'à la même date de l'an dernier. La réserve nette — déduction faite des ressources affectées à des dépôts et obligations en monnaie étrangère — a augmenté, elle aussi, de façon sensible, atteignant un montant de 751,3 millions de dollars.

Le déficit du compte de marchandises et services se montait à 865 millions de dollars, ce qui représente une croissance de 393 millions par rapport aux 472 millions de l'année précédente.

Les rentrées provenant d'exportations de marchandises et services se sont chiffrées par 3 106 millions de dollars, soit 164 millions de plus (+ 5,6 %) que l'année précédente. Cette croissance est due principalement à une plus forte rentrée découlant de transactions frontalières (879 millions de dollars) et du tourisme à l'intérieur du pays (575 millions de dollars), outre une certaine augmentation obtenue sur le chapitre « Divers ». A la différence de l'an dernier, les revenus provenant de l'exportation

tation de marchandises ont montré peu de dynamisme, à la suite de l'affaiblissement saisonnier du secteur agricole exportateur.

Les sorties de fonds au titre des importations de marchandises et services se sont élevées à 3 971 millions de dollars. Les dépenses des Mexicains dans la zone frontalière des Etats-Unis ont

augmenté de 84 millions de dollars et celles des touristes mexicains dans d'autres pays, de 31 millions. Les envois de fonds à l'étranger pour les investissements externes directs se sont montés à 343 millions de dollars (+ 28 millions).

En raison du coût élevé des fonds à long terme sur les marchés internationaux, et des expectatives de baisse des

taux d'intérêt, le secteur officiel s'est abstenu de placer des bons sur ces marchés.

Les investissements directs de l'étranger se sont élevés à 210 millions de dollars, soit 14 millions de plus qu'en 1969. Ces chiffres ne comprennent pas le montant des investissements des industries transformatrices dans les zones franches.

Le nouvel Hôtel de la Monnaie à Mexico

APRÈS avoir mis en service la fabrique nationale de billets de Banque du Mexique (1), M. Antonio Ortiz Mena, alors Ministre des Finances, avait annoncé, devant la XXXVI^e Convention Nationale Bancaire réunie à Guadalajara (Etat de Jalisco) le 12 mars 1970, la prochaine ouverture d'un hôtel des monnaies comme complément du premier établissement.

M. Hugo B. Margáin, Ministre des Finances et du Crédit Public, inaugura le lundi 23 novembre 1970, les nouveaux locaux de l'Hôtel de la Monnaie du Mexique en présence de MM. Manuel Cortina Portilla, Président de l'Association des Banquiers, Pablo González Casanova, Recteur de l'Université Nationale Autonome de Mexico, Ernesto Fernández Hurtado, Directeur Général de la Banque du Mexique, et de représentants de la banque et de l'industrie mexicaines.

Au cours de cette réunion, le Ministre des Finances a souligné notamment :

« D'ancienne et prestigieuse tradition, l'Hôtel de la Monnaie a été un symbole d'authenticité, de bon aloi et de pureté du métal. Il a toujours certifié la qualité de l'or et de l'argent de nos montagnes, l'excellence de la frappe des monnaies ainsi que le talent artistique et manuel de l'exécutant mexicain. Aussi les pesos lourds étaient-ils, au siècle dernier, le moyen de paiement et de thésaurisation le plus convoité en Orient.

« ... l'Hôtel de la Monnaie du Mexique fut fondé par brevet du roi en date du 11 mai 1535... ayant été ouvert en 1536... il peut être réputé comme le plus ancien du continent.

« Il est mis aujourd'hui au service du pays un Hôtel de la Monnaie dont nous pouvons être fiers, car, outre la beauté de son architecture moderne et sobre, monumentale aussi, en quelque sorte,

il est, dans le domaine technologique, à la hauteur des meilleures institutions du monde et — ce qui est plus important — parce que des ouvriers mexicains hautement qualifiés y élaborent la reproduction matérielle de notre stabilité monétaire. »

Le nouvel Hôtel de la Monnaie occupe une superficie totale de 31 000 mètres carrés. Il comporte six corps de bâtiments. Le premier — le plus important — renferme le matériel de reproduction et d'entretien; le système de sécurité y est constitué par un mécanisme d'alarme et une salle de surveillance où fonctionnent trois monitors reliés à un circuit fermé de télévision. La construction et les aménagements de l'ensemble s'élèvent à la somme de 152 millions de pesos.

(1) Cf. « Nouvelles du Mexique », N^{os} 60-61 (janvier à juin 1970) p. 39.

Le nouvel Hôtel de la Monnaie du Mexique.

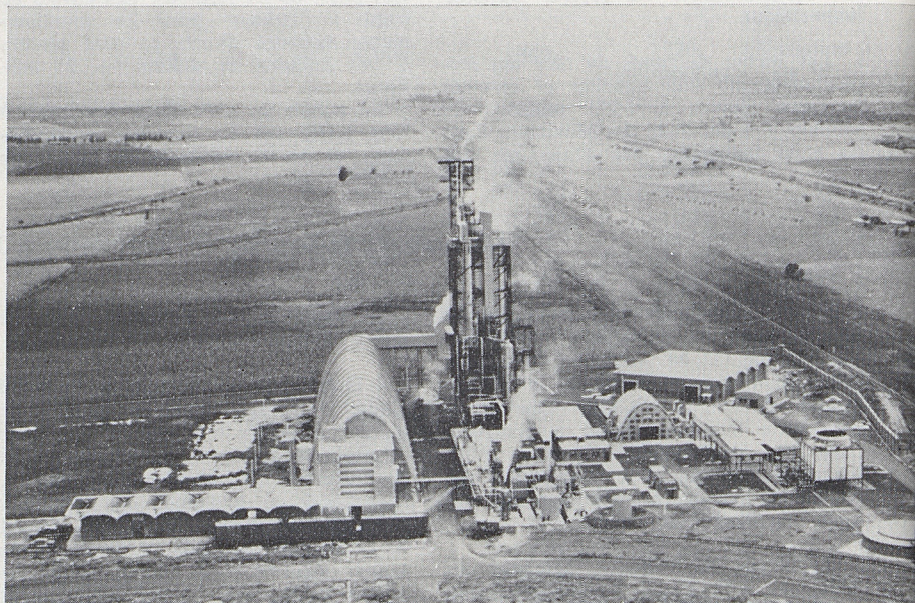


« Guanos y Fertilizantes de México, S.A. » ouvre de nouvelles usines

LA société nationale « Guanos y Fertilizantes de México, S.A. » — que dirige M. Salim Nasta H. (1) — va incorporer à son complexe de fabrication d'insecticides de Salamanca (Etat de Guanajuato) une *usine d'insecticides phosphorés* (parathions) d'une capacité de 7 500 tonnes par an, dont la mise en service est prévue pour janvier 1972. Cette entreprise a souscrit, en septembre 1970, un contrat avec la société *Krebs-Paris* pour la fourniture du matériel destiné à cette nouvelle installation.

En outre, « Guanos y Fertilizantes de México, S.A. » a signé, en octobre 1970, avec le même fournisseur français, un autre contrat relatif à la mise en place d'une *installation d'électrolyse par cellules à mercure* en vue de la production de chlore et de soude caustique. D'une capacité annuelle de 18 000 tonnes de chlore et de 20 500 tonnes de soude, la mise en service de cette dernière usine est prévue pour le milieu de l'année 1971.

Cf. « Nouvelles du Mexique » N^{os} 58-59 (juillet à décembre 1969), voir l'étude de M. Salim Nasta sur « Le rôle des fertilisants dans le développement agricole du Mexique », pp. 20 à 22.



Guanos y Fertilizantes de México, S.A.
Unité Bajío à Salamanca (Etat de Guanajuato).
(fabrique de sulfate d'ammonium, superphosphate simple et mélanges fertilisants).

« Fertilizantes Fosfatados Mexicanos, S.A. » va créer une usine de fluorure d'aluminium

FERTILIZANTES Fosfatados Mexicanos, S.A. » va créer une *usine de fluorure d'aluminium*, d'une capacité de 36 000 tonnes métriques par an, capacité qu'elle atteindra en deux étapes.

Précédemment fabriqué uniquement à partir du spath-fluor, le fluorure d'alu-

minium — utilisé principalement dans l'industrie de l'aluminium — sera obtenu à partir d'acide fluo-silicique provenant de la fabrication de l'acide phosphorique.

A la suite d'un accord conclu avec le groupe français *Ugine-Kuhlmann*, lequel

assurera l'ingénierie et la direction technique de la future usine, les participations dans cette association seront chacune de 49 %, le surplus devant être absorbé par d'autres sociétés mexicaines. L'exploitation commerciale de cette fabrique est prévue pour le second trimestre de 1972.

Pour l'extension du réseau routier du Mexique

LE réseau routier du Mexique, qui s'étendait sur 21 422 km en 1950, est passé à 45 089 km en 1960 et à 69 719 en 1970. Il se divise maintenant en :

- 40 312 km de routes asphaltées,
- 20 522 km de routes goudronnées,
- 6 800 km de chemins empierrés,
- 2 085 km de chemins de terre.

La superficie du territoire mexicain est de 1 972 545 km² (la France mesure 550 985 km²) et son relief montagneux rend extrêmement coûteuse toute infra-

structure destinée aux transports, ce qui donne une importance capitale à la sélection des investissements ainsi qu'aux études s'y rapportant.

En vue de la préparation du *Plan décennal d'investissements dans les routes*, le Bureau mexicain chargé par le Ministère des Travaux Publics d'en préparer l'étude, a négocié, en novembre 1970, avec la société française « Ingeroute » un contrat d'assistance technique en vertu duquel une mission fran-

çaise, composée de onze ingénieurs et économistes, s'est rendue au Mexique. Ces techniciens viennent de travailler, en étroite coopération avec leurs collègues mexicains, à l'extension du réseau routier du pays, en utilisant les méthodes modernes d'études de rentabilité et de planification qu'ils avaient déjà eu l'occasion d'employer avec succès dans plusieurs Etats, notamment en Espagne, au Brésil, en Iran et en Corée.

Exportation de tomates vers la France

LE samedi 9 janvier 1971, le vapeur « Magellan », de la Cie Transatlantique, appareillait du port de Mazatlán à destination du Havre (France), avec une cargaison de 9 159 caisses (150 000 tonnes) de tomate en provenance de la Vallée de Culiacán, dans l'Etat de Sina-

loa (Mexique) et représentant une valeur de 1 100 000 pesos.

L'opération en question signifie l'ouverture d'un nouveau marché pour les produits du Mexique. En effet, M. Lauro Díaz Castro, Administrateur de la Confé-

dération des Associations Agricoles du Sinaloa — CAADES —, a déclaré, à cette occasion, que les plans d'embarquement pour la présente saison prévoient l'envoi de 41 315 caisses de tomate, d'un poids global de 700 000 tonnes.

Le X^e anniversaire de la fondation de l'Institut National de Protection à l'Enfance



Le Président de la République accompagne M^{me} Echeverría, avec leurs enfants, à l'Institut National de Protection de l'Enfance.

LE lundi 1^{er} février 1971, M^{me} María Esther Zuno de Echeverría, épouse du Président de la République et Présidente de l'Institut National de Protection à l'Enfance — INPI —, célébrait le X^e anniversaire de la fondation de cette institution.

A cette occasion, le Dr Rafael Giorgana, Directeur général de l'INPI, a retracé l'histoire de cet établissement créé par le Président López Mateos le 31 janvier 1961, jour où M^{me} Sámano de López Mateos en prenait la présidence. Puis, il a annoncé que l'INPI entraînait dans une nouvelle étape de travail : l'institution étendra ses activités afin d'apporter son aide aux classes sociales les plus nécessiteuses, dans les zones marginales des faubourgs et de la campagne.

Un autre orateur, le Secrétaire général du Syndicat des Travailleurs de l'INPI, M. Lisandro G. Pascasio Arce, rendit hommage à l'esprit syndicaliste du Président de la République et remercia M^{me} Echeverría du dévouement qu'elle apporte à cette œuvre.

En remettant des diplômes à chacun des 168 membres fondateurs de l'INPI, M^{me} la Présidente les a invités à poursuivre leurs efforts.

Inauguration du Centre administratif des Chemins de fer Nationaux du Mexique

Le Centre administratif des Chemins de fer nationaux du Mexique.

LE lundi 16 novembre 1970, M. José Antonio Padilla Segura, alors Ministre des Communications et des Transports, inaugurait le Centre administratif des Chemins de fer Nationaux du Mexique, lequel regroupe tous les bureaux techniques et administratifs de cette Régie, jusqu'alors disséminés en quinze points de la ville de Mexico.

Cet ensemble, qui s'étend sur 45 000 mètres carrés, abritera plus de 3 500 employés. Il a été investi dans cette construction une somme de 140 926 924 pesos.

Notons que le réseau ferroviaire, qui compte 17 400 kilomètres de voies ferrées, larges ou étroites, traverse le territoire mexicain du nord au sud, de la frontière des Etats-Unis jusqu'à la frontière des Etats-Unis jusqu'au Guatemala, et de l'est à l'ouest, du Golfe du Mexique à l'Océan Pacifique. Les Chemins de fer Nationaux offrent un emploi à 80 633 personnes, dont 55 768 à titre permanent, 2 604 à temps partiel et 22 261 en tant qu'auxiliaires.



LE Docteur Ignacio Chávez, fondateur de l'Institut National de Cardiologie de Mexico et qui fut recteur de l'Université Nationale Autonome de Mexico de 1961 à 1966, a fêté son jubilé universitaire (1920-1970). A cette occasion, l'Institut National de Cardiologie a publié un volume d'hommage à l'éminent cardiologue : *Jubileo Profesional del Doctor Ignacio Chávez* (Prensa Médica Mexicana, Mexico, 1970). L'ouvrage, abondamment illustré, comprend des contributions de cardiologues mexicains et étrangers, de personnalités du monde des sciences et des lettres, ainsi que l'allocution du Docteur Pierre W. Duchosal, ancien Président de la Société Internationale de Cardiologie, professeur à l'Université de Genève, prononcée à l'occasion du XXV^e anniversaire l'Institut de Cardiologie (1), le 19 octobre 1969, au nom des cardiologues européens.

Dans une deuxième partie, l'ouvrage réunit des pages choisies de l'œuvre écrite du Docteur Ignacio Chávez, consacrées à la cardiologie clinique, à l'éducation médicale et à l'humanisme, à l'histoire, à la vie universitaire et sociale, etc. Le livre comporte, en outre, une bibliographie exhaustive de l'œuvre de l'éminent cardiologue. Enfin, en dernière partie, l'ouvrage reproduit de nombreux messages de sympathie émanant de savants ou de personnalités du monde entier.

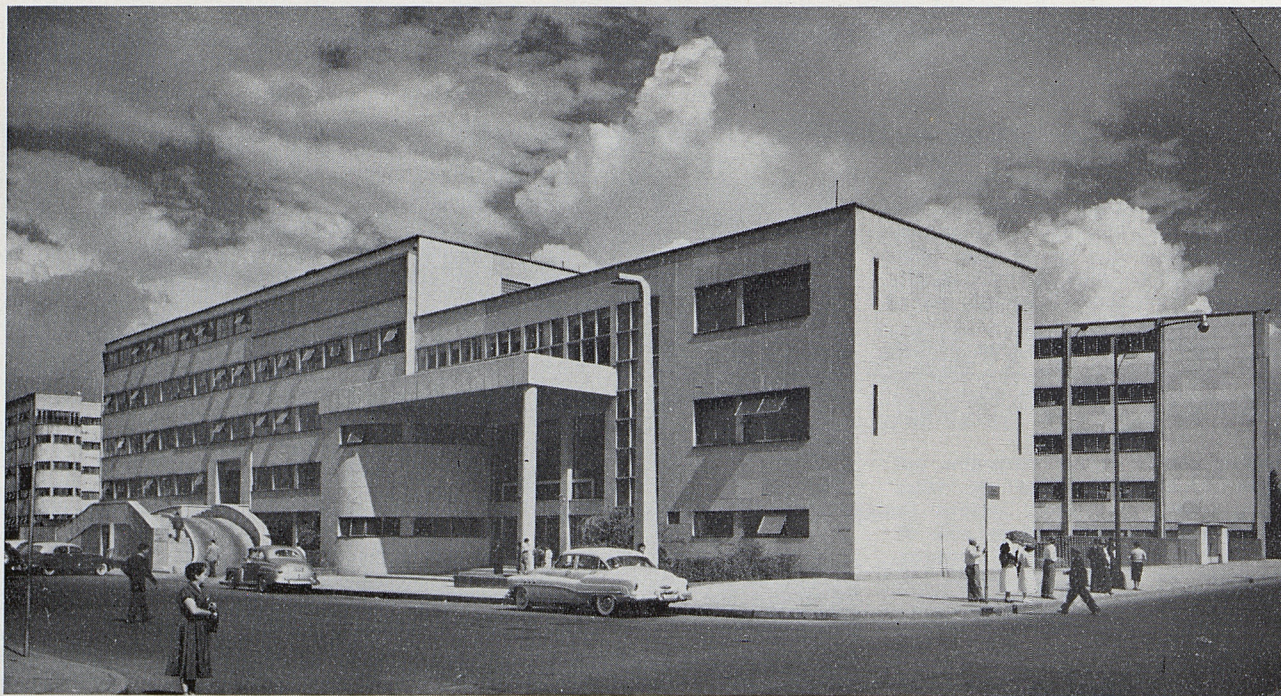
(1) Voir « Nouvelles du Mexique », N^{os} 58-59 (juillet à décembre 1969), p. 54.

Jubilé professionnel du Docteur Ignacio Chávez



Le Docteur Ignacio Chávez.

Façade de l'Institut National de Cardiologie.



(Photo Guillermo Zamora, Mexico).

HISTOIRE DE LA MEDECINE

époque contemporaine*

par le Dr Ignacio CHÁVEZ

LA Révolution fut le mouvement social le plus profond de notre histoire et celui auquel le Mexique doit sa transformation actuelle. La secousse la plus violente, celle qui connut les plus importantes opérations militaires embrassa dix ans, de 1910 à 1920. A partir de cette dernière année commença l'étape de la grande reconstruction. Et tout comme en Europe la guerre changea non seulement la carte mais la mentalité des hommes, de même au Mexique, après la Révolution, tout changea : la répartition de la terre, la réforme de l'éducation, la nouvelle conception de la vie, les réformes sociales, tout vient d'elle. Mais ce qui changea surtout ce fut la mentalité du Mexicain.

Il était naturel que ce mouvement tellurique et que ces changements se soient reflétés dans la vie médicale du pays, dans ses hôpitaux et dans son enseignement à l'intérieur de la Faculté. En effet, une réforme sérieuse, profonde, commença à se manifester peu après 1920, sans que nul ne puisse préciser à quelle date exacte. Cette réforme se traduisit par l'instauration des spécialités et par la formation d'un critère de base, à caractère fonctionnel, pour concevoir les études médicales. Le corollaire obligé de cette réforme fut l'avènement de la recherche scientifique. Tels furent les trois pas en avant par lesquels on peut concrétiser ce mouvement, que j'appelle la deuxième réforme, pour laisser intact le mérite de ceux qui nous ont libérés de la médecine médiévale en 1833.

Cette deuxième réforme se manifesta partout. A l'inverse de la première qui eut comme seul champ d'action l'Ecole de Médecine, celle-ci prit naissance surtout dans les hôpitaux, pour arriver ensuite jusqu'à l'école. Son centre le plus visible fut l'Hôpital Général, où la médecine générale commença à se démembrer pour céder le pas aux spécialisations. La première à naître officiellement fut la cardiologie, qui posséda son premier Service en 1924; elle fut suivie de près par la gastroentérologie et par l'urologie.

Cette création de services spécialisés, chacun doté des moyens nécessaires à l'étude et à la recherche, au lieu de leur précédente dépendance des Laboratoires

Centraux de l'hôpital, fut une réforme audacieuse pour son temps, vivement critiquée alors, mais qui finit cependant par s'imposer. Elle est aujourd'hui pratiquée dans presque tous les pays du monde. Le résultat d'une telle innovation fut étonnant. A partir de ce moment-là, non seulement on vit naître les spécialités, mais l'on vit également se former des écoles, s'organiser des cours de perfectionnement, se créer des sociétés spécialisées et paraître des revues dans chacune des branches. A côté du travail quotidien, commença la recherche systématique. A partir de ce jour, le Mexique eut une production scientifique petite ou grande, mais bien à lui.

On vit naître un jour, en 1944, un institut Sui generis, qui n'avait de précédent comparable dans aucun pays : l'Institut National de Cardiologie qui offrit, dès sa naissance, de nouvelles formules de vie aux institutions médicales du pays. Il naquit, en effet, comme organisme officiel mais avec une autonomie technique et administrative; il naquit comme hôpital, mais, dépassant ces limites, il donna une importante recherche; il naquit comme institution mexicaine, mais en prévoyant un développement illimité dans le domaine international.

A côté des changements réalisés dans la capitale du pays, le mouvement qui se manifesta dans la province est encourageant. Au cours des dernières années, le réveil a été général et les 9 écoles de médecine que possèdent les Etats paraissent être entrées dans une compétition amicale, les unes en inaugurant leurs nouveaux édifices, comme celles de San Luis Potosí, León et Veracruz; d'autres en inaugurant ou en rénovant leurs hôpitaux ou leurs cliniques, comme celle de Monterrey ou les trois citées plus haut; la plus grande partie en étendant leurs laboratoires et en rénovant leurs plans d'études, surtout Guadalajara, et presque toutes en renforçant l'enseignement des sciences de base de la profession médicale par des professeurs à plein temps.

Tel est le panorama que présente aujourd'hui le Mexique, mais ce n'est qu'un panorama que nous pourrions appeler physique. Une question demeure,

que nous, Mexicains, nous posons avec une certaine angoisse : l'homme ? Le médecin, sans lequel aucune des réformes indiquées ne vaut rien, le médecin d'aujourd'hui, vaut-il ce que valent ses nouveaux hôpitaux, ses nouveaux laboratoires de recherche ? Le médecin mexicain qui a parcouru le long, pénible chemin que je viens de tracer, d'abord à travers la Colonie et son enseignement médiéval, ensuite à travers le XIX^e siècle et sa lente, dure adaptation au rythme universel, ce médecin est-il déjà prêt, mûr, pour la production scientifique de portée internationale ?

Il est des questions auxquelles aucun homme n'est certain, honnêtement, de pouvoir répondre. Celle-ci, pour moi, est l'une d'entre elles. Le temps nous donnera la réponse. En attendant, je ne puis que mettre sur le plateau en faveur de l'affirmative de la balance l'observation suivante : jamais comme aujourd'hui nos générations jeunes n'ont ressenti une vocation aussi ardente pour l'étude de la science pure et, en général, pour la recherche scientifique; jamais comme aujourd'hui autant de médecins n'ont suivi les cours de recyclage organisés par les associations médicales ou les institutions spécialisées; jamais les médecins mexicains n'ont autant voyagé qu'aujourd'hui pour étudier et se perfectionner et jamais la production scientifique présentée à nos associations n'a été aussi abondante qu'aujourd'hui.

Tout cela doit signifier quelque chose. Je pense que le médecin mexicain a découvert, au cours de ces dernières années, que cette heureuse disposition que tout le monde nous a reconnue pour les arts, il la possède également pour les sciences. Ce qu'il y a, c'est que personne ne lui avait enseigné la route de la recherche. Il manquait de toute tradition dans ce domaine, et la pauvreté de nos institutions n'avait pas constitué, dans le passé, une circonstance favorable pour le lancer dans cette voie. Aujourd'hui où il a été possible d'écartier pour une bonne part, ces deux facteurs, on voit apparaître l'une de ses facultés essentielles qui est, ainsi que le dit Alfonso Reyes, d'être cartésien de naissance.

(*) Extrait d'une conférence donnée par le Docteur Ignacio Chávez à la Sorbonne, le 30 novembre 1954. Voir aussi « Nouvelles du Mexique », N° 21 (avril à juin 1960) : « Vers un nouvel humanisme en médecine », par le Docteur Ignacio Chávez.

Prix nationaux des Sciences, des Lettres et des Arts pour 1970

LES Prix nationaux des Sciences, des Lettres et des Arts, pour l'année 1970, ont été décernés le mercredi 25 novembre 1970, dans les Salons du Palais National de Mexico, par M. Gustavo Díaz Ordaz, alors Président de la République, accompagné de M. Agustín Yáñez, qui était à cette époque Ministre de l'Education Nationale, et en présence d'une nombreuse assistance appartenant aux milieux intellectuels de la capitale.

Les lauréats étaient :

— *Prix National pour les Sciences* : M. Carlos Graef Fernández, né le 25 février 1911 à Guanacevi, dans l'Etat de Durango (Mexique), est docteur de l'Institut Technologique de Massachusetts (Etats-Unis); sa thèse portait sur les « orbites périodiques de la radiation cosmique primaire ».

Après avoir été professeur de théorie de la relativité et de la gravitation à l'Université de Harvard (1944-45), il fut élu Président du groupe des experts en énergie nucléaire de l'Organisation des Nations Unies. Ses trois principaux ouvrages ont pour titres : « *Representación de un tensor por medio de seis vectores* » (1936), « *El espacio matemático y el espacio físico* » (1956) et « *Alejandro de Humboldt* » (1959) ». En outre, il a écrit de nombreux articles dans des publications de caractère scientifique.

M. Carlos Graef Fernández est actuellement Directeur du Centre Nucléaire de Salazar (1). Professeur à l'Université Nationale Autonome de Mexico depuis 1941, de nombreux chercheurs

appartenant à diverses générations lui doivent leur formation.

— *Prix National pour les Lettres* : Juan Rulfo, né le 16 mai 1918 à Sayula, dans l'Etat de Jalisco (Mexique), après avoir fait ses premières études dans le village de San Gabriel, puis à l'Orphelinat « Luis Silva » de Guadalajara, s'inscrivit en 1939 à l'Ecole Nationale de Jurisprudence et à la Faculté de Philosophie et des Lettres de Mexico.

Après une carrière administrative dans les Services du Département du District Fédéral, du Ministère de l'Intérieur, de la Commission du Papaloapan, au Département de Presse de la Présidence de la République et à l'Institut National Indigéniste, Juan Rulfo commença à publier quelques nouvelles dans des revues littéraires de province et de la capitale.

En 1953 paraissait son premier livre de contes, « *El llano en llamas* » et, deux ans plus tard, son roman, « *Pedro Paramo* » (2), dont le tirage comporte dix éditions en langue espagnole; le premier de ces ouvrages a été traduit en six langues et le second en dix-sept. « *La vena de los locos* » est encore inédit, et son dernier roman, « *La Cordillera* » est en cours de rédaction. Ajoutons que Juan Rulfo a également écrit des arguments pour le cinéma et la télévision.

— *Prix National pour les Arts* : Jorge González Camarena, né à Guadalajara, dans l'Etat de Jalisco (Mexique), avait dix ans lorsqu'il vint se fixer à Mexico. Vers 1932, il s'initia à l'art plastique de la publicité et à la peinture

de chevalet, après être passé par l'Académie de San Carlos. Il travailla ensuite, pendant trois ans, à la découverte des fresques de l'ancien couvent de Huejotzingo (3), dans l'Etat de Puebla. A son retour à Mexico, il commença de peindre des fresques dont la surface atteint maintenant près de mille mètres carrés.

Parallèlement à cette expression murale, Jorge González Camarena a exécuté une œuvre de chevalet non moins vaste. Parmi ses peintures murales, nous citerons notamment : « *La Vida* », dans le vestibule de l'immeuble « Guardiola »; « *México* », dans le hall de l'Institut Mexicain de la Sécurité Sociale, « *Homenaje al senador Belisario Domínguez* », sur le mur du grand escalier de la Chambre des Sénateurs, « *La liberación de la humanidad* », au Palais des Beaux-Arts; « *Las Razas* », au Musée National d'Anthropologie; enfin « *La Conquista* » et « *La Constitución de 1917 y Venustiano Carranza* », au Musée National d'Histoire.

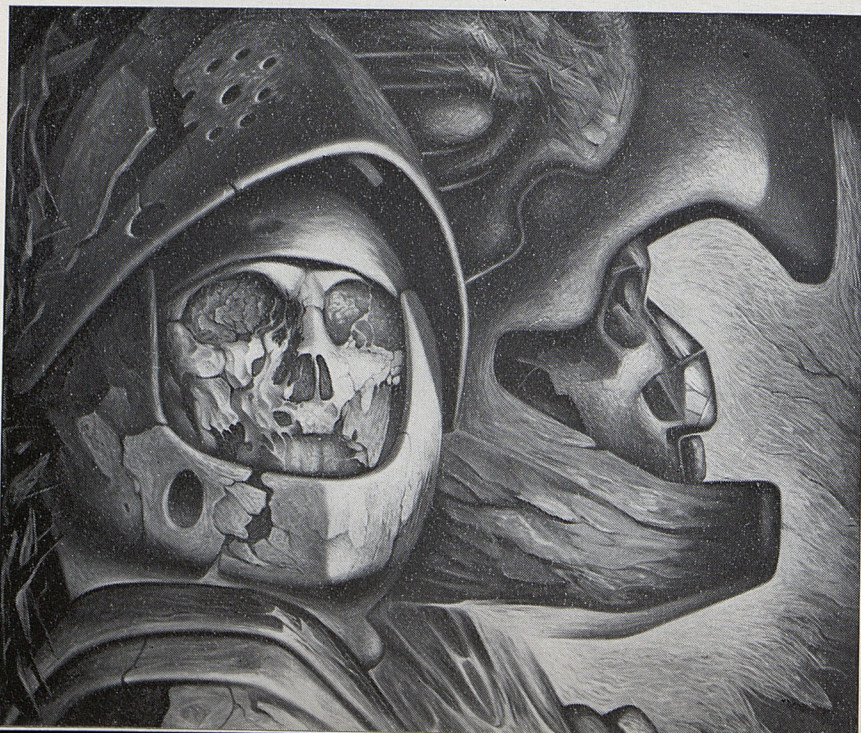
Jorge González Camarena est l'auteur du « *Monument à l'Indépendance* » érigé à Dolores Hidalgo (Etat de Guanajuato) avec le concours de l'architecte Carlos Obregón Santacilia.

(1) Voir dans le présent numéro : « L'inauguration du Centre Nucléaire du Mexique », page ci-contre.

(2) Cf. « *Nouvelles du Mexique* » N°s 50-51 (juillet à décembre 1967), pp. 34 à 37.

(3) Huejotzingo (Etat de Puebla) : la ville coloniale se développa à partir de 1529 autour du monastère franciscain, dont la construction fut entreprise probablement cette année-là pour être achevée vers 1570.

« Les aïeux »
par Jorge González Camarena
(huile sur toile).



Pedro Paramo

par Juan Rulfo

La Croix du Sud
collection dirigée par Roger Caillois

nrf

Gallimard

Inauguration du Centre Nucléaire de Salazar ⁽¹⁾

Le Centre Nucléaire du Mexique, situé à Salazar (Etat de Mexico), était inauguré le vendredi 27 novembre 1970 par M. Gilberto Valenzuela, alors Ministre des Travaux Publics, en présence de M. Alfonso García Robles, Président de l'Organisme pour la Proscription des Armes Nucléaires en Amérique Latine, de M. Manuel Sandoval Vallarta, fondateur de la Commission Nationale de l'Energie Nucléaire, du Professeur Carlos Hank González, Gouverneur de l'Etat de Mexico, et de M. Carlos Graef Fernández, Directeur de Centre, ainsi que de diverses personnalités scientifiques du Mexique.

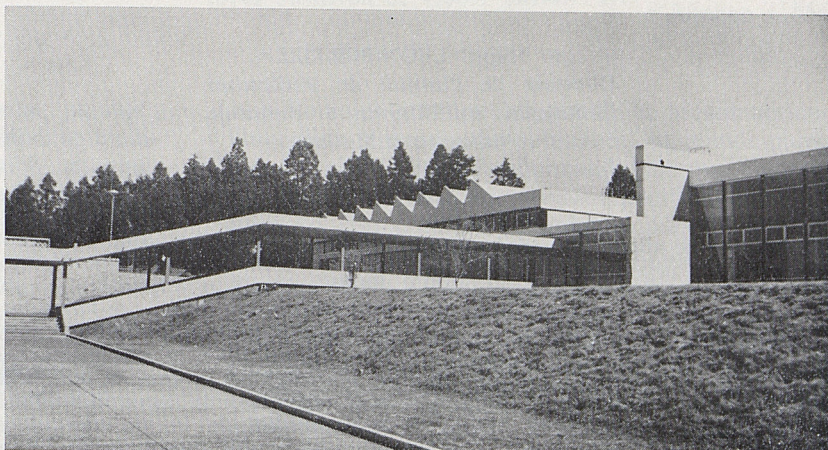
Le Président de l'OPANAL a déclaré à la presse que l'inauguration de cette centrale constitue le premier pas fait par le Mexique dans la voie de l'utilisation à grande échelle de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Après avoir annoncé que la Commission Nationale de l'Energie Nucléaire envisage l'emploi de réacteurs à haute puissance, M. Alfonso García Robles a mis l'accent sur le fait qu'un centre comme celui de Salazar administre la preuve de l'utilisation rationnelle de l'énergie atomique par les pays d'Amérique Latine ayant adhéré au Traité de Tlatelolco (2).

De son côté, M. Manuel Sandoval Vallarta a brossé un tableau des initiatives et des efforts réalisés par feu M. Nabor Carrillo Flores (3) en vue de la création de l'actuel Centre Nucléaire du Mexique, lequel va accroître considérablement les moyens de recherche, tant expérimentale que théorique, en étendant le champ d'action de la recherche technologique.

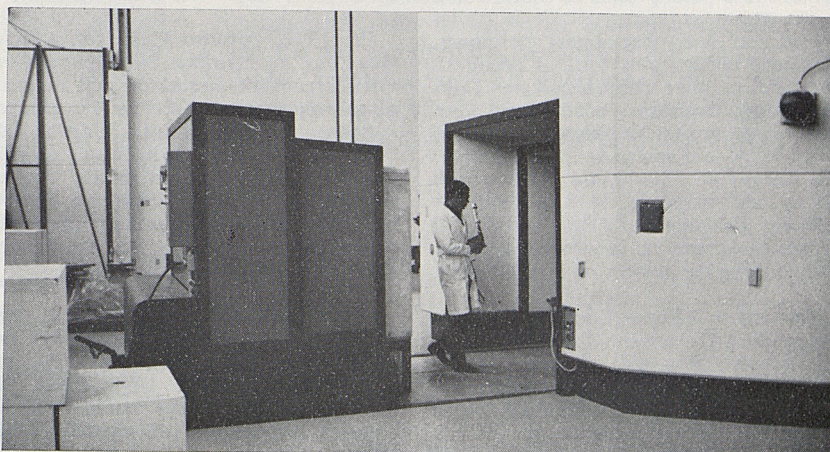
Le Gouverneur Hank González a souligné que l'électricité commence à être remplacée par la force nucléaire et que, pour le Mexique, ce fait est fort important, car ses réserves connues couvrent ses besoins pour 123 ans, si l'on prend pour moyenne annuelle de consommation celle enregistrée en 1969.

Au Centre Nucléaire du Mexique, producteur de radio-isotopes d'une durée de vie semi-courte, des travaux de recherche — fondamentale et technologique — d'une grande utilité seront menés dans les domaines industriels, hydrologique, génétique et médical.

A l'écart des autres bâtiments, le réacteur, d'une hauteur de 9 mètres, est placé au centre des locaux et enfermé entre des cloisons en béton de 3 mètres d'épaisseur. Une visibilité parfaite a été assurée aux récipients dans lesquels sont plongés — au moyen d'une espèce de canne à pêche — les éléments à étudier. Ces derniers sont protégés de l'action des radiations par un bassin — situé



Le Centre Nucléaire de Salazar.



Un technicien contrôlant l'étanchéité du réacteur.

à la partie supérieure de l'appareil et profond de 7 mètres — contenant de l'eau déminéralisée qui fait office de blindage. Au fond du bassin et au centre se trouve l'uranium producteur de radiations et de fissions. Les neutrons engendrés par le réacteur sortent sous forme de faisceaux et peuvent être utilisés dans une colonne thermique.

Le réacteur nucléaire peut servir à des expérimentations sur des animaux, des plantes, des graines, des transistors ou tout autre matériel.

Toutes les mesures de sécurité ont été prises pour le fonctionnement de l'appareil. Le personnel de contrôle procède à de fréquentes inspections dans chaque partie du bâtiment, avec des appareils sensibles aux radiations.

Le Centre Nucléaire du Mexique, rattaché à la Commission Nationale de l'Energie Nucléaire — que préside M. Fernando Alba Andrade —, travaillera avec le concours de l'Université Nationale Autonome de Mexico et de l'Institut Polytechnique National. Les sommes qui y ont été investies représentent un montant de 160 millions de pesos.

(1) Cf. « Nouvelles du Mexique » N^{os} 52-53 (janvier à juin 1968) pp. 34 à 37.

(2) Cf. « Nouvelles du Mexique » N^{os} 54-55 (juillet à décembre 1968) pp. 39 à 42; N^{os} 56-57 (janvier à juin 1969) pp. 29-30; N^{os} 58-59 (juillet à décembre 1969) pp. 38 à 40; N^{os} 60-61 (janvier à juin 1970) pp. 28-29 N^o 62 (juillet à septembre 1970) p. 48.

(3) Cf. « Nouvelles du Mexique » N^{os} 48-49 (janvier à juin 1967) p. 57.

NÉCROLOGIE

Alfonso CASO

(1^{er} février 1896 - 30 novembre 1970)

par Miguel LEON-PORTILLA,
Directeur de l'Institut de Recherches
Historiques de l'Université Nationale
Autonome de Mexico

LE maître de nombreuses générations d'archéologues mexicains, le chercheur des codex et des systèmes de calendrier préhispaniques, l'homme qui, dans de multiples formes, fit avancer les travaux tendant à atteindre une connaissance plus profonde des cultures indigènes du Mexique, M. Alfonso Caso, est mort à Mexico le 30 novembre 1970.

Né dans la capitale le 1^{er} février 1896, Alfonso Caso fut un noble exemple de dévouement total à l'étude et au service de son propre pays. Exceptionnellement doué, il s'intéresse tout d'abord à des sujets se rapportant à la philosophie et aux disciplines juridiques. Quelques années plus tard, il découvre sa vocation pour l'anthropologie. Dans sa longue carrière académique, ses activités de professeur tiennent une place spéciale. A la *Faculté de Philosophie et des Lettres de l'Université Nationale*, il donna ses cours de 1918 à 1940. A l'*Ecole Nationale d'Anthropologie*, il forma également de nombreux disciples tout au long des années où il y enseigna.

On doit à Alfonso Caso la réorganisation du *Département d'Archéologie* et du *Musée National d'Anthropologie*, lorsqu'il dirigea ces établissements entre les années 1930 et 1934. De même, c'est grâce à lui que fut menée, de 1931 à 1943, une longue suite d'explorations dans la *zone zapotèque de l'Oaxaca*. Ses travaux à Monte Albán révélèrent au monde d'extraordinaires créations culturelles. Citons, entre autres, sa découverte bien connue et son étude du trésor de la célèbre *Tombe 7*.



C'est à lui qu'on doit, en grande partie, la création de l'*Institut National d'Anthropologie et d'Histoire*, et, plus tard, en tant que *Recteur de l'Université Nationale Autonome de Mexico*, d'août 1944 à mars 1945, la promulgation de la nouvelle Loi organique qui allait avoir une si grande importance dans le développement de la vie universitaire du pays. Sous la présidence de Miguel Alemán, il occupa le poste de *Ministre du Patrimoine National* et y prit d'importantes mesures en vue de la protection de l'héritage de monuments et d'œuvres d'art des temps préhispanique et colonial.

En 1949, Alfonso Caso fut nommé *Directeur de l'Institut National Indigéniste*, organisme auquel on doit de multiples programmes en faveur des groupes indigènes contemporains. L'action de l'Institut National Indigéniste signifia l'établissement d'une série de centres qui ont été reconnus, par des experts mexicains et étrangers, comme des réalisations dignes d'être imitées en d'autres zones à populations arborigènes.

Parallèlement à tous ces travaux académiques et administratifs, Alfonso Caso se voua, de façon permanente, à des tâches de chercheur. Qu'il suffise de rappeler ici ses études concernant les cultures zapotèques et mixtèques de l'Oaxaca; son œuvre se rapportant aux différents systèmes de calendrier de la Mésoamérique; les diverses éditions de codex préhispaniques, parmi lesquelles les plus marquantes, qu'il mena à terme par la lecture de glyphes et d'amples commentaires, des Codex Bodley, Co-



lombino et Selden. Il faut mentionner également ses études sur la religion des Aztèques, la synthèse qu'il en donna sous le titre « *El Pueblo del Sol* », ses recherches sur la ville préhispanique de México-Tenochtitlán, ainsi que l'élaboration, au cours des dernières années de sa vie, de biographies de plusieurs centaines de personnages préhispaniques à partir de l'étude des codex et autres documents indigènes.

Homme à la fois énergique et généreux, Alfonso Caso a laissé une empreinte profonde sur la culture mexicaine et universelle. Le meilleur témoignage qu'il laisse est constitué par ses nombreux disciples, par les recherches qu'il réalisa et les multiples œuvres qu'il parvint à publier.

Le Général Alberto SALINAS CARRANZA

(15 novembre 1892 - 31 octobre 1970)

LE Général Alberto Salinas Carranza, ancien *Attaché Militaire et de l'Air* près l'*Ambassade du Mexique à Paris*, est décédé à Mexico, le samedi 31 octobre 1970, des suites d'une hémorragie cérébrale.

Né le 15 novembre 1892 à Cuatro Ciénegas dans l'Etat de Coahuila (Mexique), il avait fait des études d'ingénieur mécanicien et électricien à New-York. De retour au Mexique, il offrit ses services, comme pilote aviateur, à Don Francisco I. Madero l'initiateur de la Révolution Mexicaine, Par la suite, don Venustiano Carranza

le chargea d'organiser les Forces Aériennes Mexicaines — FAM, qu'il dota d'ateliers de réparation et d'entretien d'avions. A deux reprises, il fut commandant en chef de l'Armée de l'Air.

Le général Alberto Salinas Carranza après avoir été Sénateur de la République a occupé, notamment, les postes de Directeur Général de l'Aéronautique Civile et d'Attaché militaire près les Ambassades du Mexique à Washington, Paris, Rome et Belgrade. A l'heure de sa mort, il était Conseiller militaire de la Présidence de la République.

EL PUEBLO DEL SOL (1)

d'Alfonso CASO

P OUR l'Aztèque, cette vie n'est qu'un passage; et ce sentiment de pessimisme et d'angoisse se manifeste dans sa sculpture vigoureuse et terrible, et aussi, teinté d'une profonde tristesse, dans sa poésie, et il parle ainsi :

« *Nous ne sommes venus qu'à dormir,
nous ne sommes venus qu'à rêver,
ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai
que nous sommes venus vivre sur la terre.*
« *Nous nous changeons en herbe de printemps;
nos cœurs parviennent à reverdir,
parviennent à ouvrir leurs corolles;
mais notre corps est comme un rosier;
il donne quelques fleurs et se dessèche.* »

« Ce sentiment profondément mélancolique contraste avec le concept énergique d'être le peuple élu; de là la contradiction fondamentale de la culture aztèque.

« Mais si la religion fut pour l'Aztèque la force et la cause de la vie, si elle le porta de l'une à l'autre côte des mers et si elle fit de Tenochtitlán la reine de l'Anáhuac, elle constitua aussi la limitation fatale de sa culture comme, à un degré moindre, elle le fut pour toutes les cultures indigènes du Mexique et de l'Amérique Centrale.

« La force créatrice d'un peuple jeune dut nécessairement dériver vers la création d'œuvres religieuses et, aussi bien dans l'art que dans la science, dans l'organisation politique et sociale et dans la philosophie de la vie, la religion, qui fut aiguillon, se changea plus tard en frein, et la création d'œuvres à buts religieux étouffa nécessairement la personnalité créatrice des individus et absorba toutes les possibilités de développement culturel.

« Lorsqu'ils furent surpris par la Conquête, les Aztèques étaient un peuple rude qui n'avait pas encore atteint le raffinement culturel des Maya, des Toltèques, des Totonèques et des Mixtèques; ils se trouvaient en pleine période d'épanouissement, mais les veilles cultures indigènes qui avaient disparu sont une preuve éloquente de la stérilité à laquelle aboutissaient, en fin de compte, ces grandes civilisations, par manque d'un idéal constamment progressif, qui leur eût fait concevoir la vie comme quelque chose de différent que la répétition, invariable et minutieuse, des cérémonies en l'honneur des dieux.

« Pour les grandes cultures de la Mésoamérique, l'invention technique fut substituée, en grande partie, par le culte. L'idée fondamentale est que l'homme n'a pas à résoudre ses propres problèmes, mais à prier les dieux de les résoudre et d'avoir pitié des hommes. Pour l'indigène mésoaméricain, le sacrifice est le moyen technique pour obtenir qu'il pleuve, que le maïs donne ses épis, que la maladie se termine, que le père ou l'époux ou le fils reviennent saufs de l'expédition, de la guerre ou du commerce, que l'épouse mette au monde un enfant fort et vigoureux. L'homme, par lui-même, ne peut rien : sa technique est inefficace; seul le sacrifice aux dieux rend ceux-ci enclins à résoudre les nécessités humaines.

« Cette profonde religiosité de l'Indien mexicain, qui s'est maintenue jusqu'à nos jours, est le fil conducteur dans la trame de son histoire; elle nous permet de comprendre sa façon d'agir, tantôt indolente, tantôt active et énergique, mais toujours stoïque, car la vie de l'homme — ainsi le croit-il — dépend de la volonté impénétrable des dieux. »



(1) Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1953.

Voir aussi d'autres extraits de cet ouvrage dans « Nouvelles du Mexique », N° 27 (octobre à décembre 1961), pp. 2 à 7.

La « Place Général De Gaulle » à Mexico

DEPUIS le 18 novembre 1970, la « Plaza de Tacubaya » à Mexico porte le nom de « Plaza General Charles de Gaulle ». L'inauguration par M. Alfonso Corona del Rosal, alors Chef du Département du District Fédéral, s'est déroulée en présence de M. Xavier Daufresne de la Chevalerie, Ambassadeur de France au Mexique.

Après que le représentant du Gouvernement Mexicain eût rendu hommage à la mémoire de l'homme d'Etat français, l'Ambassadeur de France a déclaré que la Ville de Mexico est l'une des premières à avoir honoré de la sorte le souvenir du général. « Témoignage de l'amitié qui caractérise les relations entre nos deux pays », a ajouté M. de la Chevalerie, qui a terminé sur ces mots : « Cet hommage nous émeut profondément. »



M. Alfonso Corona del Rosal découvre la plaque commémorative en présence de l'Ambassadeur de France.

(Photo Mayo, Mexico)



« Place Général Charles de Gaulle »
La circulation des véhicules entre la place (d'une superficie de 12 000 mètres carrés) et les rues avoisinantes s'effectue au moyen d'un échangeur à sept voies — 4 souterraines et 3 en surface — afin de permettre aux piétons de circuler librement sur l'esplanade. La station « Tacubaya » de la ligne n° 1 du métro est située sous cette place.

Délégation parlementaire française au Mexique

Le lundi 1^{er} février 1971, conduite par M. François Le Douarec, Député d'Ille-et-Vilaine, Vice-Président de l'Assemblée Nationale, une délégation de parlementaires français — composée de M. le Préfet Jean Bozzi, Député de la Corse, Paul Cermolacce, Député des Bouches-du-Rhône, Jean Fontaine, Député de la Réunion, Bernard Marie, Député des Basses-Pyrénées, et Isidore Renouard, Député-Maire de Langon (Ille-et-Vilaine), qu'accompagnaient MM. André Schmit et Robert Moinet, respectivement Directeur du Cabinet du Président et Chef du Protocole de l'Assemblée Nationale — était accueillie à Mexico par M. Octavio Senties Gómez, Président de la Grande Commission de la Chambre des Députés du Mexique, assisté de plusieurs de ses collègues.

Les parlementaires français, accompagnés de leurs homologues mexicains — MM. Oscar de la Torre, Armando González Soto, Marcos Manuel Suárez et Renato Vega — rendirent visite le lendemain à M. Rubén González Sosa, Secrétaire d'Etat chargé des affaires courantes du Ministère des Affaires Etrangères du Mexique, avec lequel ils échangèrent divers points de vue.

Au Palais National, le Président Echeverría Alvarez, après les avoir reçu en audience, leur fit admirer, avec explications à l'appui, les peintures murales de Diego Rivera, qui décorent la voûte de l'escalier d'honneur du Palais.

A la sortie de cette entrevue, M. Le Douarec a déclaré que ses collègues et lui-même avaient remarqué que l'expérience française intéresse beaucoup le Mexique, notamment en ce qui concerne les questions d'administration publique. L'entretien avec le Chef de l'Etat a porté sur les relations culturelles, les changements survenus dans les nouvelles générations, le sous-emploi des jeunes travailleurs et les problèmes économiques tant mexicains que français.

Pendant leur séjour dans la capitale, les députés français ont tenu diverses séances de travail avec leurs collègues mexicains. Au cours de ces réunions, M. Humberto Hiriart a souligné notamment que le Mexique accueille volontiers les investissements dans des industries nouvelles contribuant à l'avancement de la technologie et fabriquant des articles destinés à l'exportation. Le député mexicain a reconnu que la France avait contribué, dans un esprit de coopération, au progrès économique et social du pays, grâce à l'assistance technique ainsi qu'à la fourniture de biens de capital et de crédits destinés à des ouvrages d'infrastructure. De son côté, M. Salvador Reséndiz Ancola a mis l'accent sur le regain des échanges commerciaux mexicano-français durant



Le Président Echeverría et les parlementaires français devant la fresque de Diego Rivera.

la dernière décennie et sur la nécessité de les équilibrer.

Après avoir visité l'Oaxaca, le Yucatán, le Quintana Roo et le Guerrero, les membres de la Délégation française se sont longuement entretenus avec divers fonctionnaires du Pouvoir Exécutif Fédéral, dont M. Gustavo Petriccioli, Secrétaire d'Etat aux Revenus, du Mi-

nistère des Finances, et M. Víctor Bravo Ahuja, Ministre de l'Education Nationale.

Si ces conversations n'ont eu qu'un caractère d'information réciproque, il n'en est pas moins vrai que cette visite aura resserré les liens d'amitié qui unissent la France et le Mexique.

PRÉSENCE DU MEXIQUE EN FRANCE

Réunion du Comité Central du Rayonnement Français consacrée au Mexique

LE 9 mars 1971, l'Ambassadeur du Mexique en France était l'hôte d'honneur, à une réunion présidée par M. Joseph Fontanet, Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population, et organisée par le *Comité Central du Rayonnement Français*, lequel groupe en son sein nombre de personnalités des milieux économiques et financiers de France.

Parmi la nombreuse assistance on remarquait notamment : MM. Louis Joxe, Ambassadeur de France, ancien Ministre, Pierre de Leusse, Ambassadeur de France, Président de l'Office de Radiodiffusion Télévision Française Jacques Chastenet, de l'Académie Française, Olivier Moreau-Néret, de l'Institut, Jean Juglas, ancien Ministre, Directeur de l'Institut d'Etudes du Développement Economique et Social, Emmanuel Mayolle, Vice-Président du Conseil National du Patronat Français, Membre du Conseil Economique et Social, Albert Féquant, Ministre plénipotentiaire, Chargé des Affaires d'Amérique au Ministère des Affaires Etrangères, André Schmit, Directeur du Cabinet du Président de l'Assemblée Nationale, etc.

M. Georges Riond, Président du Comité, déclara tout d'abord que cette manifestation avait pour but de réunir des représentants — à un niveau élevé — des forces vives de la France, qui coopèrent au développement du Mexique, et de témoigner ainsi le prix que son groupement attache à la coopération entre les deux pays.



L'Ambassadeur du Mexique lit son allocution devant les membres du Comité Central du Rayonnement Français.

Puis M. Fontanet rappela avec gratitude les marques d'attention dont il fut l'objet à Mexico, alors qu'il était à la tête de la Délégation officielle française venue assister aux cérémonies d'investiture du nouveau Président du Mexique, M. Luis Echeverría Alvarez; il fit l'éloge des beautés de ce pays et souligna l'impression particulièrement vive que produit son activité actuelle et le fait que les chiffres appris voici quelques années dans les écoles, se trouvent doublés aujourd'hui.

Enfin, l'Ambassadeur du Mexique prononça une allocution dans laquelle il mit l'accent sur les échanges économiques et la coopération technique entre les deux pays, en exprimant l'espoir que leur champ d'action s'élargira dans l'avenir. « L'élan que le Président de la République Mexicaine, M. Luis Echeverría, entend imprimer à notre commerce extérieur et au développement industriel et scientifique du pays, y contribuera assurément », souligna l'orateur.

Une Exposition-Vente Mexicaine aux grands magasins du « Bon Marché » à Paris

LES grands magasins parisiens du « Bon Marché » viennent de proposer au public français le voyage au Mexique à l'occasion des grandes vacances 1971.

Dans un vaste local (2 000 mètres carrés) les organisateurs présentent, d'avril à août prochain, une exposition, « Acapulco », comprenant des *produits de l'Artisanat Mexicain* (vêtements, bijoux, objets usuels ou décoratifs en argent, fer blanc, terre cuite, etc.), une *galerie de tableaux du peintre mexicain Juan Blanco* (1), des *spécimens et des copies de statues mexicaines*, une collection « Bains de mer 1971 » sous le signe du Mexique.

Un *Centre d'Informations touristiques* répondra — en liaison avec l'ambassade du Mexique, le Conseil National du Tourisme Mexicain et les compagnies d'aviation « Aeronaves » et « Air France » — à toutes les questions concernant les conditions de voyage au Mexique.

Enfin, un concours « Journalistes », réservé aux membres de la Presse écrite, parlée et télévisée, — départagera, le 30 avril 1971, les auteurs d'articles ou de photos concernant l'Exposition « Acapulco ». Les prix consistent en : 2 passages Paris - Acapulco - Mexico,

offerts par la compagnie mexicaine « Aeronaves », 2 séjours de six jours à Acapulco et Mexico par le Conseil National du Tourisme Mexicain, et trois autres prix représentés par 3 ensembles bains de mer offerts par le « Bon Marché ».

Une réception de la presse parisienne, organisée le 31 mars par la Direction de ces grands magasins, sous la présidence de l'Ambassadeur du Mexique en France, inaugurerait ces manifestations mexicaines.



Au Bon Marché.
Présentation de robes d'inspiration mexicaine.

Un récital Henryk Szeryng à l'Ambassade du Mexique à Paris



ENTRE deux concerts à Oslo et à Boston et en signe de gratitude envers sa patrie d'adoption, le violoniste mexicain Henryk Szeryng donnait le vendredi 16 octobre 1970, avec le concours de M^{lle} Claude Maillols au piano, un récital dans les salons de l'Ambassade du Mexique à Paris, en présence du Professeur et de M^{me} Silvio Zavala, entourés du Corps diplomatique latino-américain et de personnalités appartenant au monde politique, artistique et intellectuel de la capitale.

Figuraient en première partie du programme : la « Sonate op. 108 en ré mineur », de Johannes Brahms, et la « Sonate en sol mineur », de Claude Debussy. En seconde partie furent exécutés : « Preludio » (pour violon seul) de Julián Carrillo, « De mi patria », de José Sabre Marroquín, et « Danza jalisciense », de José Rolón.

Très applaudi, Szeryng fut particulièrement félicité par M. Georges Auric, ancien Directeur de la Réunion des Théâtres Lyriques de Paris, le Maître Daniel Chabrun, M. Pierre Devos, Directeur des Concerts Padeloup, M. Bernard Chevry, Commissaire Général du « Marché International du Disque et de l'Édition Musicale » — M.I.D.E.M. —, ainsi que par MM. Etienne Royer de Véricourt et Bernard Rocher, anciens Présidents du Conseil de Paris.

La pianiste mexicaine Angélica Morales von Sauer à la Salle Gaveau



M^{me} Angélica Morales von Sauer, Professeur de l'Académie de Musique de Vienne (Autriche) et Professeur associée de piano de l'Université de Kansas (Etats-Unis), donnait un récital, le mercredi 24 février 1971, à la Salle Gaveau, à Paris, devant les Ambassadeurs d'Amérique Latine accrédités à Paris, les Délégués latino-américains auprès de l'U.N.E.S.C.O., et de nombreuses personnalités des arts et des lettres de la capitale.

Au programme de ce récital on relevait : « Toccata en ut mineur », de Jean-Sébastien Bach, « Sonate op. posthume en si bémol majeur », de Schubert, « 33 variations op. 120 sur une Valse de Diabelli », de Beethoven, « Nocturne op. 55 N° 2 », de Frédéric Chopin, « Jeux d'Eau », de Maurice Ravel, et « La Campanella », de Paganini et Liszt.

Très applaudie, la pianiste mexicaine a été particulièrement félicitée par des musiciens qui se trouvaient dans la salle et parmi lesquels on remarquait, au hasard : Daniel Chabrun, Bernard Flavigny, Jean-Etienne Marie...

A Strasbourg : exposition du peintre mexicain José Juárez

LE peintre mexicain José Juárez exposait trente de ses toiles, du 9 au 21 janvier 1971, à la Maison d'art alsacienne de Strasbourg.

Dans le quotidien « Dernières Nouvelles d'Alsace », du 12 janvier, le critique d'art Roger Kiehl en parle notamment en ces termes :

« ... De la génération née autour de 1940, il a été de ceux qui, sans renier pour cela un très riche patrimoine pictural national, le plus originalement authentique sans doute de toute l'Amérique Latine, ne firent pas que jeter les yeux vers la peinture occidentale — je veux dire de l'Europe. José Juárez s'est mis à l'étudier, à l'assimiler en s'attaquant aux plus savantes de nos disciplines... »

« Ce qu'il convient de retenir du travail de José Juárez, c'est sa volonté de dégager sa peinture de l'objectivité. S'il est un peintre d'apparence abstraite, jamais il ne se soustrait au vocabulaire des éléments figuratifs. Ce qui domine en lui est son sens de la couleur, qui détermine sa démarche... Il sait interpréter à un très beau degré ce que Herbert Read appelle « la refrangibilité du spectre lumineux », cette fragmentation à travers le sujet de tout influx lumineux. »



« Autoportrait »
par José Juárez
— acrylique, 61 cm X 50 —

Exposition Contreras à la Maison de l'Amérique Latine

Le peintre mexicain Victor Manuel Contreras, Directeur du Musée d'Art contemporain de l'Université autonome de Guerrero (Mexique), exposait du 2 au 5 octobre 1970, dans le hall de la Maison de l'Amérique Latine, trente de ses œuvres sous le titre « Variations sur un même thème ».

Dans le quotidien « Combat » (3-4 octobre 1970), le critique d'art Pierre-Yves Guillen écrit à ce propos :

« Cette semaine, j'ai découvert un peintre : Victor Manuel Contreras. Un peintre qui peint des rêves. Les siens, et parfois ceux des autres. Il peint en couleurs, mais dans le noir, dans une cave, sous la terre. Il peint les couleurs qui sont au-dessus de sa tête. Il les peint de mémoire.

« Ses toiles sont des fuites, des échappées entre des falaises qui se ferment comme dans les cauchemars...

« Dans le peintre Contreras, les noirs et les blancs sont parfois travaillés en faux relief et donnent une profondeur tragique à des déserts inachevés dans les heures fatales de l'entre « hyène et chacal ».

« Mais il y a aussi des toiles sans couleur qui éclatent de vie, des paysa-



Contreras interviewé devant une de ses toiles.

ges écrasés de soleil : éblouissants au sens propre du terme. Surimpressionnés, aveugles qui perçoivent encore un peu les formes. »
comme la vision éblouie qu'ont ces

Exposition Mingorance au Musée Culturel International de Saint-Cloud



« Indiens se reposant »
huile (125 x 105 cm)
photo Carlos Lago de la Vega

Du 1^{er} au 19 avril 1971, s'est tenue, au Musée Culturel International de la Ville de Saint-Cloud, une exposition des œuvres du peintre mexicain Juan Mingorance, que présentait M. Flavio Salamanca, Conseiller Culturel de l'Ambassade du Mexique.

Le vernissage s'est déroulé en présence de MM. Francis Chaveton, Vice-Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine, Charles Oulmont, Conseiller Culturel de la Municipalité de Saint-Cloud, et du Professeur Michel Luca, Secrétaire Général de l'Amicale Culturelle de l'Amérique Latine.

Juan Mingorance, bien connu au Mexique et dans les pays du continent américain, avait déjà présenté ses toiles en Europe dans les musées de Madrid, Malaga, Anvers et Dublin. C'était la première fois qu'il exposait en France. Les visiteurs lui ont réservé un chaleureux accueil.

BOURSES MEXICAINES

pour étudiants de nationalité française

Pour l'année académique 1971 (commençant fin février) l'Université Nationale Autonome de Mexico a accordé cinq bourses à des étudiants français demeurant en France, pour les disciplines suivantes :

— *Sciences* - M. Charles Rybak, titulaire d'un diplôme d'études approfondies en mathématiques pures, prépare une thèse de doctorat sur la théorie générale des structures algébriques dans le cadre de la théorie des catégories (études dirigées par M. C. Ehresmann, Professeur au Département de Mathématiques de l'Université de Paris-VII).

— *Architecture* - M. Allen Lederlin, architecte D.P.L.G., va entreprendre des recherches sur des logements urbains expérimentaux (études dirigées par M. Jean Benoit, membre de l'Académie d'Architecture, Professeur-Chef d'Atelier à l'École Nationale Supérieure des Beaux-Arts, et par le Directeur de l'Unité Pédagogique d'Architecture de Grenoble).

— *Sociologie* - M^{lle} Noëlle Vuillermoz, titulaire d'une maîtrise d'histoire, prépare une thèse de doctorat sur « La persistance des patronymes d'origine nahuatl chez les Indiens du Plateau Central » (études dirigées par M. Frédéric Mauro, Professeur d'histoire de l'Amérique Latine au Département d'Histoire de la Faculté des Lettres de Nanterre, et par M^{me} Germaine Soustelle, Maître de recherches au C.N.R.S.).

— *Lettres* - M^{lle} Marie-Claude Legend, titulaire d'une maîtrise d'enseignement, prépare un mémoire pour l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, sur « L'histoire de l'alphabétisation au Mexique » (études dirigées par M. Frédéric Mauro, Professeur au Département d'Histoire de la Faculté des

Lettres de Nanterre, et par M. Pierre Monbeig, Professeur à la Sorbonne, Directeur de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine).

— *Géographie* - M. Jean-Louis Charleux, titulaire d'une maîtrise de géographie, prépare une thèse de doctorat sur « Les mouvements migratoires de la population mexicaine » (études dirigées par M. Claude Bataillon, Chargé de recherches au C.N.R.S.).

A propos de ces bourses, rappelons que, pour y prétendre, les candidats doivent réunir les conditions suivantes : 1° être titulaire d'au moins une licence de la discipline pour laquelle ils entendent parfaire leurs connaissances; 2° pouvoir parler et écrire correctement la langue espagnole; 3° avoir entre 23 et 35 ans; 4° être recommandés par un établissement français d'enseignement supérieur; 5° s'engager par écrit à se conformer rigoureusement aux règlements de l'Université Nationale Autonome de Mexico.

Le choix des candidats est soumis à l'appréciation d'une *Commission franco-mexicaine*, présidée par l'Ambassadeur du Mexique en France et composée d'un représentant du Ministère des Affaires Etrangères de la République Française, d'un représentant de l'Université de Paris, ainsi que du Conseiller Culturel près l'Ambassade du Mexique en France.

L'Université Nationale Autonome de Mexico insiste sur la nécessité pour les candidats de présenter un projet très précis de recherches dont l'étude a déjà été commencée en France sous la direction d'un professeur qualifié. Une note de ce dernier, établissant son opinion sur les études entreprises au cours

des six derniers mois, doit être adressée directement par lui, sous pli fermé, au Service Culturel de l'Ambassade du Mexique.

Les dossiers doivent être constitués de la manière suivante : 1° une demande écrite sur papier libre; 2° un *curriculum vitae* de l'intéressé; 3° un certificat attestant sa nationalité française; 4° le programme détaillé des études et recherches que le postulant entend poursuivre au Mexique; 5° les diplômes et certificats (photocopies) prouvant les études déjà faites en France; 6° une note de la Faculté ou de l'établissement d'enseignement supérieur, concernant le candidat; 7° l'engagement de l'intéressé de se conformer aux règlements de l'Université Nationale Autonome de Mexico.

Les dossiers des candidats sont examinés quelle que soit la discipline proposée.

Précisons que ces bourses sont d'un montant de 1250 pesos (mille deux cent cinquante pesos) par mois, pendant une période de dix mois. Elles comportent, en outre, l'exonération des droits d'inscription et des frais de scolarité à l'Université, et une dotation de livres se rapportant aux études de l'intéressé. De plus, au terme de leur séjour, il sera alloué aux boursiers une somme représentant le montant du billet de retour en France (1).

(1) La Direction Générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques du Ministère des Affaires Etrangères de la République Française prend généralement à sa charge les frais du voyage aller Paris-Mexico.

Le Directeur de la Publication : Flavio Salamanca, Conseiller Culturel.

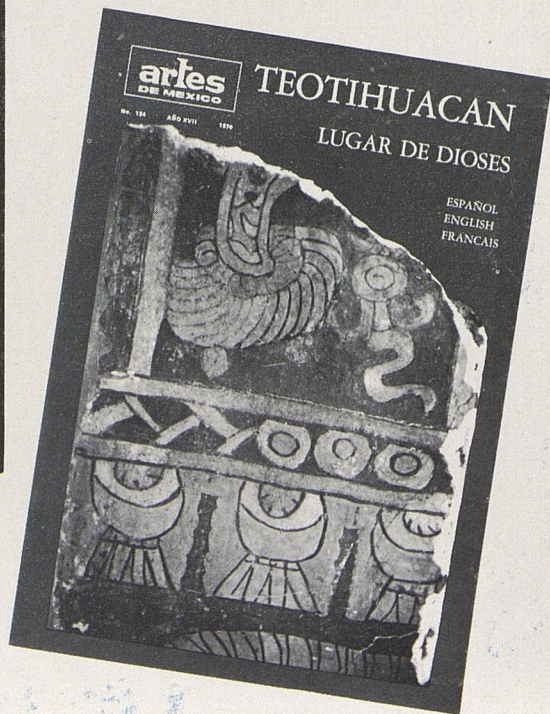
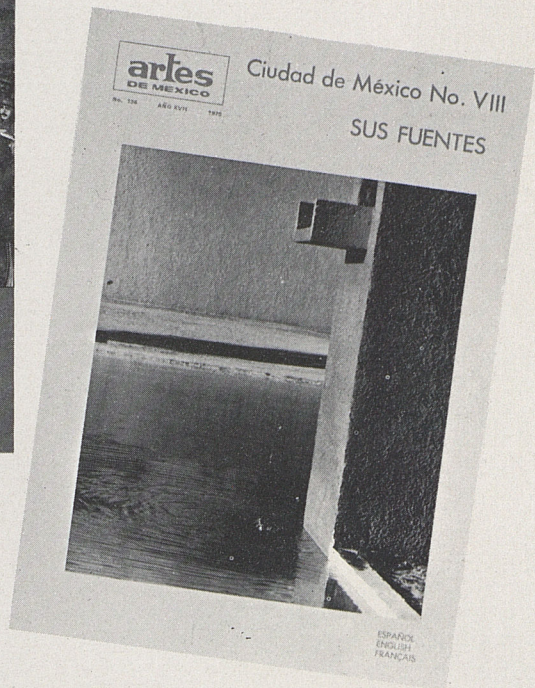
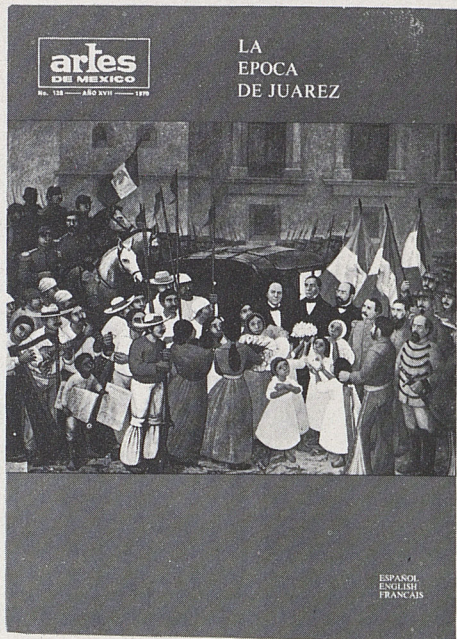
Les articles contenus dans cette publication engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction partielle ou intégrale de tous nos articles et informations reste autorisée à condition qu'en soit indiquée la provenance.

Dépôt légal en 1971 (2^e trimestre)

Éditions C. M. M.

17, Rue Paul-Lelong - PARIS-9^e



"ARTES de MÉXICO"
 revue d'art
 édition trilingue
 espagnol, anglais, français

